

Ville de Marseille

Rapport d'analyse financière

Janvier 2021 – Document de travail



Sommaire

01. Synthèse de nos travaux

02. Etude rétrospective 2014/2019

Annexes

Quelques définitions techniques :

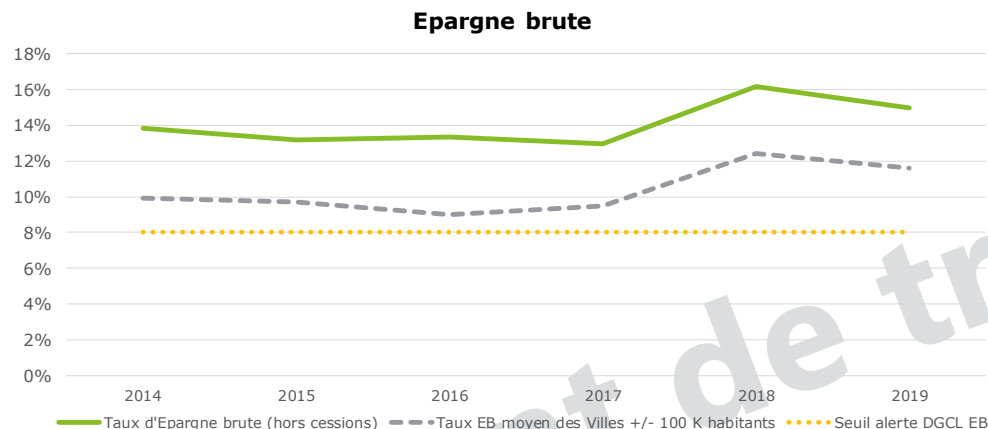
- **Epargne brute** : Différence entre les recettes réelles de fonctionnement retraitées des produits des cessions et les dépenses réelles de fonctionnement. Permet d'évaluer la capacité de la collectivité à alimenter la section d'investissement avec des ressources tirées de son fonctionnement courant. Si le taux d'épargne brute (montant d'épargne rapporté aux recettes réelles de fonctionnement) est inférieur à 8%, on estime que ce niveau est dégradé.
- **Epargne nette** : Epargne brute déduite des remboursements en capital de la dette. Elle permet d'autofinancer les équipements ou projets nouveaux. Une épargne nette négative indique que la collectivité n'arrive plus à faire face ses remboursements de dette et doit donc trouver de nouvelles marges de manœuvre. En dessous de 3%, le taux d'épargne nette est jugée comme préoccupant.
- **Capacité de désendettement** : Indicateur qui mesure le temps nécessaire (en année) à la collectivité si elle consacrait l'ensemble de son épargne brute à rembourser son stock actuel de dette (Capital Restant Dû). Un seuil d'alerte est généralement admis à 10 ans, notamment par la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL).
- **Taux d'endettement** : Indicateur qui mesure le rapport entre les recettes réelles de fonctionnement de l'exercice et le stock actuel de dette. Un seuil d'alerte est généralement admis à 130% (DGCL).
- **Potentiel fiscal** : Le potentiel fiscal est un indicateur permettant de mesurer la richesse « potentielle » d'une commune sur son territoire en évaluant ses bases. Il est déterminé en rapportant les bases fiscales de la Ville aux taux moyens nationaux (sans distinction de strate), puis ramené à l'habitant. Plus ce montant est élevé, plus cela signifie que la collectivité dispose d'une « richesse fiscale » importante.
- **Effort fiscal** : L'effort fiscal vient quant à lui mesurer la pression fiscale pesant sur le contribuable et plus particulièrement le poids des taux pratiqués. On l'obtient en rapportant le produit de fiscalité de la collectivité à celui que la Ville aurait perçu en appliquant les taux moyens nationaux. S'il est supérieur à 1, cela signifie que l'effort supporté par le contribuable est plutôt important.



Ville de Marseille

01 | Synthèse de nos travaux

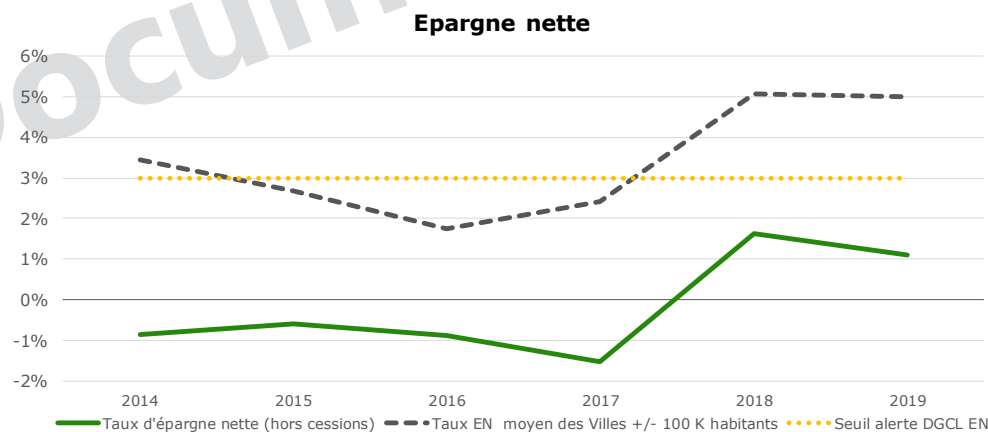
Synthèse de nos travaux : rétrospective 2014/2019



Un niveau d'épargne brute satisfaisant et en amélioration sur la période.

Le taux d'épargne passe de 13,8 % à 15%, nettement supérieur à la moyenne de notre échantillon de comparaison et au seuil d'alerte de la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL) (8%).

Cette progression s'explique par un dynamisme des produits (+1,2%/an soit +72,2 M€) supérieur à celui des charges (+1,1%/an soit +52,4 M€).



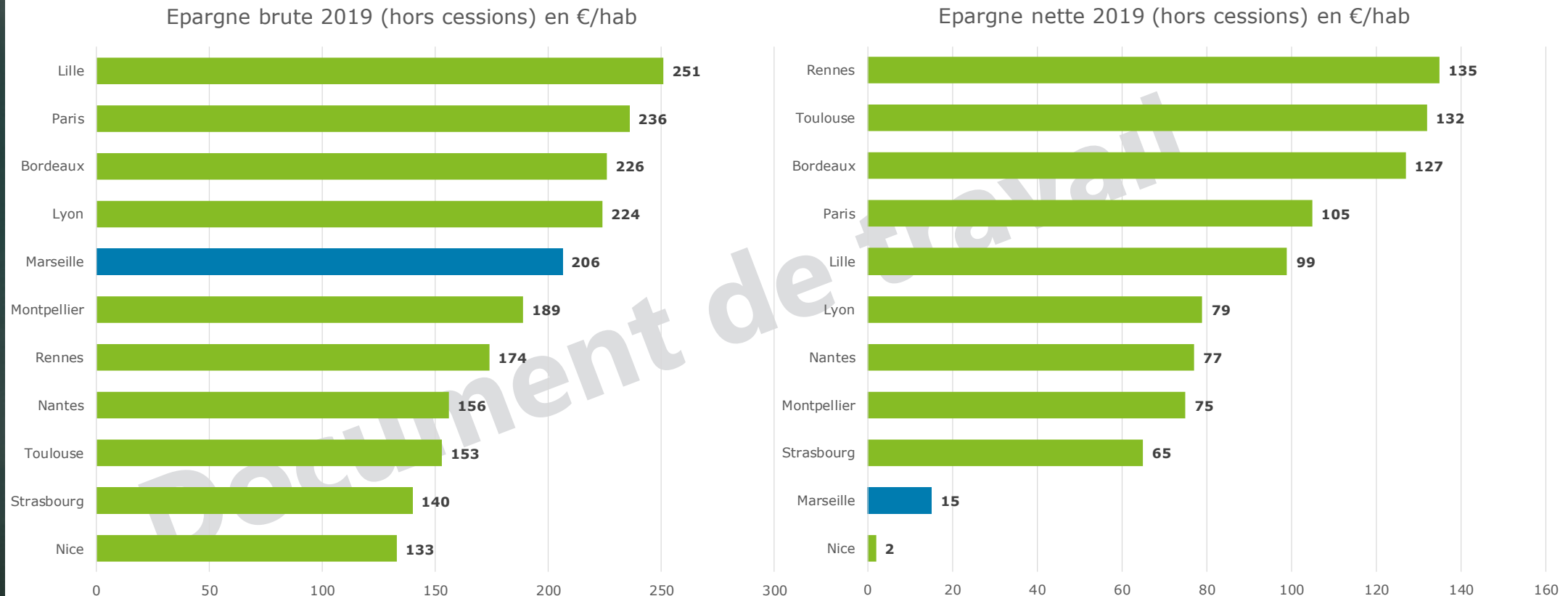
Une épargne nette sous tension sous l'effet du poids de la dette, négative de 2014 à 2017, très inférieure au seuil d'alerte de la DGCL (3%).

Les efforts de gestion entrepris en 2018 et 2019 permettent d'amorcer un redressement, cependant insuffisant pour dépasser le seuil d'alerte.

En comparaison, on se situe en fin de période proche des 5% dans les villes de plus 100 000 habitants.

Ces constats sur le niveau des épargnes demeurent tributaires des modalités de traitement des charges non rattachées qui pourraient conduire à dégrader plus fortement ces deux ratios (cf. page 10)

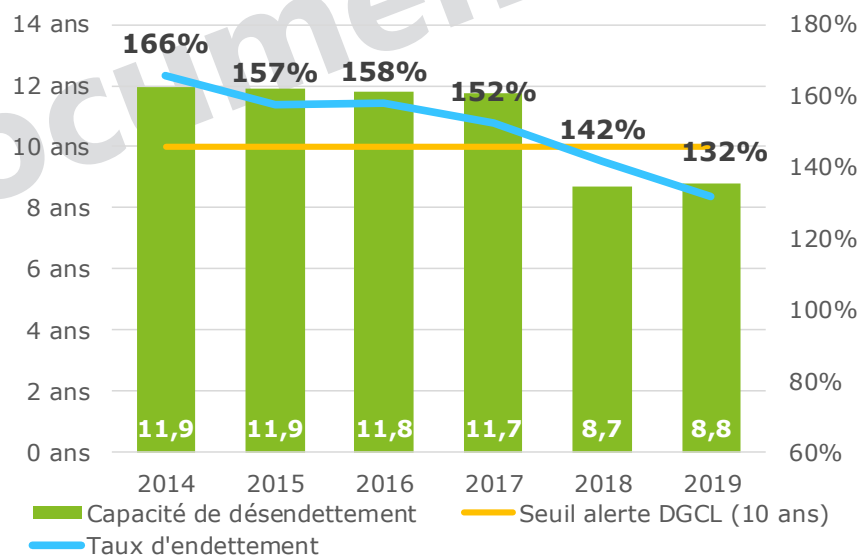
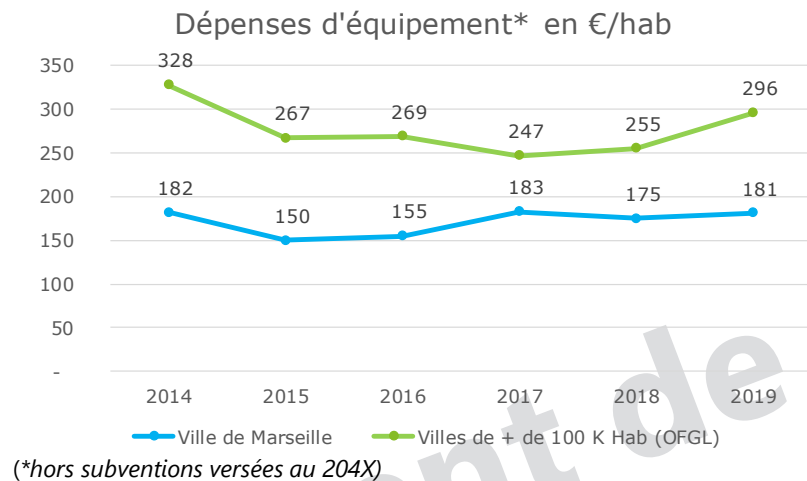
Synthèse de nos travaux : rétrospective 2014/2019



Avec une épargne brute, hors produits des cessions, de 206 € par habitant en 2019, la Ville de Marseille affiche le 5^{ième} montant le plus élevé de l'échantillon présenté ici, se positionnant dans le premier groupe des grandes villes sur cet indicateur.

En revanche, l'épargne nette ramenée à l'habitant est beaucoup plus faible, eu égard au poids des remboursements de la dette.

Synthèse de nos travaux : rétrospective 2014/2019



Un faible niveau de dépenses d'investissement sur la période d'étude :

La Ville affiche des dépenses d'équipement ramenées à l'habitant inférieures à la moyenne des communes de plus de 100 000 habitants.

Une dette saine mais dont le poids limite fortement la capacité d'investissement de la collectivité.

Sur le mandat écoulé, la Ville de Marseille a consacré davantage de ses moyens en investissement à faire face à des dépenses financières (essentiellement des remboursements en capital de la dette) qu'à financer des équipements et investissements nouveaux permettant ainsi d'amorcer le désendettement de la collectivité.

Bien qu'en diminution, l'encours de dette ramené à l'habitant demeure nettement plus élevé à Marseille (1812 €/hab) que dans la moyenne des Villes de plus de 100 000 habitants (1525 €/hab) en 2019 (voir p.26)

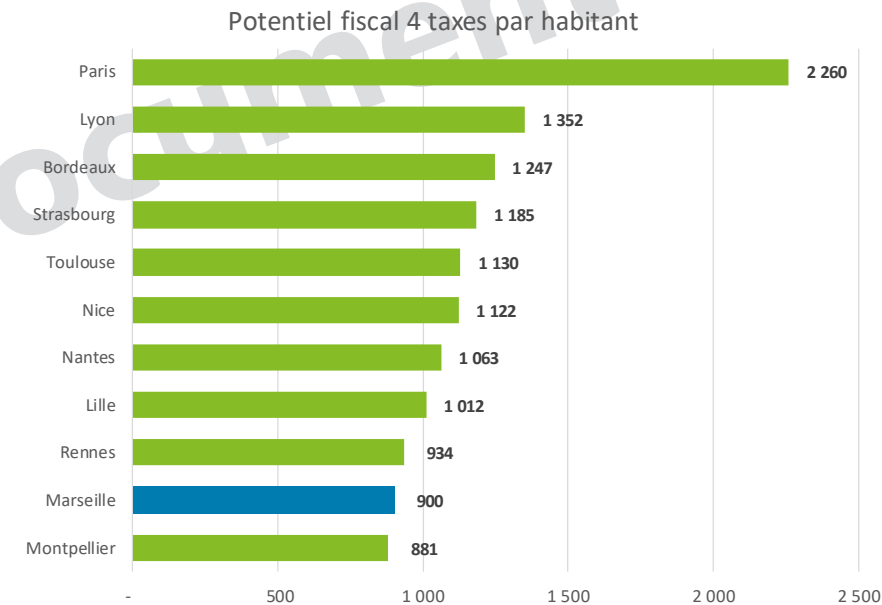
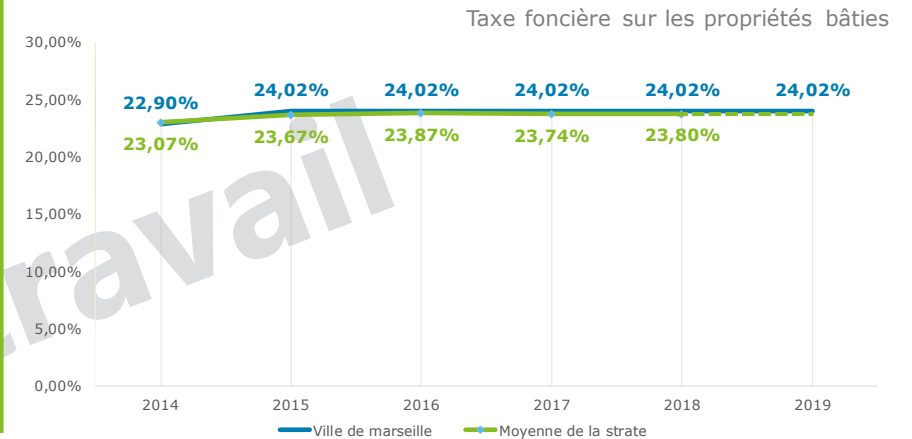
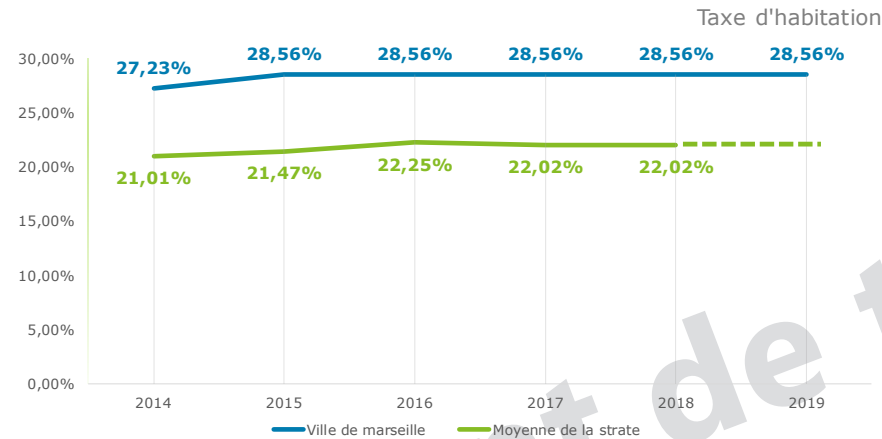
La capacité de désendettement qui mesure le rapport entre l'épargne brute et le stock de dette passe sous le seuil d'alerte des 10 ans en fin de période mais reste élevé.

Cet indicateur étant assez volatil, il convient d'être prudent sur un rebond rapide potentiel.

Enfin, le taux d'endettement indique que le stock de dette représente près d'une année et demie des recettes réelles de fonctionnement de la Ville. Pour mémoire, le seuil d'alerte est fixé à 130%.

On peut par ailleurs relever le fait que 94,8% de l'encours est classé A1 (soit le niveau de risque le plus faible), selon la charte Gissler, la grille de référence pour l'encours des collectivités.

Synthèse de nos travaux : rétrospective 2014/2019



Une pression fiscale élevée

Les taux de taxe d'habitation sont très supérieurs à la moyenne de la strate.

Les taux de taxe foncière sont dans la moyenne.

Le potentiel fiscal met en avant la faiblesse des bases fiscales.

Les taux élevés ne font ainsi que compenser des bases faibles.

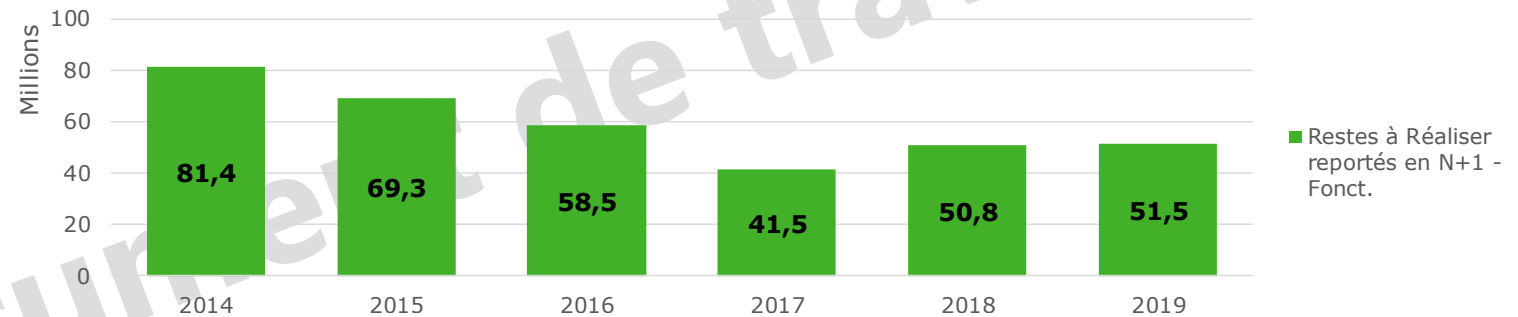
Au final, la pression fiscale pesant sur les contribuables marseillais est l'une des plus fortes des grandes villes françaises.

Synthèse de nos travaux : rétrospective 2014/2019



Des risques à prendre en compte :

- Des montants conséquents de restes-à-réaliser et de rattachements : relevés par la Chambre Régionale des Comptes dans son dernier rapport sur la période 2011 à 2017 et estimés à 51 M€ en 2019, **les charges non rattachées constituent un risque significatif de dégradation de la situation financière**. Ces charges non comptabilisées sur l'exercice sont en effet de nature à minorer les épargnes.



- Des **restes à recouvrer antérieurs à 2020 pour plus de 34 M€** qui pourraient être passés en non valeurs ou provisionnés et impacter significativement les épargnes.
- L'apparition d'un risque autour d'un futur dispositif de péréquation pour rétablir les comptes publics, ainsi que **d'un basculement de la Métropole comme contributrice au FPIC** (14 M€ de produits en 2019).
- Un recul régulier du rang de la commune au classement DSU**, pouvant impacter le montant et la dynamique positive de la dotation (73,8 M€ perçus en 2019).



Des facteurs de risque à surveiller :

- Une **absence de Programmation Pluriannuelle des Investissements** limitant considérablement la capacité de la Ville à organiser, prioriser et prévoir ses investissements futurs.
- Les **impacts de la crise sanitaire sur la collectivité**, à l'origine de dépenses supplémentaires et de pertes de recettes.
- La réforme de fiscalité, notamment vis-à-vis de la question de la compensation de la taxe d'habitation, qui va se traduire par une **perte de levier fiscal et une ressource moins dynamique**.

Une situation financière sous tension et des marges de manœuvre restreintes



Une épargne nette très fragile sous l'effet du poids historique de la dette



Des efforts de maîtrise de la section de fonctionnement, encore insuffisants



Une masse salariale insuffisamment pilotée



Un niveau d'endettement très élevé qui, bien qu'en diminution, pèse fortement sur la capacité d'action de la Ville



Des taux de fiscalité élevés compensant la faiblesse des bases fiscales



Des risques multiples (soldes des charges non rattachées, perte du FPIC, ancienneté des créances, participation éventuelle au redressement des finances publiques...) susceptibles de dégrader encore davantage la situation financière de la Ville



02

Etude rétrospective 2014/2019

Focus : Vision consolidée des comptes administratifs 2014/2019

- A. Préalables méthodologiques et retraitements
- B. Vue d'ensemble de la situation financière de la commune
- C. Enjeux de la section de fonctionnement
- D. Enjeux de la section d'investissement
- E. Vision synthétique des budgets annexes

A. Préalables méthodologiques et retraitements

Etude rétrospective

Un périmètre en permanente évolution

1er janvier 2016

Création de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec reprise des compétences historiques de la CU MPM

Transferts des compétences :

- Gestion des eaux pluviales
- Aménagement, entretien, et gestion des aires d'accueil des gens du voyage
- Organisation de la mobilité
- Opérations d'aménagement
- Politique de la Ville
- Concessions de la distribution publique d'électricité et de gaz

=> l'attribution de compensation passe de 157,7 M€ à 140 M€

1er janvier 2019

Transfert de la compétence :

- Création, Aménagement et entretien de la voirie

=> l'attribution de compensation diminue à 122 M€, notamment sous l'effet d'une minoration provisoire de 7,9 M€ en prévision du transfert à venir des espaces verts d'accompagnement de voirie et l'éclairage public.

1er janvier 2018

Transferts des compétences :

- Défense extérieure contre l'incendie
- Politique du logement
- Promotion du tourisme
- GEMAPI
- Entretien des milieux forestiers

=> l'attribution de compensation diminue à 135,9 M€

A suivre

Compétence « accessoires de voirie » en instance de transfert à la Métropole, à régulariser.

Eu égard aux modalités de création de la Métropole, elle exerce certaines compétences dès 2016, selon les périmètres des intercommunalités préexistantes et notamment au sein de la Communauté Urbaine sur le territoire de Marseille.

Il convient par ailleurs de préciser que les transferts des actifs à la Métropole en lien avec ces évolutions de périmètre n'ont pas encore été réalisés.

Etude rétrospective

Préalables méthodologiques et retraitements



La période sous revue (2014/2019) est marquée par plusieurs événements exceptionnels ou non récurrents pouvant impacter comptablement la Ville et les possibilités de comparaison avec d'autres collectivités de taille comparable.

On peut ainsi relever :

- La création d'un budget annexe dédié à l'Opéra Odéon, et les flux financiers correspondants en 2015.
- L'exercice de compétences juridiquement transférés à la Métropole Aix-Marseille-Provence via des conventions de gestion en 2016 et 2017.
- L'imputation des recettes de la part employé de titres restaurant et transports du personnel municipal en chapitre atténuations de charges de 2012 à 2015
- La réalisation de plusieurs opérations de refinancement d'emprunts
- L'existence du Bataillon des Marins Pompiers de Marseille, et ses charges directement assumées par la Ville.

Dans son analyse, la Chambre Régionale des Comptes avait procédé à des retraitements et notamment des modifications d'imputations afin de maintenir un périmètre comparable.

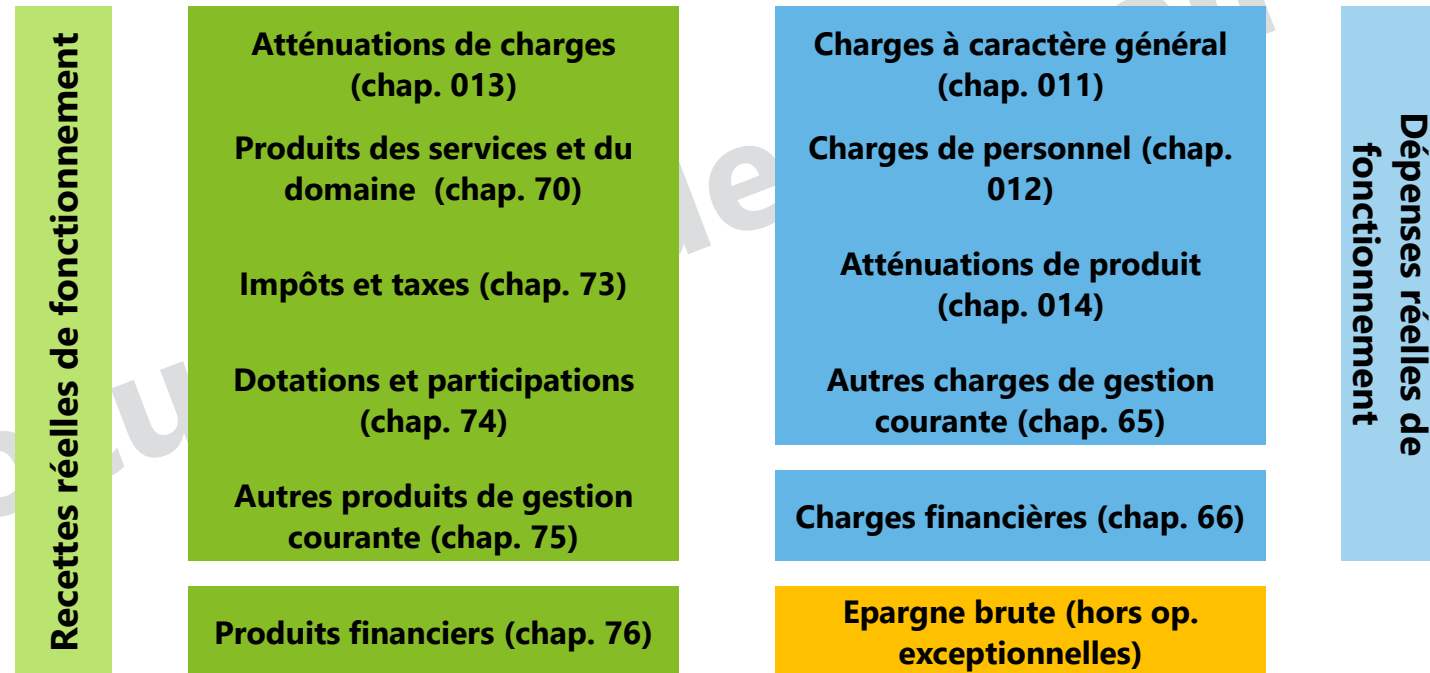
Cependant, ces éléments ne viennent pas modifier matériellement les soldes intermédiaires de gestion.

Notre étude ne tient donc pas compte de ces éléments dans la détermination des SIG, mais bien dans l'analyse de l'évolution des postes.

B. Vue d'ensemble de la situation financière de la commune

Etude rétrospective

Vue d'ensemble de la situation financière de la commune – Mécanisme de formation de l'épargne brute



Etude rétrospective

Vue d'ensemble de la situation financière de la Ville – Section de fonctionnement

en K€		2014	2015	2016	2017	2018	2019
011	Charges à caractère général	167 902	166 731	177 118	181 055	178 654	176 785
012	Charges de personnel, frais assimilés	581 900	580 123	572 542	591 218	588 100	597 648
014	Atténuations de produits	13 087	13 232	11 366	14 154	20 453	26 622
65	Autres charges de gestion courante	117 352	124 461	120 644	118 771	105 522	120 366
	Total dépenses de gestion	880 241	884 547	881 669	905 199	892 730	921 422
66	Charges financières	55 245	53 253	50 699	48 341	43 532	44 258
67	Charges exceptionnelles	31 205	70 596	53 157	50 853	50 882	53 441
	Total dépenses réelles de fct	966 691	1 008 395	985 525	1 004 393	987 144	1 019 121
42	Opérat° ordre transfert entre sections	99 487	79 487	72 480	64 469	70 997	80 235
	Total dépenses de fonctionnement	1 066 178	1 106 646	1 074 898	1 070 984	1 058 141	1 099 356

en K€		2014	2015	2016	2017	2018	2019
13	Atténuations de charges	987	1 138	5 651	9 076	13 135	7 570
70	Produits services, domaine et ventes div	46 757	50 490	48 681	45 569	52 695	58 559
73	Impôts et taxes	690 840	734 740	735 348	750 986	759 959	774 831
74	Dotations et participations	349 090	333 618	319 542	324 188	327 448	335 676
75	Autres produits de gestion courante	30 235	37 292	23 702	20 588	19 672	19 025
	Total recettes de gestion de fct	1 117 910	1 157 278	1 132 924	1 150 406	1 172 909	1 195 662
76	Produits financiers	1 063	1 579	1 244	1 264	741	868
77	Produits exceptionnels	25 865	16 368	15 374	8 062	12 948	20 538
	Total recettes réelles de fct	1 144 837	1 175 225	1 149 542	1 159 732	1 186 598	1 217 068
42	Opérat° ordre transfert entre sections	11 220	14 193	3 554	7 554	5 286	6 240
	Total recettes de fonctionnement	1 156 057	1 208 182	1 169 990	1 169 409	1 191 884	1 223 307

Epargne de gestion	237 669	272 732	251 255	245 207	280 179	274 240
Eparne brute (hors cessions)	155 279	153 008	151 533	149 504	190 773	179 508
Taux d'Epargne brute (hors cessions)	13,8%	13,2%	13,3%	13,0%	16,2%	15,0%

Etude rétrospective

Vue d'ensemble de la situation financière de la Ville – Section d'investissement

en K€		2014	2015	2016	2017	2018	2019
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	8 452	10 108	7 310	8 791	10 284	10 280
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	42 705	46 008	35 234	29 736	14 547	24 479
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	95 428	84 770	97 445	109 186	109 577	101 251
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	52 879	34 626	29 139	40 640	32 806	47 177
	Opérations d'équipement	-	-	-	-	-	-
	Total dépenses d'équipements	199 464	175 512	169 128	188 354	167 215	183 187
13	Subventions d'investissement	4 240	1 176	-	11	108	2 409
16	Emprunts et dettes assimilées	237 242	227 146	223 205	179 905	182 765	175 541
26	Participat° et créances rattachées	8 096	4 731	4 731	-	-	-
27	Autres immobilisations financières	8 504	11 546	5 498	5 274	257	3 577
	Total dépenses financières	258 081	244 599	233 435	185 190	183 129	181 528
45	Opérations pour compte de tiers	3 427	763	793	3 312	577	6 035
	Total dépenses réelles d'investissement	460 972	420 874	403 355	376 856	350 921	370 750
40	Opérat° ordre transfert entre sections	11 220	14 193	3 554	7 554	5 286	6 240
41	Opérations patrimoniales	11 936	5 976	32 012	169 924	12 647	5 906
	Total dépenses d'investissement	484 128	441 044	438 921	554 335	368 854	382 896

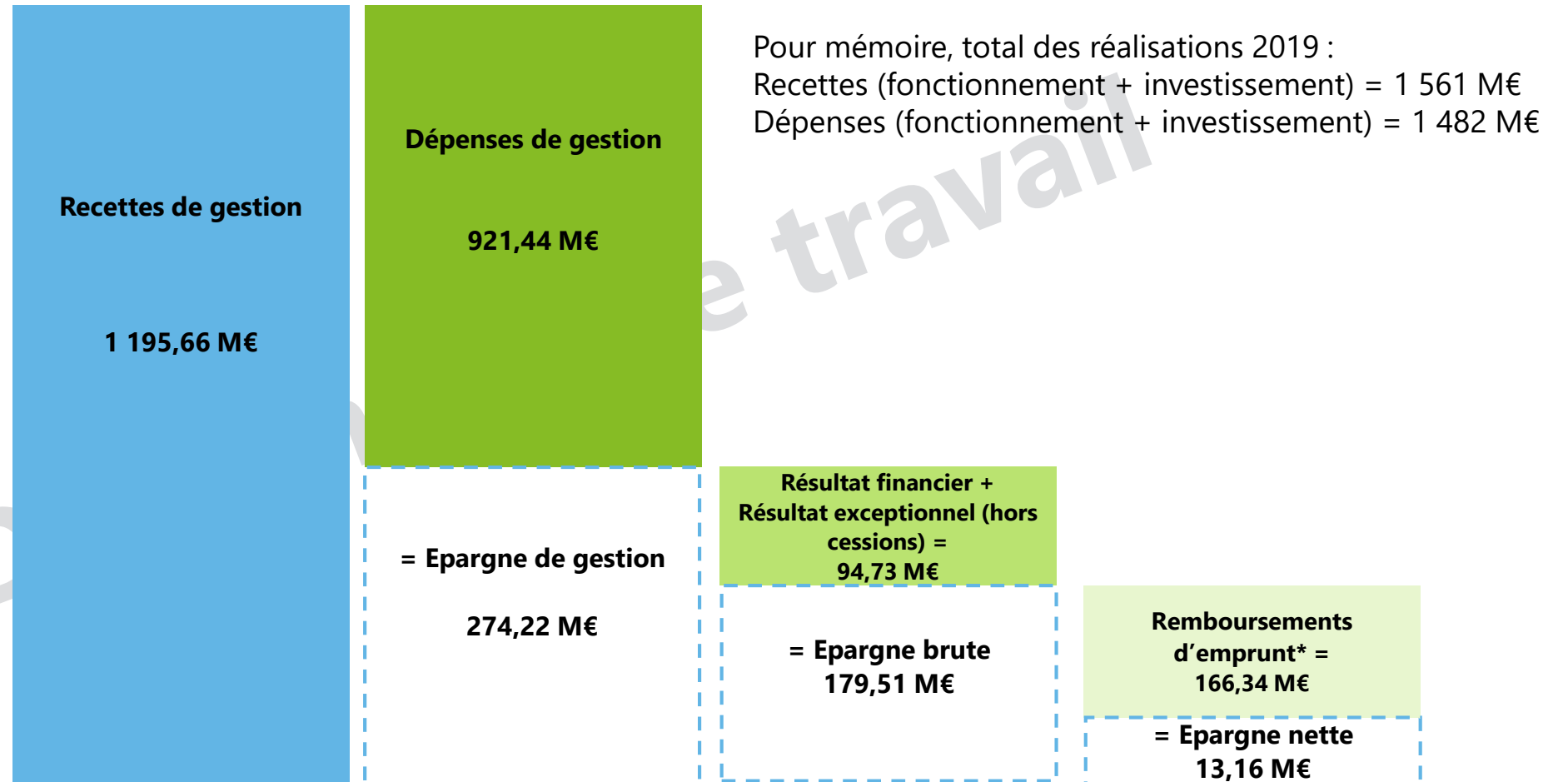
en K€		2014	2015	2016	2017	2018	2019
13	Subventions d'investissement	28 719	29 113	19 811	26 780	36 608	47 356
16	Emprunts et dettes assimilées	236 585	209 939	188 935	143 556	90 198	91 004
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	-	-	0	0	151	1
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	53	54	1 200	72	1 140	12
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	114	1 026	264	275	1	1
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	386	1 441	73	9	400	1 423
	Total recettes d'équipement	265 856	241 573	210 284	170 692	128 497	139 797
10	Dotations, fonds divers et réserves	98 301	79 535	110 836	102 245	155 093	108 196
165	Dépôts et cautionnement	9	8	3	16	18	19
27	Autres immobilisations financières	20 009	6 164	19 926	21 688	20 185	2 762
	Total recettes financières	118 319	85 707	130 765	123 950	175 295	110 977
45	Opérations pour compte de tiers	8 109	540	2 377	4 344	1 253	699
	Total recettes réelles d'investissement	392 285	327 820	343 426	298 985	305 046	251 472
40	Opérat° ordre transfert entre sections	99 487	79 487	72 480	64 469	70 997	80 235
41	Opérations patrimoniales	11 936	5 976	32 012	169 924	12 647	5 906
	Total recettes d'investissement	503 708	413 283	447 918	533 378	388 690	337 613

Encours de dette (CA)	1 852 574	1 824 132	1 789 864	1 753 532	1 660 982	1 576 083
------------------------------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------

Epargne nette (hors cessions)	- 9 676	- 7 060	- 10 011	- 17 524	19 040	13 164
Taux d'épargne nette (hors cessions)	-1%	-1%	-1%	-2%	2%	1%

Etude rétrospective

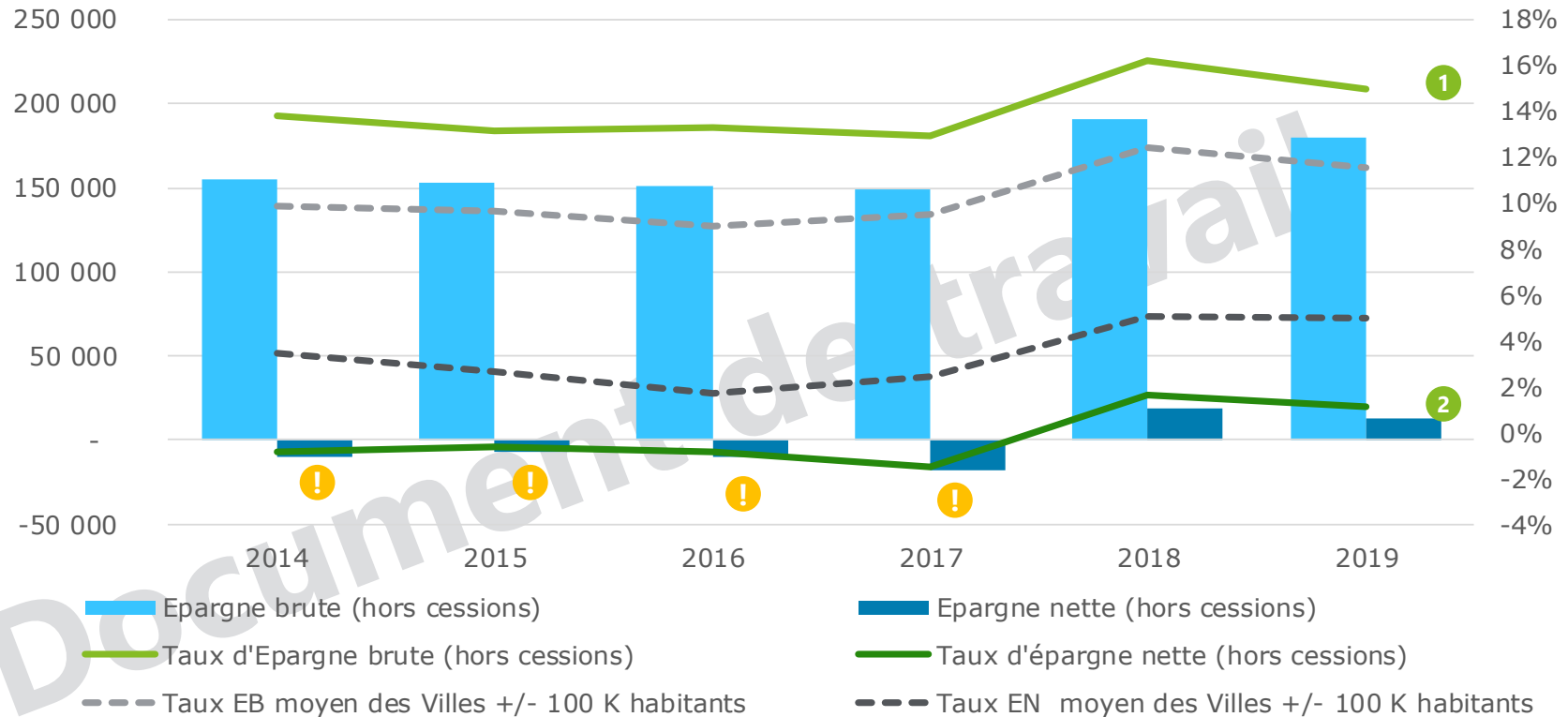
Vue d'ensemble de la situation financière de la Ville – La formation des épargnes en 2019



* Remboursements d'emprunts = montants mandatés aux comptes 16318, 1641 et 16441.

Etude rétrospective

Vue d'ensemble de la situation financière de la Ville – Niveau d'autofinancement



- 1 Après retraitement des cessions, la commune affiche **un niveau d'épargne brute supérieur à la moyenne de la strate sur l'ensemble de la période, qui dépasse les 15% sur les deux dernières années** (15% en 2019).
- 2 En revanche, on relève une **épargne nette très fragile, inférieure à la moyenne de la strate, sur l'ensemble de la période, négative entre 2014 et 2017 (!) et tout juste supérieure à 0 en fin de période** (1% en 2019), en raison du poids élevé de la dette.

Etude rétrospective

Vue d'ensemble de la situation financière de la Ville – Niveau d'autofinancement

Ville de Marseille	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Epargne de gestion	237 669	272 732	251 255	245 207	280 179	274 240
Epargne brute (hors cessions)	155 279	153 008	151 533	149 504	190 773	179 508
Taux d'Epargne brute (hors cessions)	14%	13%	13%	13%	16%	15%
Epargne nette (hors cessions)	- 9 676	- 7 060	- 10 011	- 17 524	19 040	13 164
Taux d'épargne nette (hors cessions)	-1%	-1%	-1%	-2%	2%	1%

Moyenne des villes Françaises (+100 K habitants)						
Taux EB moyen des Villes +/- 100 K habitants	9,9%	9,7%	9,0%	9,5%	12,4%	11,6%
Taux EN moyen des Villes +/- 100 K habitants	3,4%	2,7%	1,7%	2,4%	5,1%	5,0%

L'épargne brute de la commune se situe **au dessus de la strate** de référence (communes de plus de 100 000 habitants) et du seuil d'alerte de la DGCL. En effet, en 2019, le seuil d'alerte pour le taux d'épargne brut s'établit à 8% : la ville de Marseille se situant à 15%.

On peut relever une amélioration de cette dernière sur la durée, passant de 155 M€ en 2014 à 179 M€ en 2019, avec un pic à 191 M€ en 2018.

Cette évolution s'explique par une progression des recettes réelles de fonctionnement (+72,2 M€ sur la période) plus rapide que les dépenses réelles de fonctionnement (+52,4 M€ sur la période), qui se traduit par un delta positif de 19,8 M€.

A contrario, au niveau de **l'épargne nette**, la Ville affiche des **niveaux inférieurs à la strate de référence et sous le seuil d'alerte** (3%) sur toute la période.

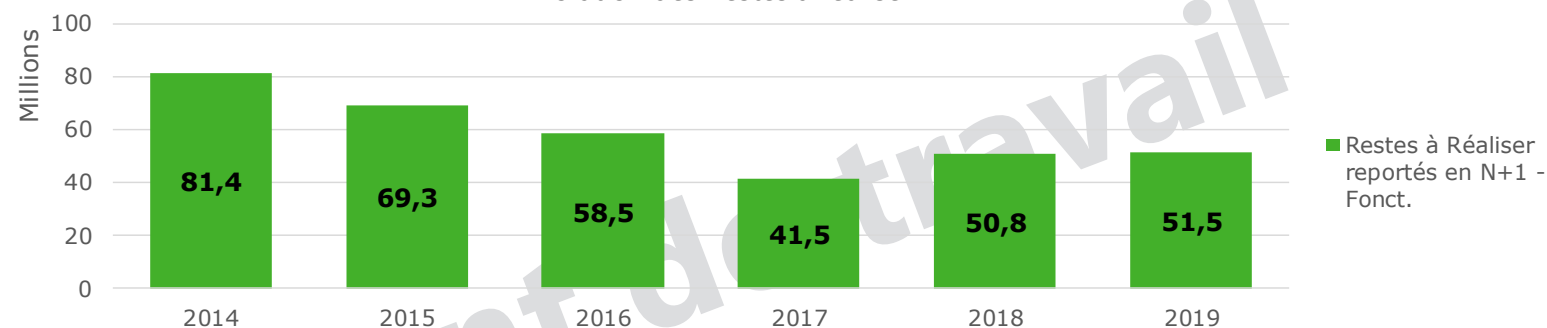
Etude rétrospective

Vue d'ensemble de la situation financière de la Ville – Niveau d'autofinancement

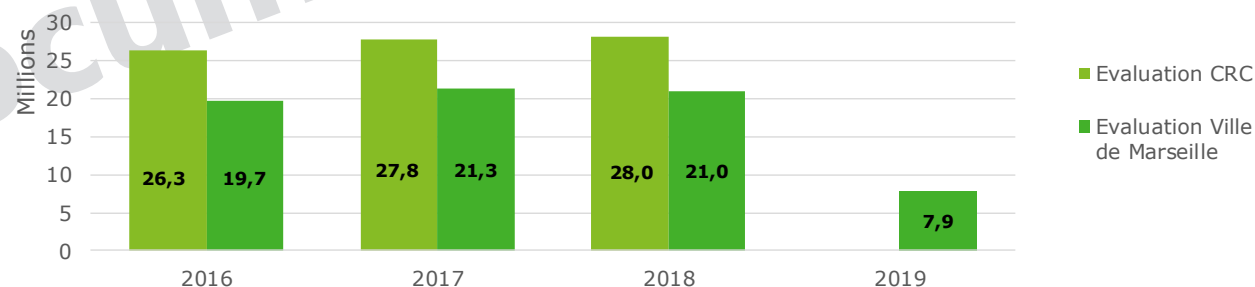


Notre analyse des comptes des dépenses de fonctionnement de la collectivité nous a permis de mettre en évidence **un volume significatif de restes à réaliser en fonctionnement et de charges non rattachées à l'exercice**. Ce constat est corroboré par l'examen de la gestion effectué par la Chambre Régionale des Comptes sur la période 2014 – 2018.

Evolution des Restes à réaliser



Ces restes à réaliser comprennent des charges de fonctionnement non rattachées significatives pour lesquelles les évaluations de la CRC et de la collectivité divergent :



Un travail de fiabilisation de la procédure de rattachement des charges à l'exercice, porté par la Ville de Marseille, est en cours depuis 2019. Selon la Ville, le volume des charges non rattachées à l'exercice 2019 a été réduit à 7,9 M€.

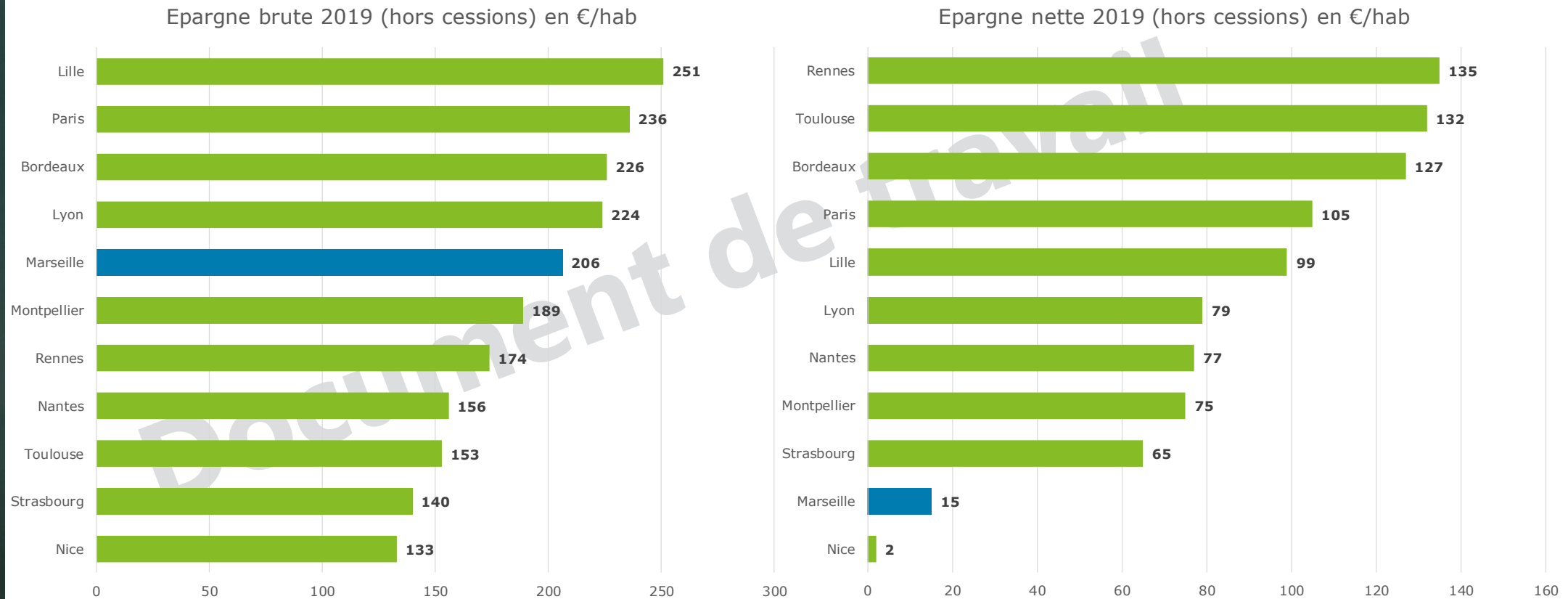
Cependant, les charges non rattachées constituent un risque significatif de dégradation de la situation financière. Ces charges non comptabilisées sur l'exercice sont en effet de nature à minorer les épargnes.

Afin d'assainir le traitement comptable de ces opérations sans en faire porter le poids sur un seul exercice, la M57 qui devrait être adoptée par l'ensemble des collectivités en 2024, permettra **d'impacter le retraitement des corrections d'erreur sur les fonds propres** (diminution du compte 1068

« Excédents de fonctionnement reportés »).

Etude rétrospective

Vue d'ensemble de la situation financière de la Ville – Niveau d'autofinancement 2019

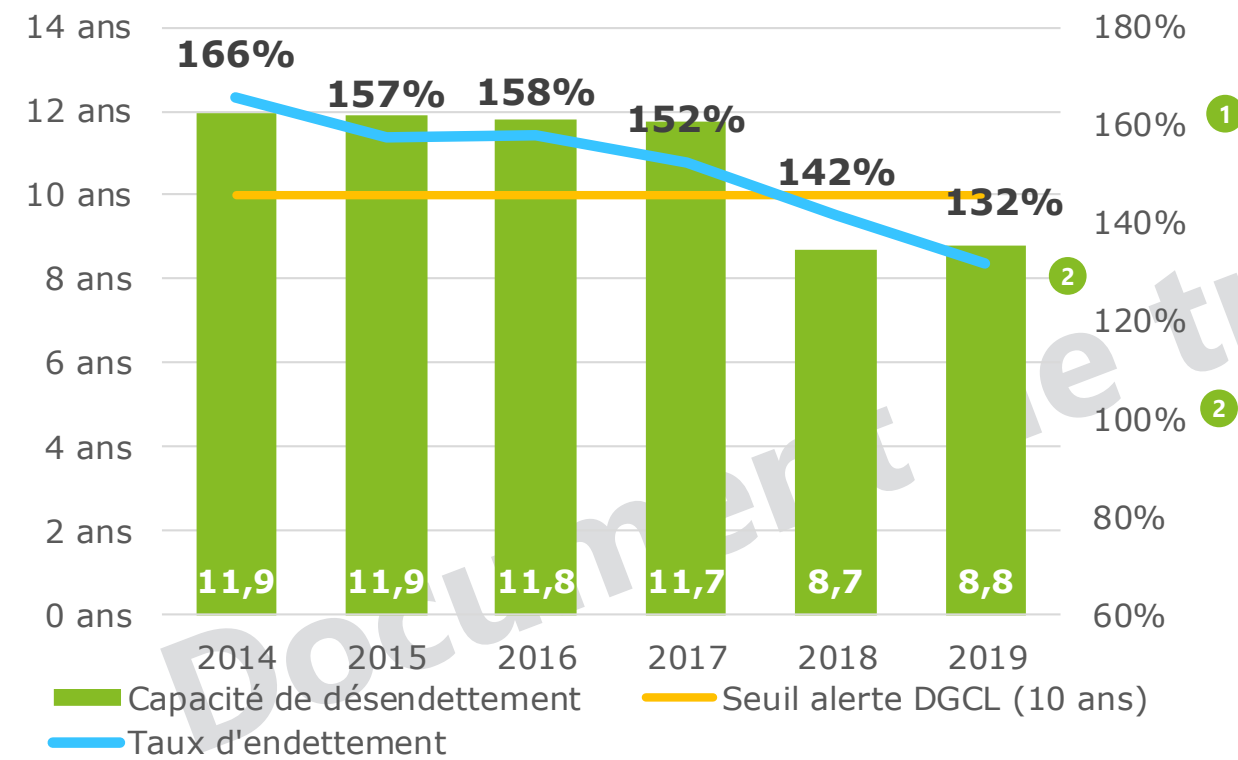


Avec une épargne brute, hors produits des cessions, de 206 € par habitant en 2019, la Ville de Marseille affiche le 5^{ème} montant le plus élevé de l'échantillon présenté ici, se positionnant dans le premier groupe des grandes villes sur cet indicateur.

En revanche, l'épargne nette ramenée à l'habitant est beaucoup plus faible, eu égard au poids des remboursements de la dette.

Etude rétrospective

Vue d'ensemble de la situation financière de la Ville – Endettement



Hors opérations afférentes à des tirages sur lignes de trésorerie, la Ville a mobilisé 726 M€ de dette sur la période. Ce volume étant inférieur aux remboursements en capital (992 M€), le stock de dette est en recul entre 2014 et 2019, l'encours se situant autour de 1 576 M€ à fin 2019 (-276 M€ par rapport à 2014).

Cette diminution du stock de dette se traduit ainsi par une amélioration des ratios. Notamment pour le taux d'endettement (= Capital Restant Dû / Recettes réelles de Fonctionnement) qui se situe à 132 % à fin 2019, tout proche de repasser sous le seuil d'alerte.

Pour mémoire, la DGCL a défini des critères d'alerte : taux d'endettement à 130 % et capacité de désendetttement à 10 ans.

On constate que la Ville a réussi à redescendre sous le seuil de la capacité de désendetttement lors des deux derniers exercices et se rapproche de celui relatif au taux d'endettement en fin 2019.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Capacité de désendetttement	11,9 ans	11,9 ans	11,8 ans	11,7 ans	8,7 ans	8,8 ans
Taux d'endettement	166%	157%	158%	152%	142%	132%
Encours de dette (CA)	1 852 574	1 824 132	1 789 864	1 753 532	1 660 982	1 576 083
Frais financiers	55 245	53 253	50 699	48 341	43 532	44 258
Remboursement en capital	163 755	158 868	160 344	165 827	170 533	165 144

Etude rétrospective

Vue d'ensemble de la situation financière de la Ville – Endettement

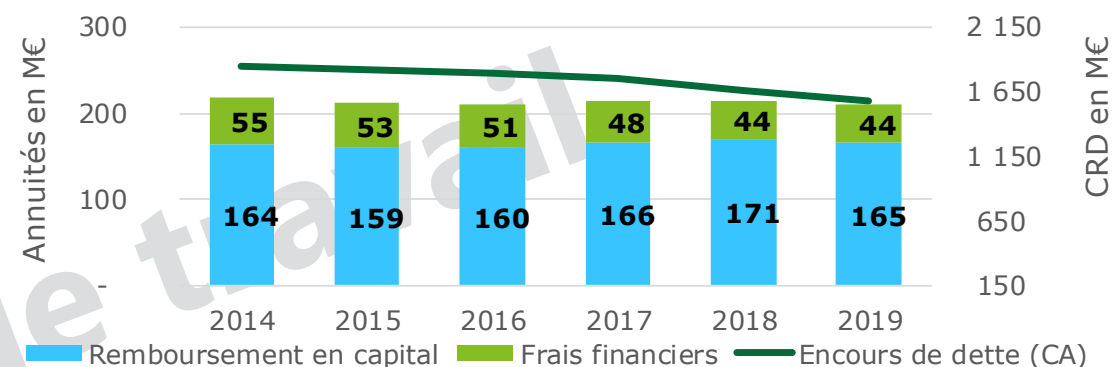
Sur la période, les remboursements en capital sont relativement réguliers (entre 160 et 170 M€/an), grâce aux travaux menés par la Ville pour lisser son encours.

On constate en revanche une nette amélioration du montant des frais financiers (-11 M€ sur la période) soit un recul de près de 20%, qui témoigne de l'amélioration du taux moyen de l'encours et de l'évolution du marché du financement long terme pour les collectivités.

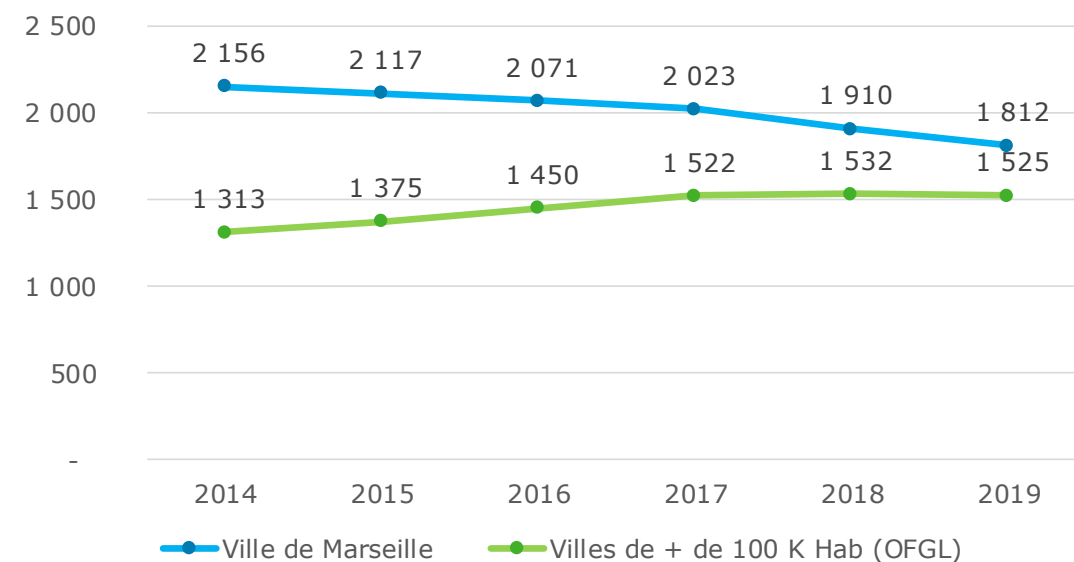
L'encours de dette ramené à l'habitant est nettement plus élevé à Marseille que dans la moyenne des Villes de plus de 100 000 habitants. On relève un écart de près de 300 €/hab. en 2019.

Il convient de noter deux tendances d'évolution contraires, puisque l'encours par habitant a nettement réduit à Marseille entre 2014 et 2019 (-340€/hab. sur la période) alors qu'il a progressé de près de 200 €/hab. en moyenne dans le même temps dans les autres villes.

Stock de dette et annuités



Encours de dette en €/hab



Etude rétrospective

Vue d'ensemble de la situation financière de la Ville – Trésorerie

Afin de faire face à ses besoins de trésorerie, la Ville s'appuie sur plusieurs lignes de trésorerie et depuis 2015 sur un programme de billets de trésorerie lui offrant des conditions financières plus avantageuses.

Depuis 2017, les lignes de trésorerie de la Ville ne sont plus tirées. En revanche, des commissions de non-utilisation (CNU) lui sont facturées pour plusieurs dizaines de milliers d'euros ainsi que des commissions d'engagement. Au global, le coût de ces lignes non tirées est proche des 200 K€ par an. La Ville justifie leur maintien en réponse à des exigences des agences de notations.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
en K€						
Montant total des lignes de trésorerie de l'exercice	252 000	42 000	40 000	52 000	60 000	70 000
Montant des tirages sur lignes sur l'exercice	692 977	20 616	9 337	-	-	-
Montant total des billets de trésorerie	-	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000
Montant des tirages sur billets de trésorerie	-	80 000	90 000	150 000	80 000	100 000
Total des crédits de trésorerie disponibles	252 000	242 000	240 000	252 000	260 000	270 000
Total des tirages de trésorerie sur l'exercice	692 977	100 616	99 337	150 000	80 000	100 000

Etude rétrospective

Vue d'ensemble de la situation financière de la Ville – Trésorerie

Année d'émission du titre	Montant des restes à recouvrer en K€
2009	1 460
2010	259
2011	286
2012	339
2013	1 085
2014	2 000
2015	1 087
2016	8 546
2017	3 569
2018	3 837
2019	11 935
Total	34 403

L'étude de l'état des restes-à-recouvrer (titre émis mais le débiteur ne s'est pas acquitté de la créance), fait apparaître un montant conséquent de titres non recouverts, faisant peser un risque non négligeable sur la Ville.

Ainsi, le montant des restes-à-recouvrer s'élève à **34,4 M€ (situation au 17/11/20)** pour les titres émis avant le 31/12/2019. Le montant des provisions pour dépréciation en compte de tiers s'élève à 3,1 M€ (source : compte administratif 2019 – état A4).

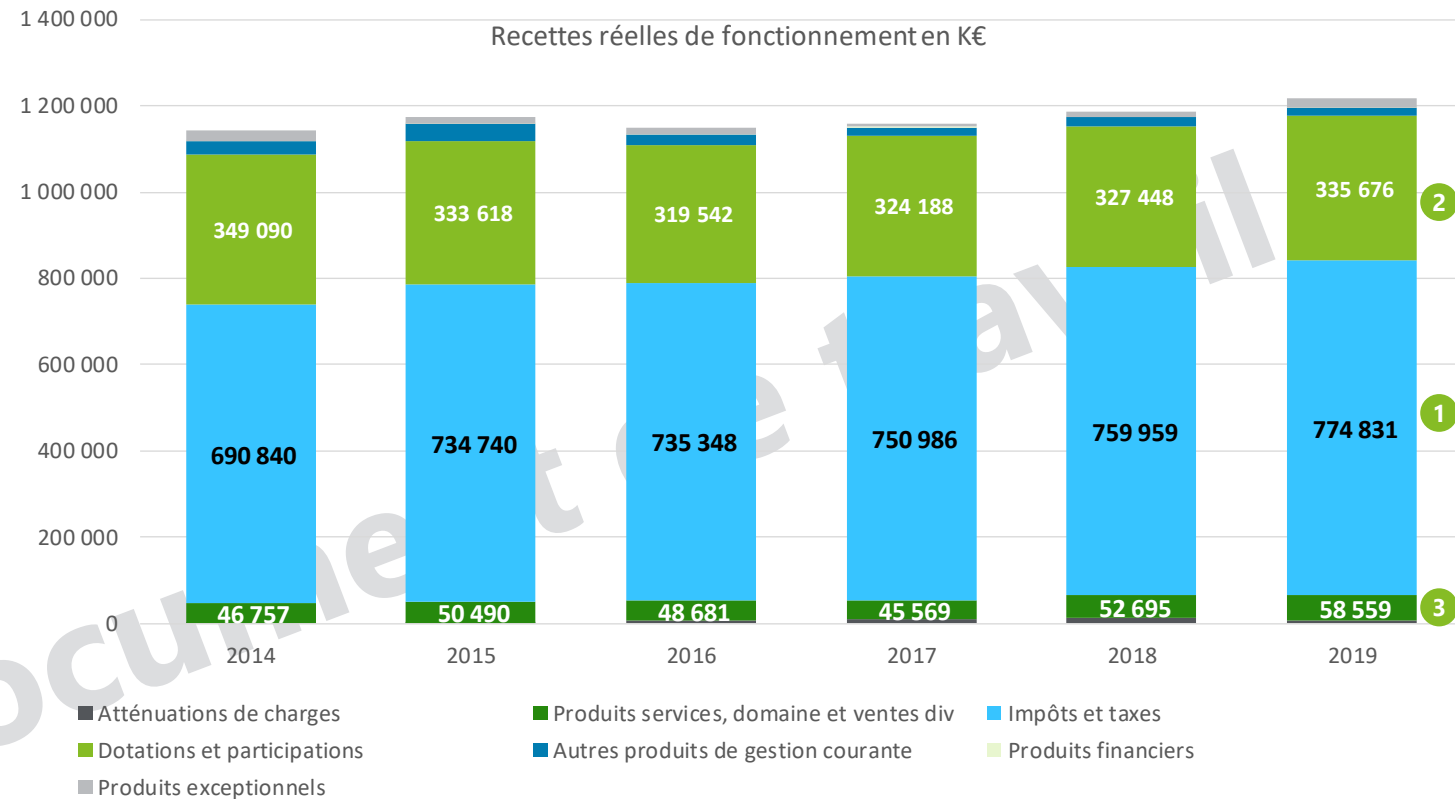
On note que **11,1 M€ sont dus par la Métropole Aix Marseille Provence en 2018 et 2019 et 5,7 M€ par l'Etat pour des titres de 2016** en lien avec le fonds de soutien des emprunts à risques.

Compte tenu de l'ampleur de certains montants et de leur antériorité, il semble nécessaire de prévoir **des provisions supplémentaires** afin d'anticiper les risques de non recouvrement sur ces titres. Un travail complémentaire pourrait être mené avec le Trésorier Municipal sur les passations en non valeur.

Ces opérations sont ainsi susceptibles de **dégrader les épargnes**.

Etude rétrospective

Enjeux de la section de fonctionnement - Recettes



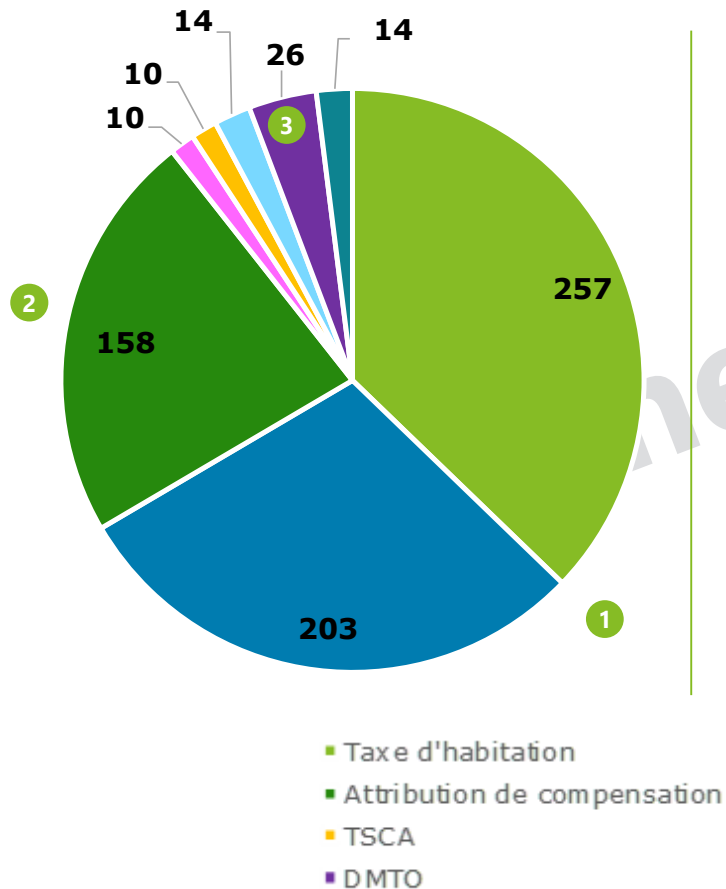
Les recettes réelles de fonctionnement s'établissent à 1 217 M€ à fin 2019, soit une hausse de +72,2 M€ par rapport à 2014 (+1,2%/an en moyenne).

- ① Les impôts & taxes ont augmenté de +2,3%/an en moyenne. Cette dynamique s'explique essentiellement par la progression des produits de fiscalité directe (Taxe d'habitation et taxes foncières).
- ② Les dotations et participations ont fortement reculé du fait de la contribution au redressement des finances publiques (près de 50M€ entre 2014 et 2017 de diminution sur la dotation forfaitaire). Cependant cette dernière a été partiellement compensée par la progression d'autres dotations comme la dotation de solidarité urbaine (+14,4 M€ entre 2014 et 2019).
- ③ Les autres recettes représentent des enjeux plus limités au regard de leur volume. Il convient cependant de noter une progression significative des produits des services (+11,8 M€ par rapport à 2014 représentant 4,6% d'augmentation). Cette progression s'explique en grande partie par la réforme de la dépenalisation du stationnement qui engendre un gain de produit entre 2014 et 2019 de 17,3M€.

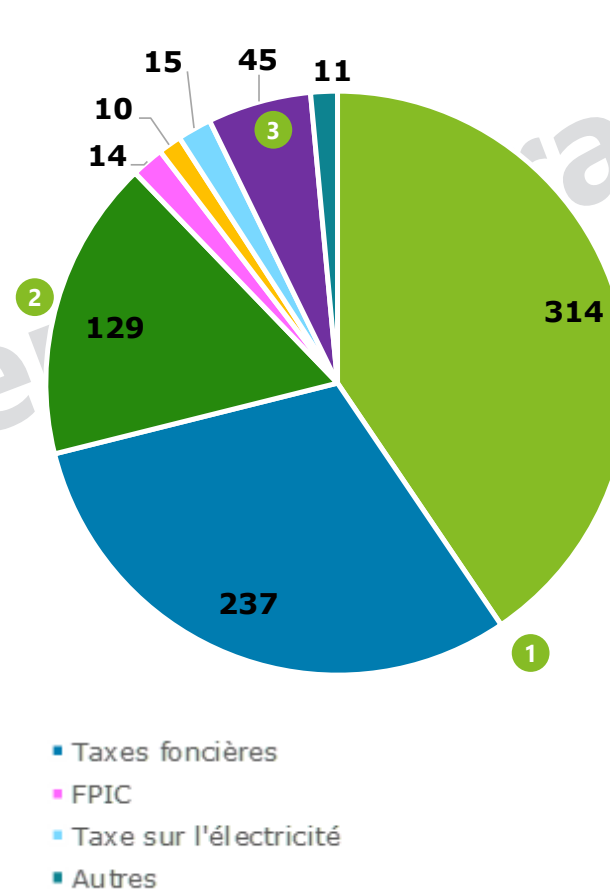
Etude rétrospective

Enjeux de la section de fonctionnement – Produits issus de la fiscalité

Produits fiscaux 2014 - en M€



Produits fiscaux 2019 - en M€

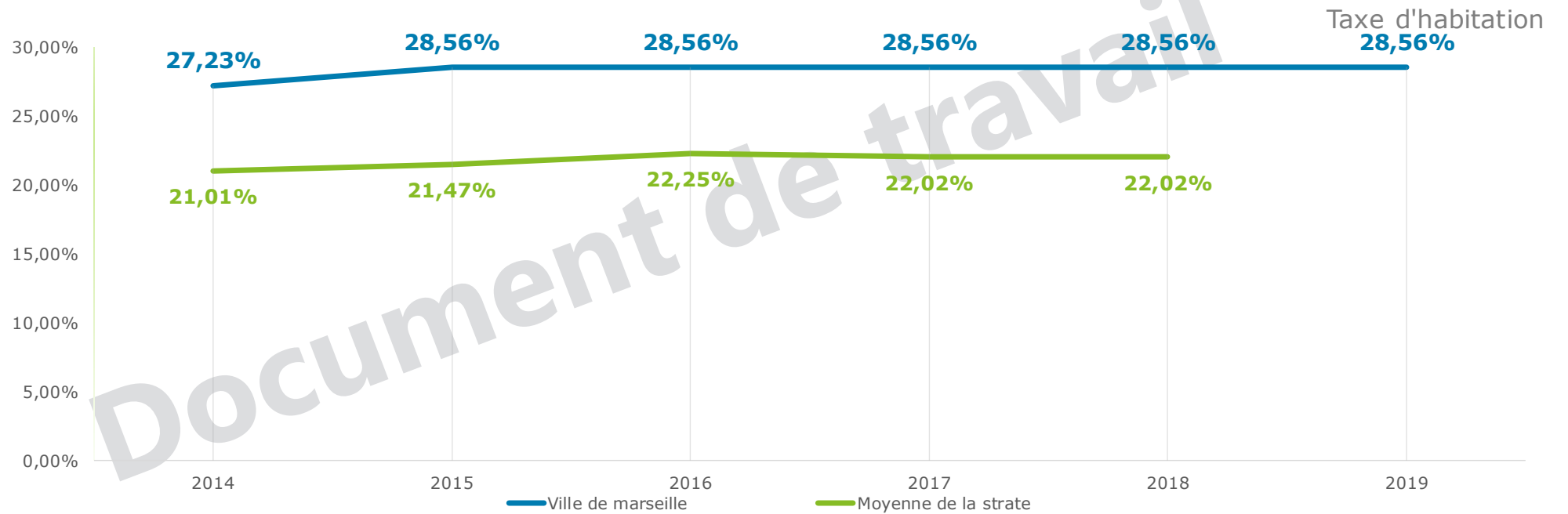


Premier poste de recettes, les produits du chapitre « Impôts et Taxes » (chap. 73) progressent de 84 M€ entre 2014 et 2019 soit +2,3%/an pour s'établir à 775 M€ en 2019.

- 1 La progression de la fiscalité directe (taxe d'habitation et taxe foncière) constitue la principale explication de cette hausse, puisque ces produits augmentent de 91 M€ (+19,9%, soit +3,7%/an) pour s'établir à 550 M€ à fin 2019. Ils représentent 71% des produits du chapitre en 2019 (66% en 2014). Ce dynamisme s'explique d'abord par une hausse des taux en 2015 [Cf. *planches suivantes*], puis par l'effet « bases » sur le reste de la période.
- 2 Autre recette importante, l'attribution de compensation diminue à 3 reprises en lien avec plusieurs transferts de compétences :
 - 2016 : - 17,6 M€ (-24 M€ de charges transférées + 6,2 M€ de cristallisation DSC) ;
 - 2018 : -4,1 M€ de charges transférées ;
 - 2019 : -13,9 M€ de charges transférées.
- 3 On peut aussi relever la nette progression de la taxe additionnelle aux droits de mutation avec une variation moyenne annuelle de +11,31% représentant une variation de 18,5 M€ sur la période en lien avec le dynamisme du marché immobilier sur le secteur.

Etude rétrospective

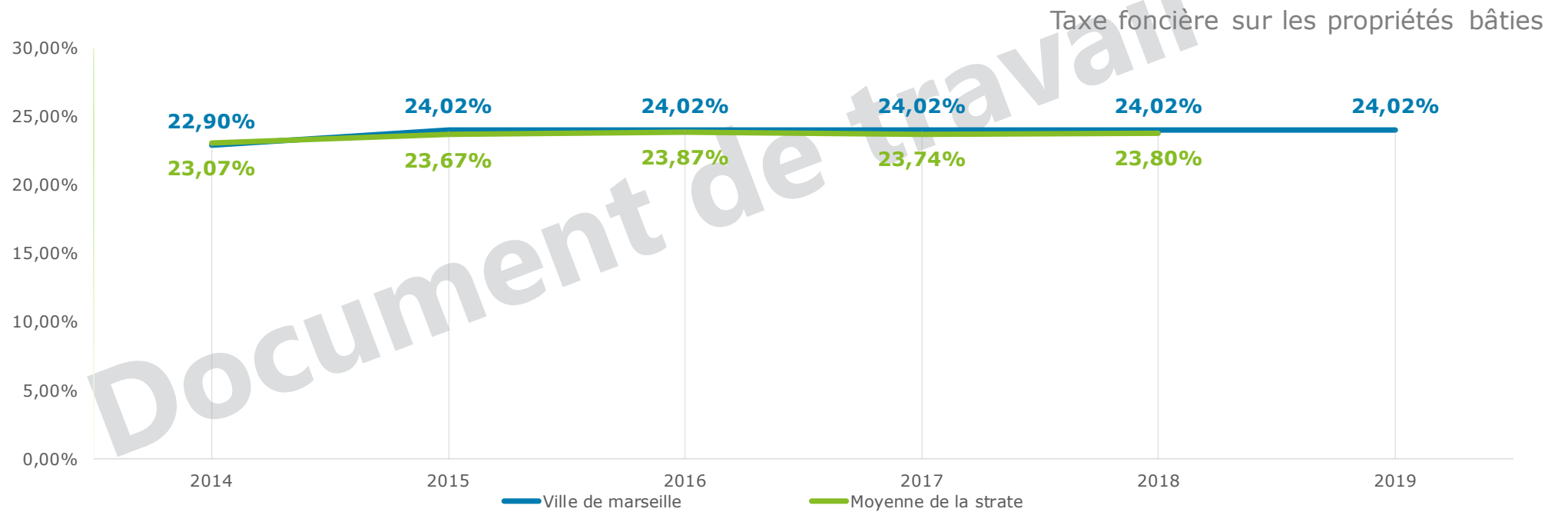
Enjeux de la section de fonctionnement – Taux de fiscalité



La strate de référence vis-à-vis des taux de fiscalité est celle des communes de plus de 100 000 habitants, dans un groupement à FPU.

Etude rétrospective

Enjeux de la section de fonctionnement – Taux de fiscalité



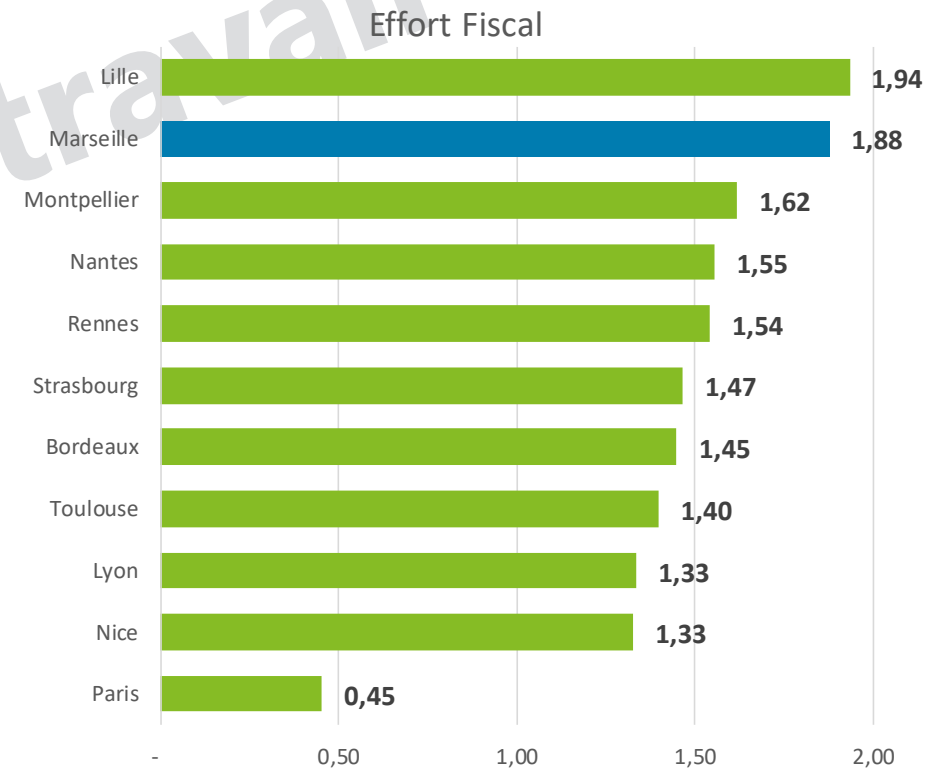
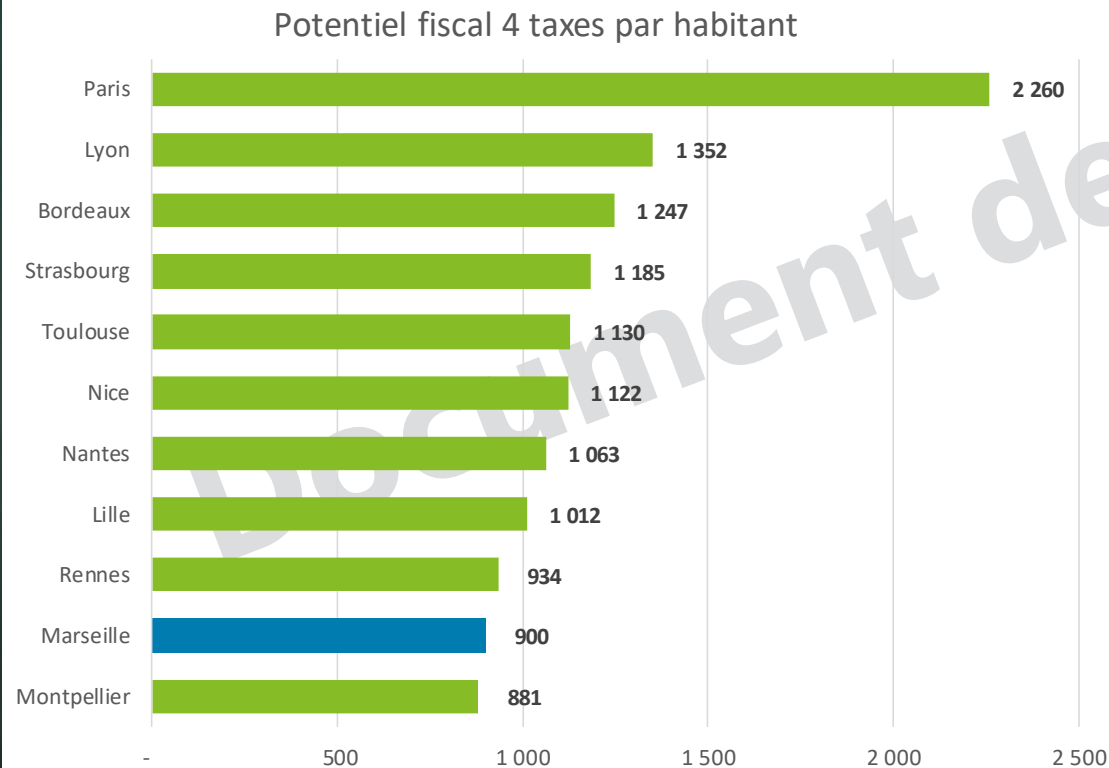
La strate de référence vis-à-vis des taux de fiscalité est celle des communes de plus de 100 000 habitants, dans un groupement à FPU.

Etude rétrospective

Enjeux de la section de fonctionnement – Indicateurs fiscaux 2019

Le potentiel fiscal est un indicateur permettant de mesurer la richesse « potentielle » d'une commune sur son territoire en évaluant ses bases. Il est déterminé en rapportant les bases fiscales de la Ville aux taux moyens nationaux (sans distinction de strate), puis ramené à l'habitant. Plus ce montant est élevé, plus cela signifie que la collectivité dispose d'une « richesse fiscale » importante.

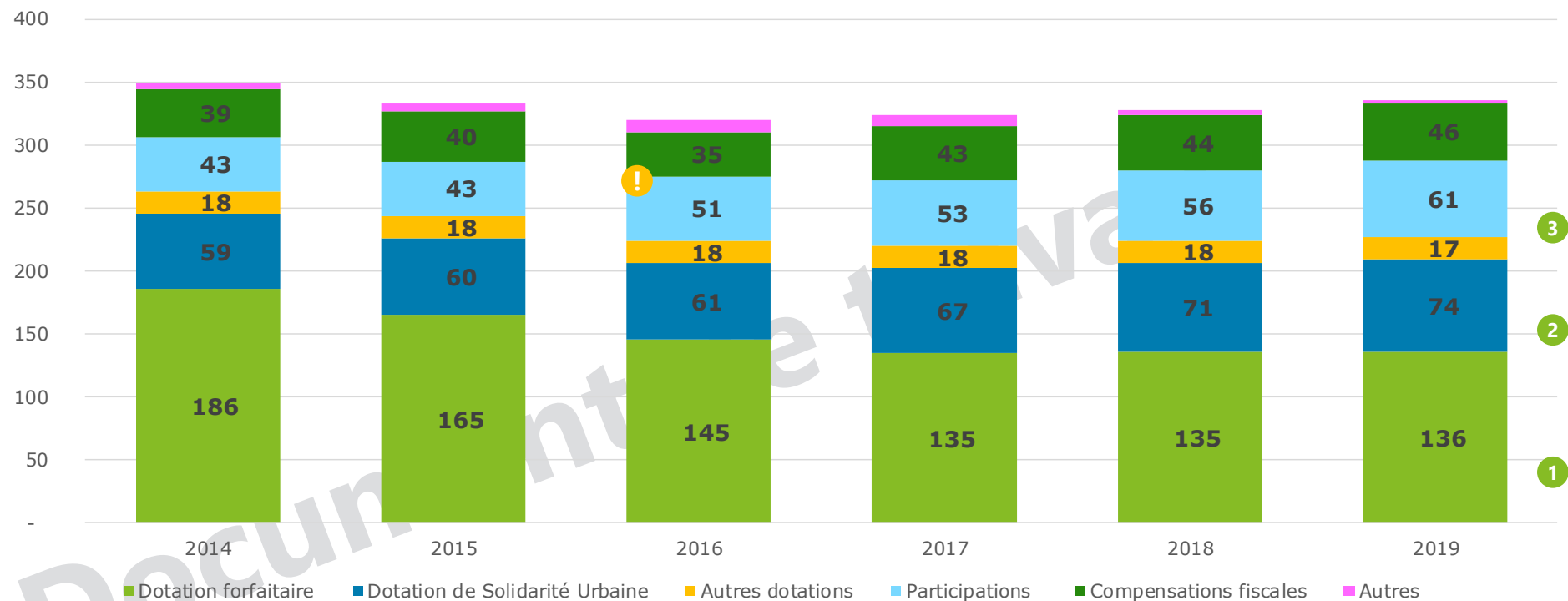
L'effort fiscal vient quant à lui mesurer la pression fiscale pesant sur le contribuable et plus particulièrement le poids des taux pratiqués. On l'obtient en rapportant le produit de fiscalité de la collectivité à celui que la Ville aurait perçu en appliquant les taux moyens nationaux. S'il est supérieur à 1, cela signifie que l'effort supporté par le contribuable est plutôt important.



On constate une faiblesse des bases fiscales pour la Ville de Marseille, cette dernière se situant tout en bas des collectivités du panel de comparaison. A contrario, et afin de compenser cette faiblesse, l'effort fiscal traduit un effort accru sur les taux pratiqués, et ce particulièrement sur le taux de taxe d'habitation.

Etude rétrospective

Enjeux de la section de fonctionnement – Dotations et participations



Deuxième poste de recettes de fonctionnement, les dotations et participations (chap. 74) reculent de -13 M€ entre 2014 et 2019 soit en moyenne -0,8%/an pour s'établir à 336 M€ en 2019.

- 1 La dotation forfaitaire de la Ville marque un net recul sous l'effet de la Contribution au Redressement des Finances Publiques (CRFP) débutée en 2014 qui a représentée une perte de 49,86 M€ entre 2014 et 2017. Depuis 2017, la dotation progresse d'environ +0,25%/an ;
 - 2 La dotation de solidarité urbaine affiche une progression significative, passant de 59,4 M€ en 2014 à 73,8 M€ en 2019, soit une augmentation de 14,4 M€. Point d'attention, cette dynamique s'explique par la revalorisation chaque année de l'enveloppe nationale, et non par une progression de son rang au classement (classée 256^{ème} en 2014, recul à la 321^{ème} en 2019).
 - 3 Les participations d'autres organismes affichent également une dynamique positive, notamment venant de l'EPCI (+6,2 M€), du Département (+6,5M€) et de la CAF.
- Enfin, on constate une progression régulière des compensations fiscales décidées par l'Etat, sauf en 2016 en raison du changement fiscal appliqué à la demi-part « veuve » (!), corrigé à partir de 2017.

Etude rétrospective

Enjeux de la section de fonctionnement – Autres produits



Outre les 775 M€ de produits tirés des Impôts et Taxes (chap. 73) et les 336 M€ des Dotations et Participations (chap. 74), on peut noter :

- **Produits des services (chap. 70) : 58,6 M€ en 2019 :**

On relève une nette progression de ce chapitre (+11,8 M€ sur la période), porté par la réforme de la dépenalisation du stationnement sur voies publiques (6,9 M€ de produits de stationnement en 2014, 17,3 M€ en 2019 en incluant les forfaits post-stationnement).

Deuxième poste du chapitre, les redevances de services à caractère social (crèches essentiellement) reculent année après année : 10,4 M€ perçus en 2019, contre 11,2 M€ en 2014, en raison de la fermeture de certaines crèches et des évolutions contractuelles (ayant donné lieu à une progression de la participation de la CAF).

Les Redevances d'Occupation du Domaine Public (RODP) sont stables à environ 8 M€/an. On note des évolutions dans les recettes liées aux refacturations et mises à disposition, qu'on peut relier d'une part à la création du budget annexe Opéra Odéon et d'autre part à des transferts de compétences à la Métropole.

- **Autres produits de gestion courante (chap. 75) : 19 M€ en 2019 :**

Ce chapitre a fluctué en début de période pour se stabiliser sur les trois derniers exercices, en moyenne, avec 7,1 M€/an de revenus des immeubles et 12,1 M€ d'autres produits (dont 8,6 M€/an de participations aux dépenses du Bataillon de Marins Pompiers). On peut noter une recette exceptionnelle de 9,8 M€ en 2015 liée au Stade Vélodrome.

- **Atténuations de charges (chap. 013) : 7,6 M€ en 2019 :**

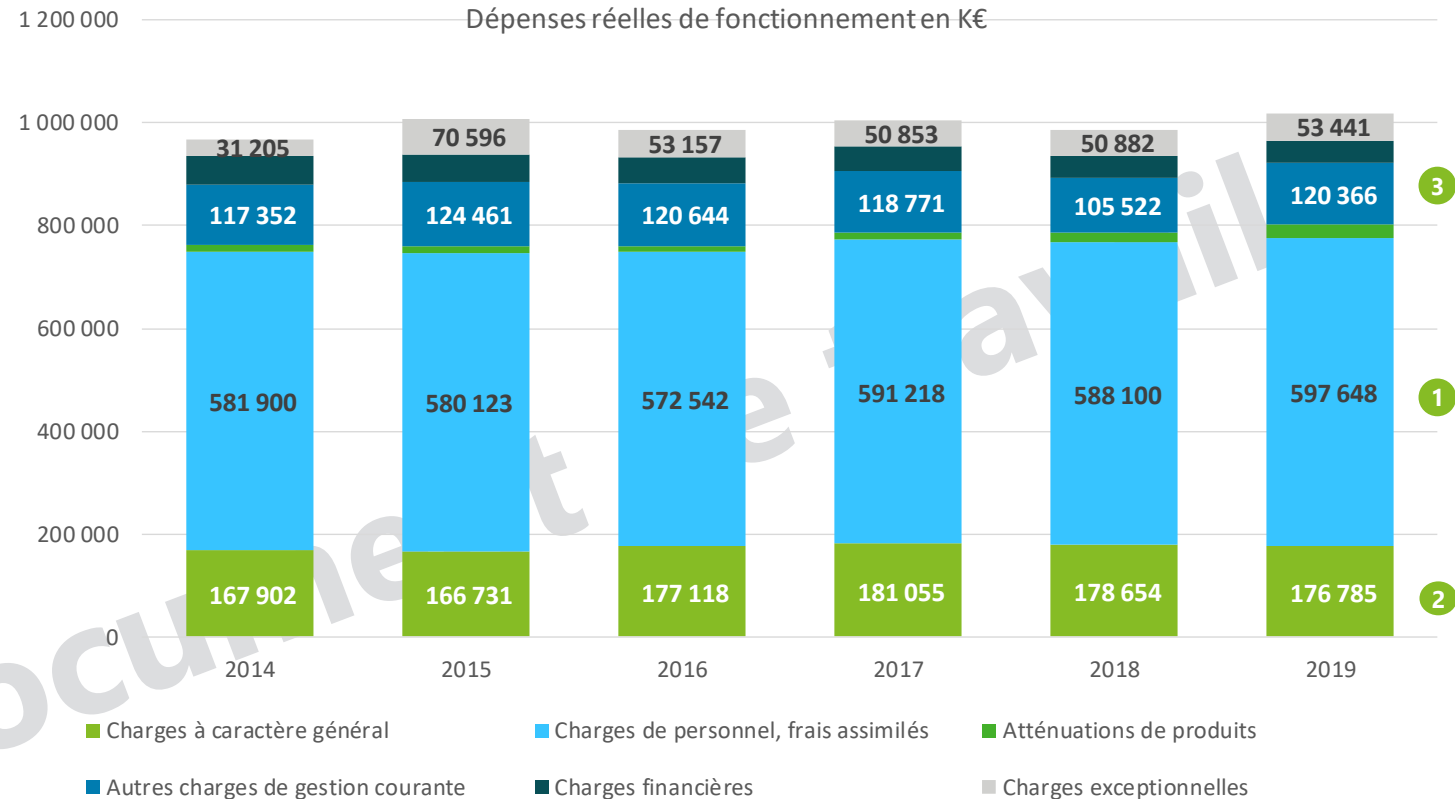
Ce chapitre enregistre essentiellement des remboursements liés aux arrêts maladies des agents de la Ville. On peut noter également un remboursement exceptionnel en 2018 suite à un trop perçu sur l'éclairage public.

- **Produits exceptionnels (chap. 77) : 20,5 M€ en 2019 :**

Sur les 99,2 M€ de produits exceptionnels enregistrés sur l'ensemble des 6 exercices, 82,1 M€ sont liés à des cessions immobilières.

Etude rétrospective

Enjeux de la section de fonctionnement – Dépenses



Les dépenses réelles de fonctionnement atteignent 1 019 M€ à fin 2019, soit une hausse de +52,4 M€ par rapport à 2014 (+1,1%/an en moyenne).

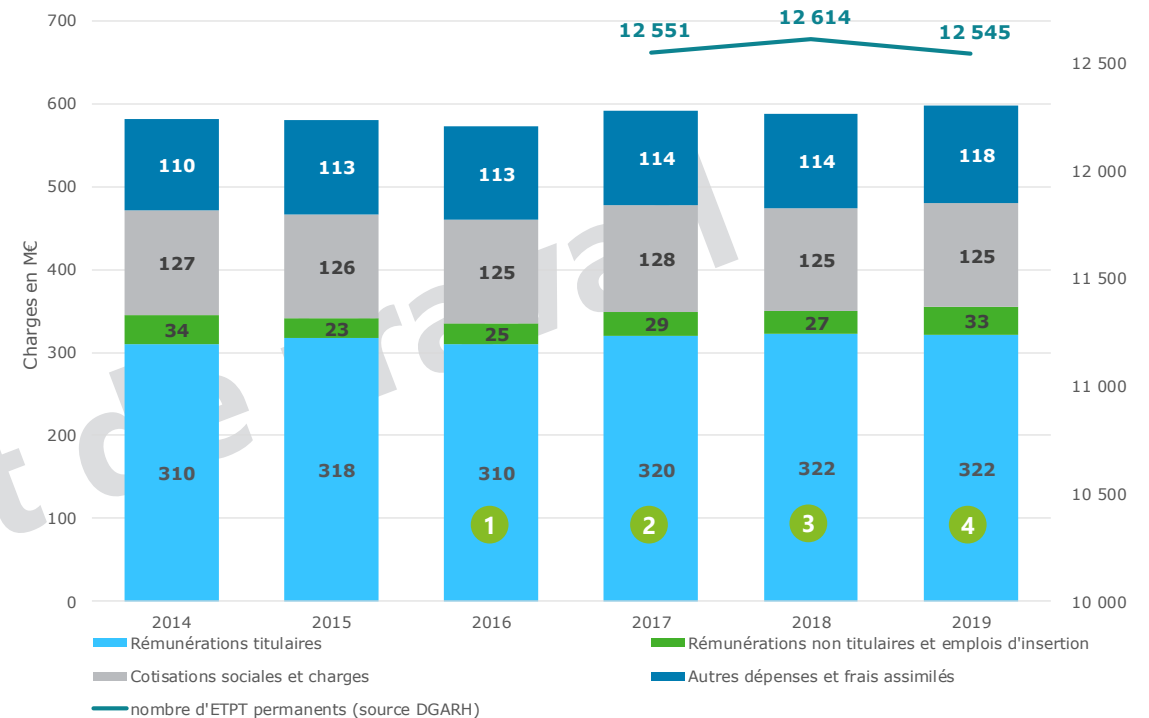
- 1 Les dépenses de personnel, premier poste de dépenses de la collectivité, affichent une évolution plutôt maîtrisée, avec une légère inflexion de 0,5%/an en moyenne créant un impact en terme de dépense de +15,7 M€. Ces bons résultats sont à relativiser compte tenu des transferts de compétences à la Métropole opérés sur la période ainsi que la création du budget annexe Opéra et Odéon et du transfert de personnel dédié.
- 2 Les charges à caractère général sont en progression sur la période avec une croissance moyenne de 1%/ par an. Cette augmentation est principalement intervenue entre 2015 et 2017, en raison d'une part de dépenses exceptionnelles liées à l'Euro 2016 (5 M€ sur le BP) et d'autre part de la montée en charge du fonctionnement des Temps d'Activités Périscolaires en lien avec l'Aménagement des Rythmes Scolaires (ARS).
- 3 Enfin, les autres charges de gestion courante progressent de l'ordre de +0,5%/an en moyenne. Ce chapitre a été particulièrement impacté en 2016 et 2017 par le remboursement au Département d'un contingent d'aide sociale pour 23 M€, sans que cela pèse trop fortement sur le total de ces exercices.

Etude rétrospective

Enjeux de la section de fonctionnement – Charges de personnel



La Ville n'a pas pu transmettre d'informations relatives aux Equivalents Temps Pleins Travaillés (ETPT) des agents non-permanents avant 2017, limitant fortement notre capacité à analyser ce poste et ses évolutions.



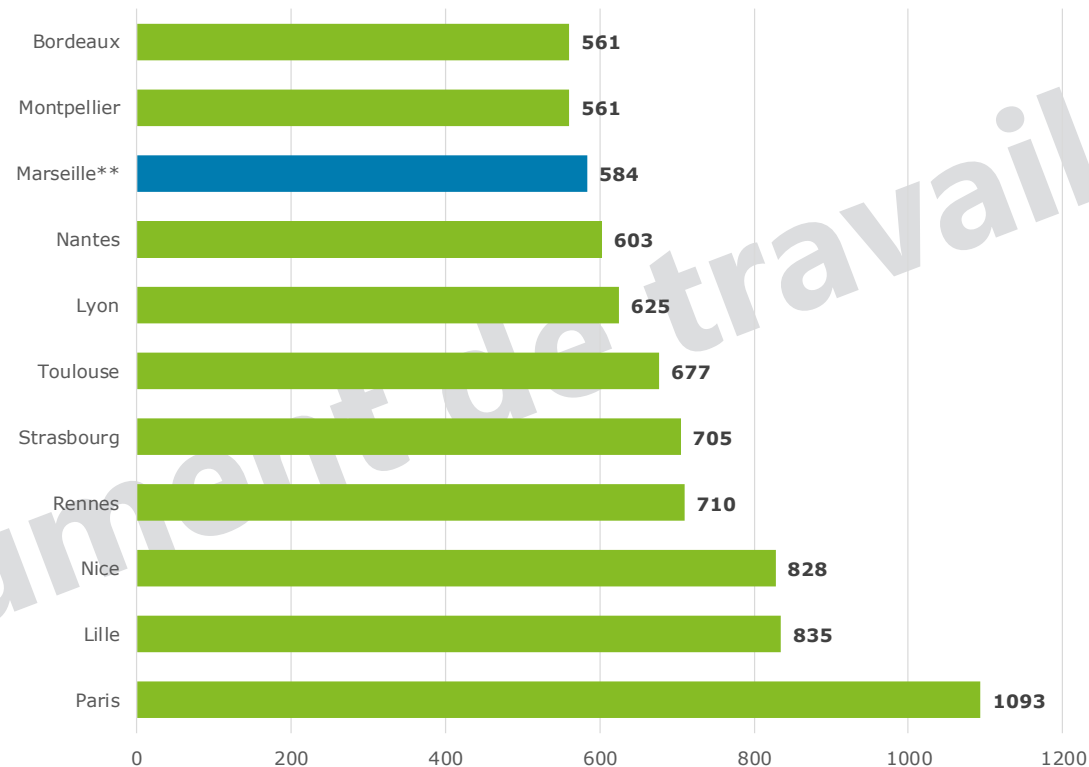
Premier poste de dépenses de fonctionnement, les charges de personnel (chap. 012) progressent de +15,7 M€ entre 2014 et 2019 soit en moyenne +0,5%/an pour s'établir à 597,6 M€ en 2019.

- 1 Un recul net entre 2014 et 2016 de -1,6% soit -9,3 M€ sur la période, qui peut s'expliquer en grande partie par le transfert des agents de l'Opéra sur le budget annexe dédié à compter de 2015 pour 17,8 M€.
- 2 Un rebond entre 2016 et 2017 de plus 18,7 M€, qui s'explique par la hausse du point d'indice intervenue en deux temps (+0,60% au 01/01/16 puis +0,60% au 01/02/17) et la réforme du « Parcours professionnel, carrière, rémunération » (PPCR).
- 3 Une seconde phase de recul progressif de 2017 à 2018 pour -3,1M€. Ce recul s'explique par la diminution nette des effectifs ETPT entre 2017 et 2018. (ces derniers passent de 12 033 à 11 865), une réduction du poids des heures supplémentaires et l'impact du rétablissement du jour de carence.
- 4 Une troisième tendance haussière intervient entre 2018 et 2019 pour 9,5M€ qui s'explique par la reprise du PPCR et une stabilisation des effectifs.

Etude rétrospective

Enjeux de la section de fonctionnement – Charges de personnel

Dépenses de personnel* 2019 en €/hab



* Périmètre restreint au budget principal

** Budget principal uniquement et après retraitement des charges de personnel dédiées au BPPM



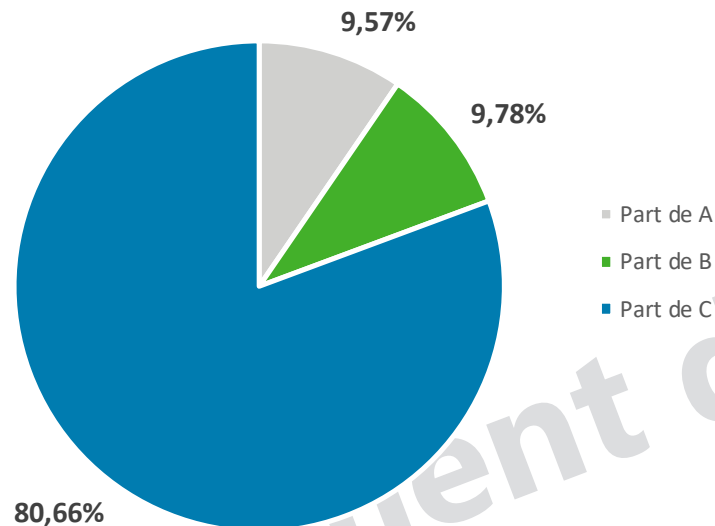
Compte tenu des nombreux transferts de compétences intervenus sur la période, l'analyse de l'évolution des ETPT apparaît comme essentielle.

Une attention particulière pourrait alors être portée aux ratios [masse salariale/ETPT] et [recettes de fonctionnement/ETPT].

Etude rétrospective

Enjeux de la section de fonctionnement – Charges de personnel

Répartition des agents permanents par catégorie d'emploi



Les agents de catégorie A représentaient 9,57% des agents permanents de la Collectivité, témoignant d'un taux d'encadrement dans la moyenne basse des villes.

Ainsi, cette part est identique à Toulouse (9,5% de A, mais atténuée par une part d'agents de catégorie B plus élevée : 13,6%).

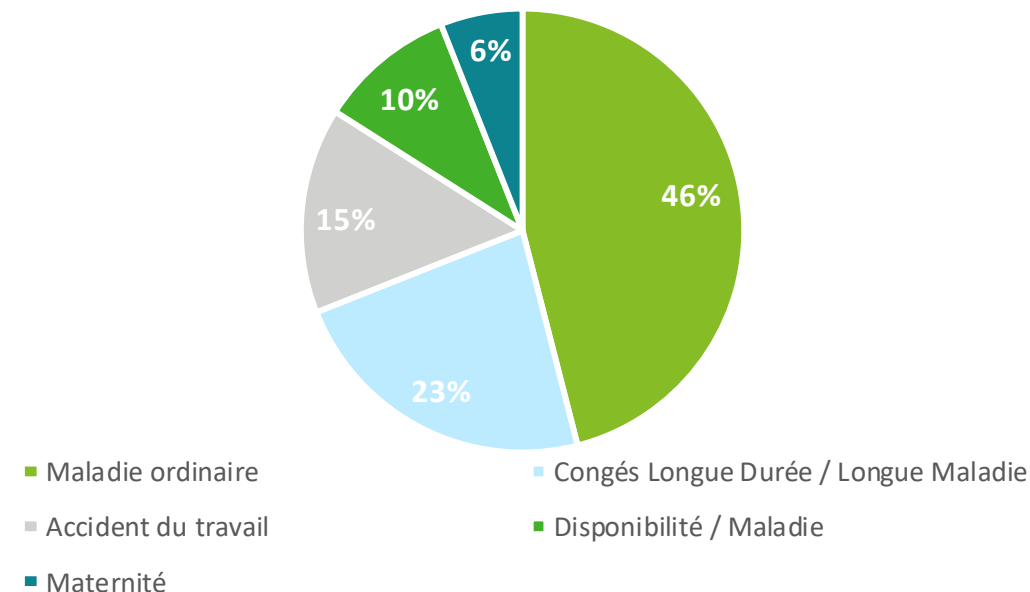
En revanche, à Bordeaux, la part d'agents de catégorie A parmi les emplois permanents est de 12,2%. Elle atteint 13,92 % à Grenoble.

Concernant les problématiques d'absentéisme, la Ville affiche un taux d'absentéisme de 10,74% dans son bilan social 2018 (11,43% en incluant l'absentéisme pour maternité)

Ce niveau apparaît plutôt élevé par rapport à la moyenne des collectivités qui se situait à environ 8,4% en 2018 selon le benchmark réalisé par l'association des DRH de grandes collectivités.

Il convient de relever que le taux d'absentéisme est généralement plus élevé dans les grandes Villes, ainsi il était de 12,08% à Bordeaux et 10,74% à Grenoble.

Ventilation par nature des arrêts



Etude rétrospective

Enjeux de la section de fonctionnement – Charges à caractère général

Charges à caractère général - en K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Fluides et carburants	29 968	29 115	31 168	28 062	4 35 570	32 365
Fournitures diverses	16 439	17 271	18 309	17 972	17 473	17 913
Prestations de services et locations	27 744	26 050	1 44 794	46 595	37 136	31 101
Entretien et maintenance	25 128	26 870	25 769	27 902	25 727	29 970
Assurances	1 713	1 747	1 695	1 765	1 875	1 935
Honoraires, formations et diverses cotisations	4 413	3 960	4 262	4 185	3 549	3 696
Fêtes et cérémonies, imprimés, publicité	22 909	19 142	22 199	21 130	21 480	19 792
Télécommunications, affranch. et services bancaires	5 202	6 091	6 882	6 971	8 352	6 638
Transports et voyages	16 171	17 771	2 2 776	2 979	3 392	3 767
Impôts et taxes	3 476	3 722	3 510	3 172	2 712	2 914
Frais de gardiennage, nettoyage et remb.de frais	14 739	14 995	15 754	3 20 322	21 387	26 694
Total	167 902	166 731	177 118	181 055	178 654	176 785

Deuxième poste de dépenses de fonctionnement, les charges à caractère général (chap. 011) évoluent de +8,9 M€ entre 2014 et 2019 soit en moyenne +1%/an pour atteindre un volume de 176,8 M€ en 2019.

- 1** Prestations de services et locations : nous notons une nette augmentation de ce poste entre 2015 et 2016, passant de 26 M€ à 44,8 M€ soit +18,8 M€, liée essentiellement à la mise en place des Aménagements des Rythmes Scolaires (ARS) en année pleine (+15,2 M€) et à des loyers supplémentaires (centre de presse pour l'Euro 2016, paiement de 5 trimestres de loyers sur certains sites, ou deux 2 loyers annuels (rattrapage sur 2015)). Cet agrégat recule en 2018 et 2019 en lien avec la fin des ARS, et la réimputation des charges liées à la DSP stationnement payant au chapitre 67 en fin de période.
- 2** Transports : nous notons une forte baisse sur ce poste entre 2015 et 2016 pour -15 M€ soit une baisse de 75% du poste. Cette évolution est liée à la fin de la prise en charge par la Ville , suite à la dénonciation de la convention, de compensations financières sur les transports pour certaines catégories d'usagers (notamment les personnes de +65 ans, les demandeurs d'emplois et non imposables) qui bénéficiaient de réduction auprès de la RTM.
- 3** Frais de gardiennage, nettoyage et remboursements de frais : nous notons une hausse de ce poste sur la période, notamment sur les 3 derniers exercices, avec une progression de 11,7 M€ entre 2015 et 2019 (soit +78%). Cette évolution s'explique par la progression des dépenses de gardiennage (1,4 M€ pour l'Euro 2016, +2,2 M€ en 2019 pour les immeubles en péril, +2 M€ en 2019 pour les différents mouvements protestataires), l'augmentation des frais de nettoyage des locaux et des remboursements de frais à la Métropole.
- 4** On relève une progression importante des charges liées aux fluides et carburants en 2018, qui s'explique par une problématique de double facturation du fournisseur d'énergie sur l'éclairage public. Une recette, remboursement de trop perçu, est comptabilisée en atténuation de charges pour 4,7 M€ en face.

Etude rétrospective

Enjeux de la section de fonctionnement – Autres charges de gestion courante

Autres charges de gestion courante - en K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Indemnités et frais de fonctionnement élus	6 571	6 903	6 960	7 114	7 171	7 273
Contingent d'aide sociale	2 565	3 535	12 618 ²	10 766	-	-
Subventions au CCAS	10 440	10 249	10 211	10 216	10 203	10 272
Subventions aux associations et pers. privées.	65 558	71 656	64 187	62 024	62 099	67 666
Subventions à la caisse des écoles	1 822	1 566	1 216	1 200	1 325	1 302
Participations aux écoles privées	11 047	11 266	11 454	11 690	11 871	12 121
Contributions orga. Publics (ESADMM, CROUS, ...)	17 144	16 882 ¹	12 742	11 196	8 786	7 538
Admissions en non valeur et créances éteintes	1 307	1 686	603	3 709	2 324	2 231
Contributions diverses	279	537	438	309	545	570
Autres	618	181	215	548	1 199	11 394 ³
Total	117 352	124 461	120 644	118 771	105 522	120 366

Les autres charges de gestion courante (chap. 65+656) évoluent de +3 M€ entre 2014 et 2019 soit en moyenne +0,5%/an pour atteindre un volume de 120,4 M€ en 2019.

Parmi les évolutions notables sur la période, on peut signaler :

- ¹ La diminution des contributions aux organismes publics entre 2015 et 2016 qui s'explique par le transfert à la Métropole de la contribution au GIP Politique de la ville.
- ² En 2016 et 2017, la Ville a soldé le litige ouvert avec le Conseil Départemental des Bouches du Rhône concernant un contingent d'aide sociale remontant à la fin des années 1990 (premier accord de partenariat signé en janvier 2000), pour un montant de 23,4 M€ sur ces deux années (29,5 M€ au total sur la période).
- ³ La forte progression du poste « autres » en 2019 est liée aux dépenses exceptionnelles, notamment les secours d'urgence, relatives aux dispositifs des immeubles en péril.

Etude rétrospective

Enjeux de la section de fonctionnement – Autres charges



En dehors des 598 M€ de charges de personnel (chap. 012), les 177 M€ des charges à caractère général (chap. 011) et 120 M€ d'autres charges de gestion courante (chap. 65) , on peut noter :

- **Atténuations de produits (chap. 014) : 26,6 M€ en 2019 :**

Ce chapitre retrace essentiellement les dotations reversées aux Mairies d'arrondissement, pour 13,3 M€/an en moyenne, le reversement de la taxe de séjour à compter de 2018 (5 M€ en 2018 et 6,1 M€ en 2019) et du forfait post stationnement à la Métropole (4,8 M€ à partir de 2019) et une contribution au FPIC depuis 2017 (1,4 M€ en 2019).

- **Charges financières (chap. 66) : 44,3 M€ en 2019 :**

Ce chapitre a reculé régulièrement sur la période passant de 55,2 M€ en 2014 à 44,3 M€ en 2019, soit -11 M€, sous l'effet d'une réduction de l'encours de dette de la Ville et de l'amélioration des conditions de financement offrant des taux plus avantageux et un taux d'intérêt moyen en recul (2,65% fin 2019, contre 3,13% début 2014). Pour mémoire, le taux moyen était de 4,59% en 2008.

- **Charges exceptionnelles (chap. 67) : 53,4 M€ en 2019 :**

Les charges exceptionnelles classiques (intérêts moratoires, annulation de titre, charges spécifiques) sont relativement stables (4,2 M€/an) sur la période, sauf en 2015 où une charge exceptionnelle de 14,5 M€ est comptabilisée (dont 50% avait été provisionnés en 2014) en lien avec le transfert de la compétence eaux pluviales.

Ce chapitre enregistre par ailleurs deux postes de charges plus récurrents (*cf détails planche suivante*) :

- Les subventions aux budgets annexes qui représentent 30,6 M€/an en moyenne entre 2015 et 2019.
- Les subventions versées aux titulaires de délégation de service public pour 18 M€/an en moyenne sur la période.

Etude rétrospective

Vue d'ensemble de la situation financière de la Ville – Subventions aux BA et DSP

Subventions aux BA et DSP - en K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
BA Opéra - Odéon	-	1 756,7	17 360	18 142	19 252	19 548
BA Vélodrome	7 283	13 210	15 418	9 549	10 016	10 126
BA Espaces Événementiels	133	942	460	459	507	333
<i>Sous-total Subventions aux BA</i>	7 417	31 718	33 238	28 150	29 774	30 006
DSP Culture	3 798	4 061	5 444	3 621	3 217	1 428
DSP Restauration scolaire	6 147	7 071	4 028	8 358	4 504	6 980
DSP Social	4 722	4 721	4 674	4 631	4 316	4 468
DSP Fermes pédago. & Fourrière animale	823	1 610	1 102	654	217	207
DSP Sport	1 680	1 500	1 511	1 526	1 533	1 577
DSP Stationnement payant	-	-	-	637	3 137	4 911
<i>Sous-total Subventions aux titulaires de DSP</i>	17 171	18 963	16 758	19 426	16 925	19 570
Total	24 587	50 681	49 997	47 576	46 699	49 577

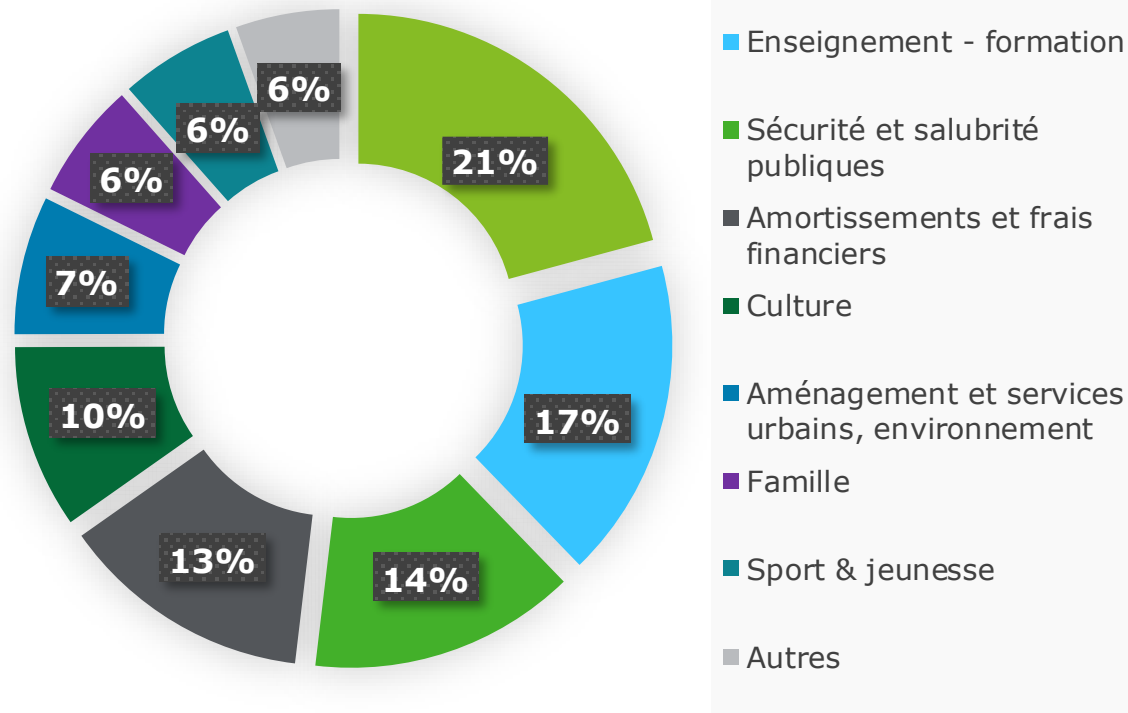
Parmi les évolutions notables sur la période, on peut signaler :

- 1 La création du budget annexe Opéra-Odéon à compter de 2015, avec une évolution dynamique (+2,7%/an en moyenne).
- 2 En 2015 et 2016, des subventions plus importantes sur le budget Vélodrome, pour la première année de fonctionnement en année pleine (livraison fin aout 2014) puis l'Euro 2016 avant une stabilisation de la subvention à environ 10 M€/an.
- 3 Des fluctuations assez conséquentes sur la DSP Restauration scolaire avec Sodexo, qui semblent se justifier par des décalages dans les facturations. Ainsi, sur l'exercice 2018, on enregistre les dépenses liées à seulement 8 mois de l'année (janvier à aout 2018), tandis que l'exercice 2019 en comptabilise 16 (de septembre 2018 à décembre 2019). Une problématique de rattachement des charges à l'exercice est identifiée sur ce sujet.
- 4 La DSP fourrière animale a pris fin en juillet 2017, expliquant la diminution de ce poste. Un marché confié à la SPA locale a pris le relais et impacte le 011.
- 5 Les charges liées à la DSP stationnement payant étaient comptabilisées, à tort, en prestation de services sur le début de la période (chap. 011, cpte 611). Ce point a été régularisé à partir de 2017.

Etude rétrospective

Enjeux de la section de fonctionnement – Vision par politique publique

Ventilation 2019



Outre le coût des services généraux (21% des dépenses en 2019), les dépenses de fonctionnement de la Ville témoignent d'un effort conséquent pour l'enseignement et la formation. En effet, l'enseignement représente en moyenne 17% des dépenses de fonctionnement en 2019.

Deux autres domaines concentrent à eux deux près d'un quart des dépenses :

- La sécurité et la salubrité publiques dont les dépenses représentent près de 14% des charges de fonctionnement de la Ville. Ces dépenses couvrent en grande partie des frais de personnel et notamment ceux du Bataillon des Marins Pompiers de Marseille (*cf détails planche suivante*).
- La culture dont les dépenses représentent 10% du total des charges de fonctionnement.

Etude rétrospective

Enjeux de la section de fonctionnement – Vision par politique publique

en K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Service généraux	254 113	256 484	247 554	246 478	240 805	228 762
Sécurité et salubrité publiques	130 691	138 067	142 363	144 142	143 352	155 403
Enseignement - formation	150 740	163 318	175 488	189 962	182 857	186 240
Culture	104 823	106 454	100 098	98 790	103 575	106 796
Sport & jeunesse	52 779	46 370	58 390	57 166	56 565	66 332
Intervention sociale & santé	54 805	57 104	55 882	49 095	38 083	40 833
Famille	66 456	69 466	59 452	63 115	63 915	68 024
Logement	1 194	1 322	1 493	1 150	1 832	2 227
Aménagement et services urbains,	57 847	77 346	60 263	66 248	69 673	80 540
Action économique	15 095	16 905	14 582	15 409	17 277	17 342
Amortissements et frais financiers	177 636	173 813	159 233	138 929	140 205	146 857

Sur cette ventilation par domaine d'action (nomenclature fonctionnelle), on peut noter les tendances suivantes :

- **Service généraux** : nous notons une baisse de ce poste de 2,1% en moyenne par an. Cette tendance à la baisse impacte les comptes de la Ville pour près de -25,3 M€ sur les 6 exercices.
- **Sécurité et salubrité publiques** : nous notons une hausse de ce poste de 3,5% de moyenne annuelle. Cette tendance impacte les comptes de la ville pour près de +24,7 M€.
- **Enseignement & formation** : nous notons une hausse de ce poste pour près de 4,3% de moyenne annuelle. Cette tendance impacte les comptes de la ville pour près de +35,5 M€.
- **Aménagement et services urbains** : nous notons une hausse de ce poste pour près de 6,8% de moyenne annuelle. Cette tendance impacte les comptes de la ville pour près de +22,6 M€ .
- **Intervention sociale & santé** : nous notons une baisse de poste pour près de 5,7% de moyenne annuelle, cette tendance impacte les comptes pour de -13,9M€.

Etude rétrospective

Enjeux de la section de fonctionnement – Focus Bataillon des Marins Pompiers de Marseille

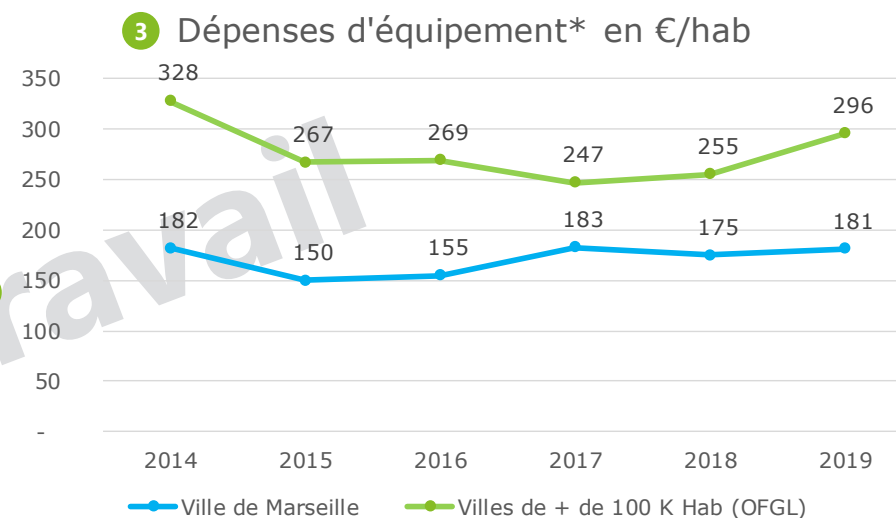
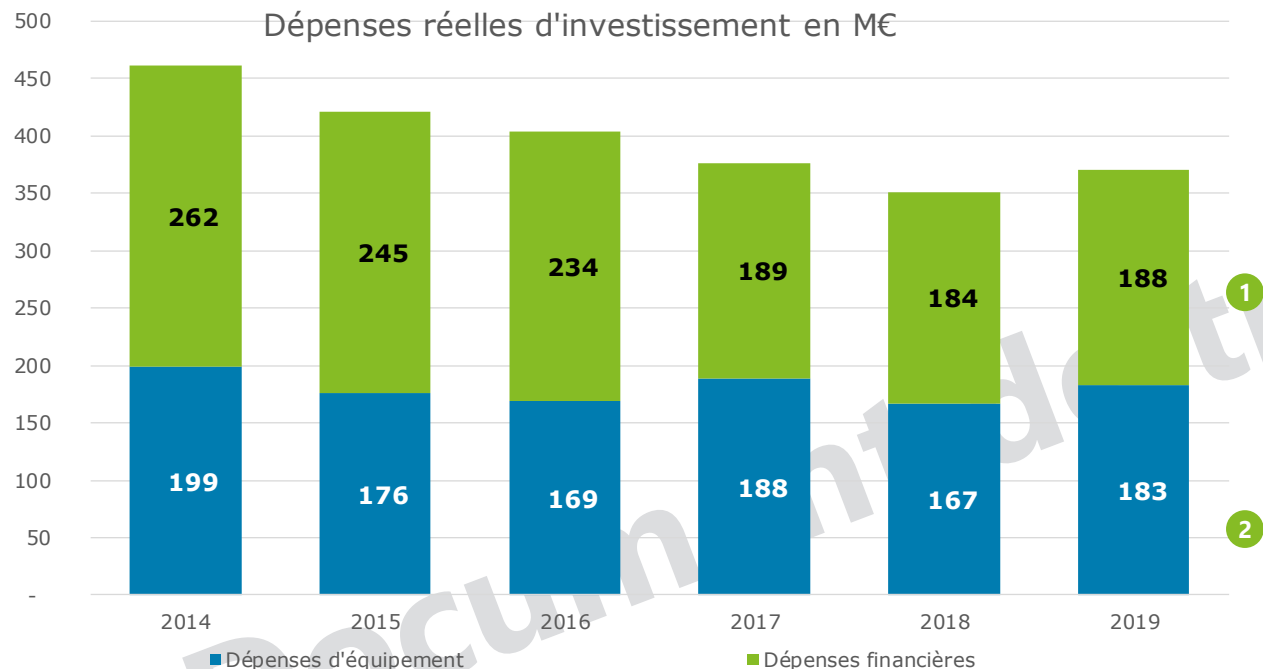
Bataillon des Marins Pompiers de Marseille - en K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Charges à caractère général (chap.011)	12 506	13 981	15 304	15 685	15 821	16 645
Charges de personnel (chap. 012)	84 218	86 215	85 918	86 462	87 220	89 600
Autres charges de gestion courante (chap. 65)	19	56	50	84	50	70
Charges exceptionnelles (chap. 67)	-	2	-	4	-	907
<i>(A) Sous-total Charges de fonctionnement</i>	96 743	100 254	101 272	102 235	103 091	107 222
Atténuations de charges (chap. 013)	2	5	9	34	20	3
Produits des services (chap. 70)	1 616	1 234	1 262	1 685	1 518	1 585
Impôts et taxes (chap. 73)	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Dotations et participations (chap. 74)	10 682	12 125	18 438	20 038	22 450	24 865
Autres produits de gestion courante (chap. 75)	12 762	10 700	10 488	9 744	9 950	9 339
Produits exceptionnels (chap. 77)	57	21	58	30	67	49
<i>(B) Sous-total Produits de fonctionnement</i>	35 118	34 085	40 256	41 531	44 006	45 841
(C) = (B) - (A) Solde de fonctionnement	- 61 625	- 66 169	- 61 016	- 60 704	- 59 085	- 61 381
<i>Coût fonctionnement BMPM / habitant (en €/hab)</i>	72	77	71	70	68	71
Immobilisations incorporelles (chap.20)	1 476	1 242	166	237	441	493
Immobilisations corporelles (chap. 21)	8 589	8 930	9 678	15 011	13 793	15 345
Immobilisations en cours (chap. 23)	4 216	2 471	1 054	2 774	4 718	1 738
Opérations pour compte de tiers (chap. 45)	-	-	-	-	-	74
<i>(D) Sous-total Charges d'investissement</i>	14 281	12 643	10 898	18 022	18 952	17 650
Subventions d'investissement (chap. 13)	1 028	4 137	968	9 682	2 957	7 015
<i>(E) Sous-total Recettes d'investissement</i>	1 028	4 137	968	9 682	2 957	7 015
(F) = (E) - (D) Solde d'investissement	- 13 254	- 8 506	- 9 930	- 8 341	- 15 995	- 10 635
(G) = (C) + (F) Solde BMPM	- 74 878	- 74 675	- 70 946	- 69 045	- 75 080	- 72 016
<i>Coût total BMPM / habitant (en €/hab)</i>	87	87	82	80	86	83

Source : Ville de Marseille "BMPM 2014-2020"

Dans son dernier rapport, la Chambre Régionale des Comptes mettait en avant une charge moyenne par habitant pour un SDIS de première catégorie de l'ordre de 86 €/hab sur la période 2011/2016 et hors coût des investissements. Avec un coût moyen de 70 €/hab pour Marseille, le Bataillon des Marins Pompiers représente une économie virtuelle de près de 15 € par habitant, soit 13,5 M€ par an.

Etude rétrospective

Enjeux de la section d'investissement – Dépenses



3 Les dépenses d'équipement (*hors subventions versées au 204) par habitant de la Ville de Marseille demeurent en deçà de la moyenne des communes de plus de 100 000 habitants : 171 €/hab/an en moyenne entre 2014 et 2019 contre 277 €/hab/an pour la strate de référence.

1 La Ville de Marseille consacre la majeure partie de ses moyens en investissement à faire face à des dépenses financières (essentiellement des remboursements en capital de la dette) : 1,3 Mds € cumulés sur les 6 exercices, soit 55 % des dépenses réelles d'investissement du mandat.

Il convient de préciser que, sur les trois premières années, des opérations de refinancement de dette viennent gonfler le poste (28,5 M€ en 2015, 36 M€ en 2015 et 25,5 M€ en 2016).

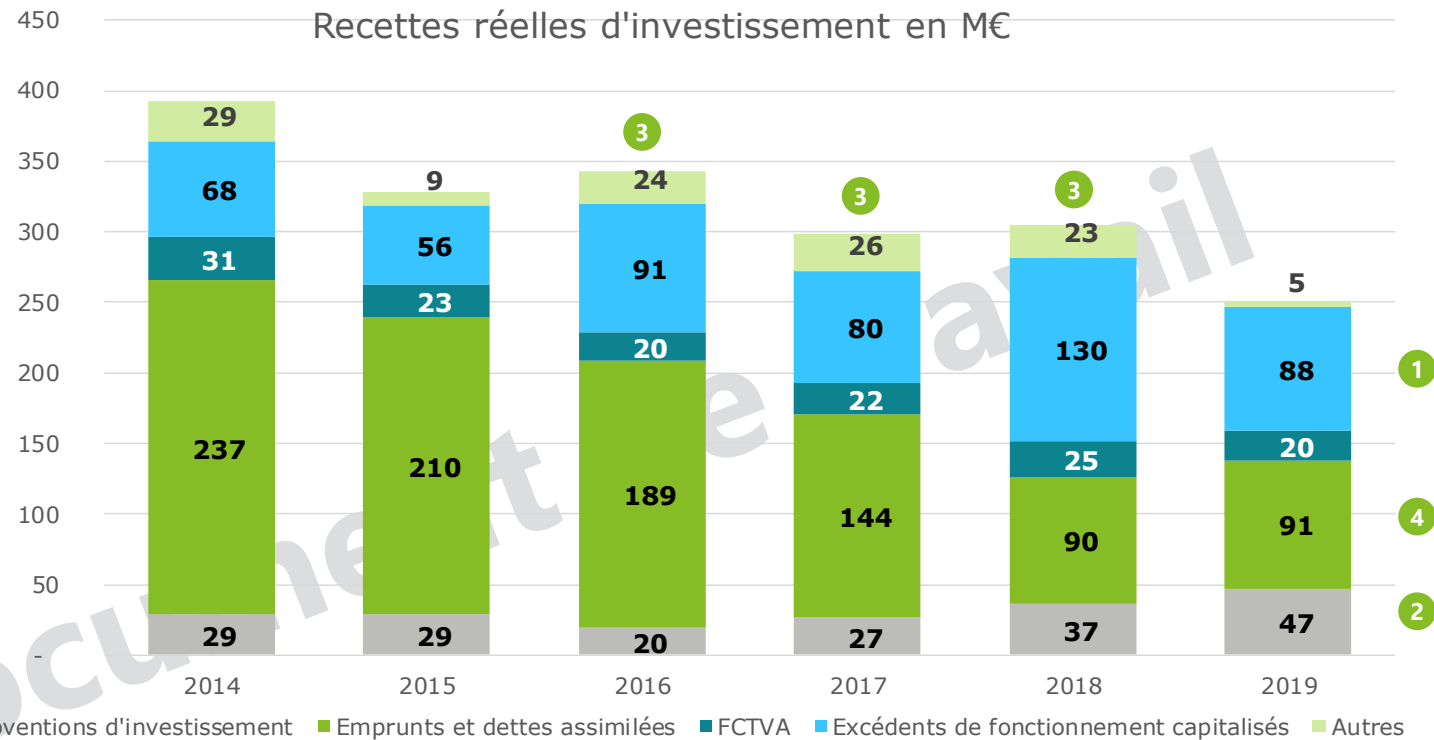
On peut noter une stabilisation du niveau de ces dépenses financières sur la deuxième partie de la période à 190 M€/an.

2 1,08 Mds € ont été consacrés aux dépenses d'équipements cumulées sur les 6 exercices étudiés (soit 45% des dépenses réelles d'investissement), avec en moyenne 180 M€/an.

Cet effort d'investissement stable s'est traduit par un recours contenu à des nouveaux emprunts, d'un montant inférieur à celui des remboursements en capital. Ceci explique la diminution progressive de l'encours de dette.

Etude rétrospective

Enjeux de la section d'investissement – Recettes

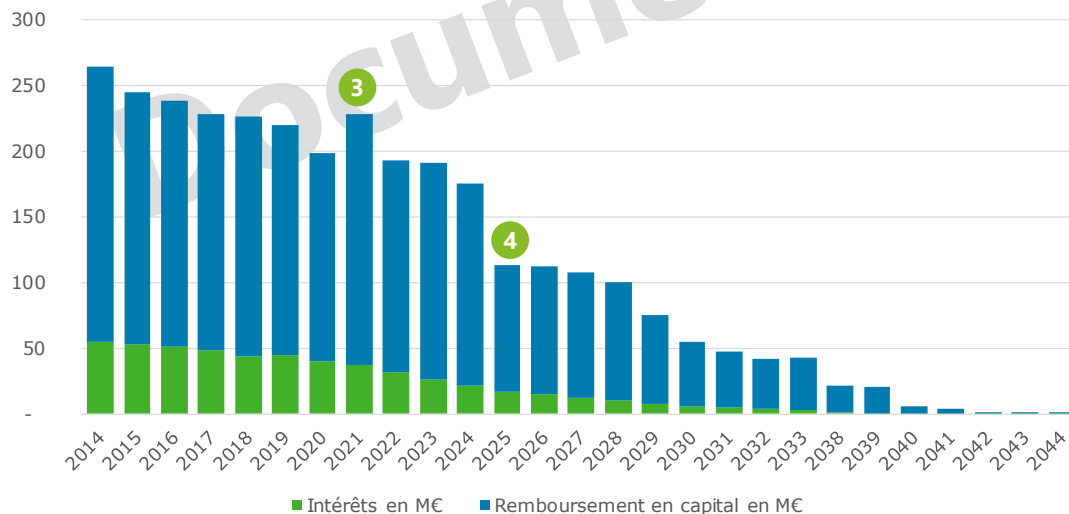
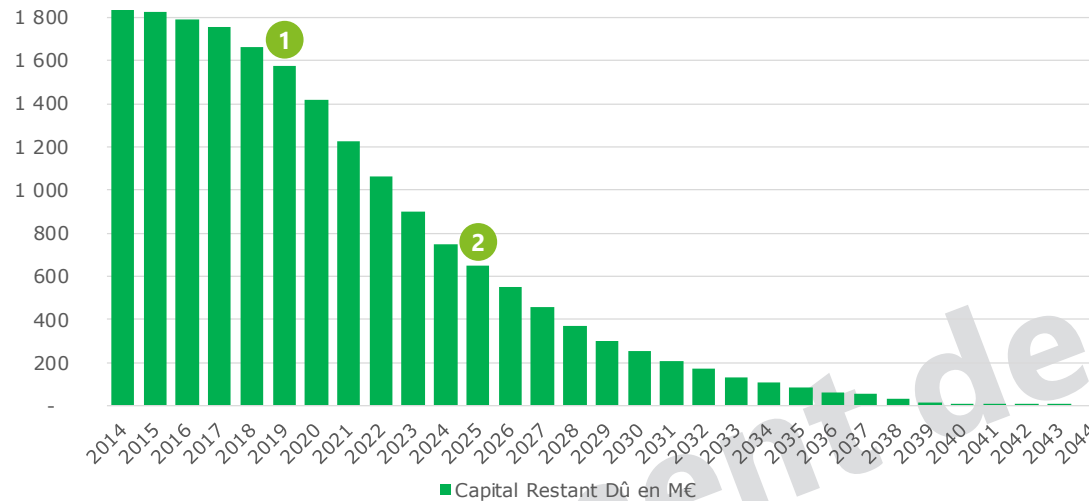


Afin de faire face aux besoins de financement des investissements, les recettes d'investissement (251 M€ en 2019) sont classiquement :

- 1 Les excédents de fonctionnement capitalisés (=autofinancement), le levier traditionnel de financement de l'investissement, représente moins d'un tiers des ressources (513 M€ en cumulé).
- 2 Les subventions d'investissement perçues sont à un niveau élevé (188 M€ cumulés, soit 17,4% des investissements réels cumulés), notamment en fin de période. Le niveau des soutiens s'établit à 31 M€/an en moyenne.
 - Le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) : 24 M€/an en moyenne soit au total 141 M€.
- 3 On retrouve par ailleurs diverses recettes d'équipement pour 116 M€. On peut noter une recette exceptionnelle de 54,5 M€ perçue par tiers entre 2016 et 2018 correspondant à des remboursements d'avances faites à des aménageurs de ZAC par la Métropole, suite au transfert de la compétence.
- 4 Ces ressources étant insuffisantes, la Ville a eu recours à l'emprunt sur l'ensemble de la période, avec à la fois des mobilisations classiques d'emprunts, de l'obligataire et des opérations de refinancement en 2014, 2015 et 2016.

Etude rétrospective

Enjeux de la section d'investissement – Endettement



Ces emprunts se traduisent par des engagements qui courent jusqu'en 2044 (hors nouveaux emprunts futurs).

1 Le niveau de dette actuel s'établit à 1 576 M€ de Capital Restant Dû (CRD) en fin 2019.

2 Le profil d'amortissement de l'encours illustre une diminution relativement rapide du stock de dette sur la période 2020/2025 liée à une durée résiduelle plutôt courte pour une partie de l'encours.

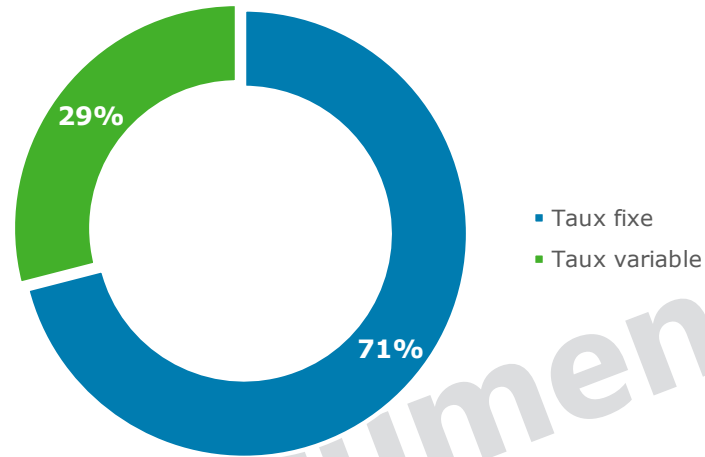
3 À l'exception de l'exercice 2021, l'évolution du profil de dette de la commune se traduit par une diminution relativement progressive des annuités sur l'ensemble de la période 2014/2024.

4 En l'absence de nouveaux emprunts, la Ville pourrait dégager des marges de manœuvres conséquentes à partir de 2025.

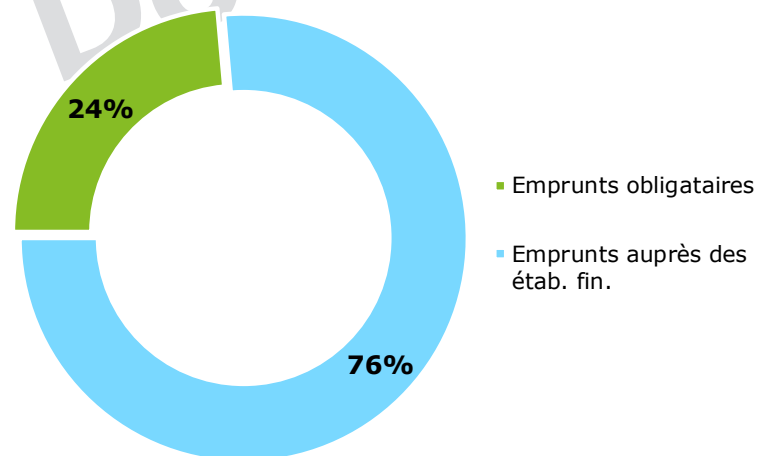
Etude rétrospective

Enjeux de la section d'investissement – Endettement

Structure de taux de l'encours en 2019



Structure de l'encours par typologie



Les 1 576 M€ de Capital Restant Dû au 31/12/2019 sur le budget principal sont essentiellement des contrats à taux fixe (71% de l'encours).

Cet encours est constitué de 152 emprunts, dont 147 contrats (soit 94,8% du CRD) sont classés « A1 » selon la charte GISSLER (classement des emprunts allant de « A1 » (risque minimum) à « E5 » voir « hors charte » (risque maximum), signifiant que le niveau de risque est minimum sur ce volume.

On note par ailleurs :

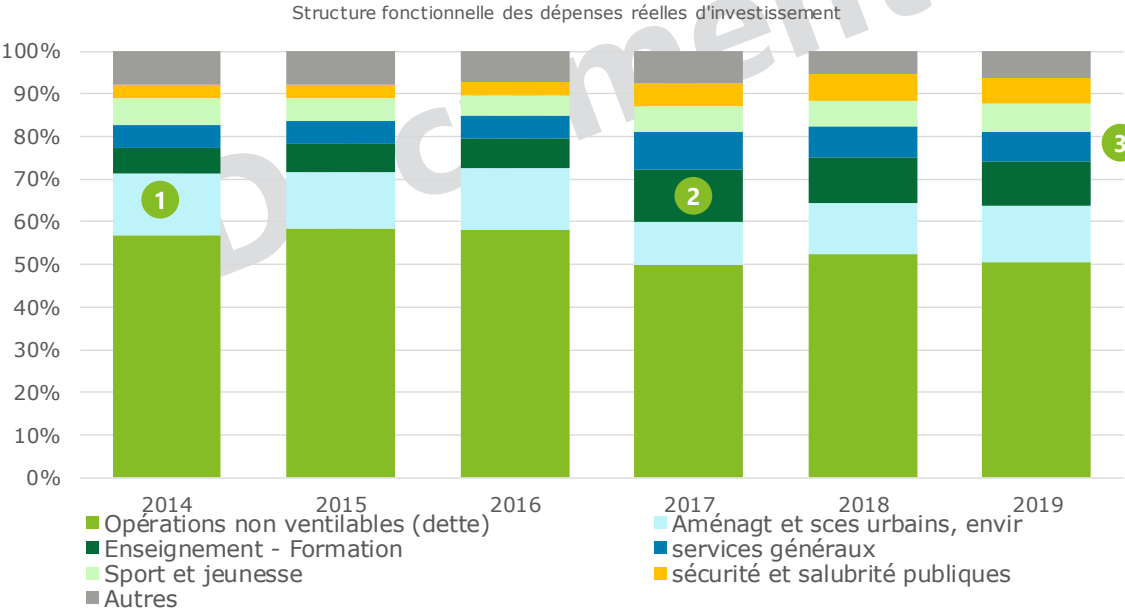
- 3 contrats classés « B1 » pour un CRD de 77,8 M€ (4,9 % de l'encours), présentant des niveaux de risques assez restreints dans les conditions actuelles de financement.
- 1 contrat classé « B4 » pour un CRD de 0,45 M€ (0,03 % de l'encours), dont le remboursement s'achève en 2020, éteignant de ce fait le risque.
- 1 contrat classé « D2 » pour un CRD de 3,1 M€ (0,20 % de l'encours), en lien avec l'inflation, présentant un risque modéré.

Il convient de relever la stratégie de diversification de l'encours de la Ville, avec 24 % (372 M€) d'emprunts obligataires, ainsi que la mobilisation de prêts auprès de l'Agence France Locale, de la CDC ou de la CAF.

Etude rétrospective

Enjeux de la section d'investissement – Vision par politique publique

en K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Opérations non ventilables (dette)	261 508	245 362	234 227	188 502	183 706	187 343
Aménagt et sces urbains, envir 1	66 677	55 597	58 682	37 495	42 126	48 950
Enseignement - Formation 2	27 646	27 884	28 140	46 339	37 216	38 144
services généraux 3	24 828	22 707	21 158	32 788	25 884	26 539
Sport et jeunesse	29 169	22 360	18 677	23 199	20 572	24 535
sécurité et salubrité publiques	14 709	13 564	13 371	20 024	22 853	21 673
Autres	36 434	33 400	29 100	28 510	18 564	23 565
Dépenses d'investissement	460 972	420 874	403 355	376 856	350 921	370 750



Les dépenses d'investissement de la Ville, hors opérations financières, portent particulièrement sur :

- 1** La politique en matière d'aménagement, de services urbains et d'environnement dont les dépenses apparaissent particulièrement importantes en début de mandat précédent.
- 2** Les dépenses dédiées à l'enseignement et à la formation, et notamment à destination des écoles élémentaires de la commune
- 3** Les services généraux, qui regroupent les dépenses relatives au fonctionnement de la collectivité.

Focus : Vision consolidée des comptes administratifs 2014/2019

Etude rétrospective

Vue d'ensemble de la situation financière de la commune – tous budgets consolidés

en K€		2014	2015	2016	2017	2018	2019
011	Charges à caractère général	179 097	190 712	203 453	206 783	203 613	201 147
012	Charges de personnel, frais assimilés	586 156	601 958	594 644	614 772	612 177	622 484
014	Atténuations de produits	13 087	13 232	11 366	14 154	20 453	26 622
65	Autres charges de gestion courante	118 261	124 707	120 979	119 266	105 790	120 679
	Total dépenses de gestion	896 601	930 610	930 442	954 975	942 033	970 932
66	Charges financières	58 769	60 806	57 918	55 482	50 621	51 254
67	Charges exceptionnelles	31 582	70 975	53 174	50 876	50 948	53 535
68	Dotations provisions semi-budgétaires	-	-	354	-	59	103
	Total dépenses réelles de fct	986 952	1 062 391	1 041 888	1 061 332	1 043 660	1 075 824
42	Opérat° ordre transfert entre sections	101 138	81 136	74 233	66 287	73 275	82 122
43	Opérat° ordre intérieur de la section	-	18 764	16 893	2 122	-	-
	Total dépenses de fonctionnement	1 088 091	1 162 291	1 133 013	1 129 741	1 116 936	1 157 946

en K€		2014	2015	2016	2017	2018	2019
13	Atténuations de charges	987	1 157	5 868	9 377	13 512	7 849
70	Produits services, domaine et ventes div	52 779	60 834	57 715	55 494	62 147	67 679
73	Impôts et taxes	690 840	734 740	735 348	750 986	759 959	774 831
74	Dotations et participations	349 090	335 558	321 233	325 810	329 079	337 307
75	Autres produits de gestion courante	39 217	57 497	48 632	44 195	42 536	42 308
	Total recettes de gestion de fct	1 132 913	1 189 787	1 168 795	1 185 862	1 207 233	1 229 975
76	Produits financiers	1 063	1 579	1 244	1 264	741	868
77	Produits exceptionnels	33 739	48 179	48 776	36 484	42 752	50 659
78	Reprises provisions semi-budgétaires	-	-	-	77	21	29
	Total recettes réelles de fct	1 167 715	1 239 545	1 218 816	1 223 686	1 250 747	1 281 532
42	Opérat° ordre transfert entre sections	12 905	17 182	7 250	11 338	9 131	9 973
43	Opérat° ordre intérieur de la section	-	18 764	16 893	2 122	-	-
	Total recettes de fonctionnement	1 180 620	1 275 491	1 242 959	1 237 146	1 259 878	1 291 504

Epargne de gestion	236 312	259 177	238 354	230 887	265 200	259 043
Epargne brute (hors cessions)	157 896	163 331	164 444	156 519	198 405	187 269
Taux d'Epargne brute (hors cessions)	13,8%	13,3%	13,6%	12,9%	16,0%	14,8%

Ce tableau de synthèse agrège les flux du budget principal et des budgets annexes afin de rendre compte de la globalité du périmètre communal et de sa surface financière.

La suite de l'étude présente les différents budgets annexes de la Ville.

Etude rétrospective

Vue d'ensemble de la situation financière de la commune – tous budgets consolidés

en K€		2014	2015	2016	2017	2018	2019
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	8 452	10 108	7 311	8 791	10 284	10 280
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	42 705	46 064	35 234	29 736	14 547	24 479
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	96 198	86 183	98 529	109 605	109 975	101 979
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	74 116	36 304	31 254	41 758	33 834	48 187
	Total dépenses d'équipements	221 471	178 660	172 328	189 891	168 641	184 926
13	Subventions d'investissement	4 240	1 176	-	11	108	2 409
16	Emprunts et dettes assimilées	239 491	234 151	235 987	186 818	189 933	182 811
26	Participat° et créances rattachées	8 096	4 731	4 731	-	-	-
27	Autres immobilisations financières	8 504	11 546	5 498	5 274	257	3 577
	Total dépenses financières	260 330	251 604	246 217	192 104	190 297	188 798
45	Opérations pour compte de tiers	3 427	763	793	3 312	577	6 035
	Total dépenses réelles d'investissement	485 228	431 027	419 337	385 306	359 515	379 759
40	Opérat° ordre transfert entre sections	12 905	17 182	7 250	11 338	9 131	9 973
41	Opérations patrimoniales	38 892	5 977	32 012	205 346	12 647	5 906
	Total dépenses d'investissement	537 025	454 186	458 600	601 991	381 294	395 638

en K€		2014	2015	2016	2017	2018	2019
13	Subventions d'investissement	66 986	47 664	21 992	27 119	37 356	48 147
16	Emprunts et dettes assimilées	247 135	211 743	190 335	144 936	90 784	92 564
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	-	-	0	0	151	1
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	53	54	1 200	72	1 140	12
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	114	1 026	264	275	1	1
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	386	1 441	1 363	9	400	1 423
	Total recettes d'équipement	314 674	261 928	215 154	172 410	129 831	142 148
10	Dotations, fonds divers et réserves	99 244	82 643	119 667	117 363	164 422	117 633
165	Dépôts et cautionnement	17	16	9	77	22	39
27	Autres immobilisations financières	20 009	6 164	19 926	21 688	20 185	2 762
	Total recettes financières	119 269	88 823	139 602	139 128	184 630	120 434
45	Opérations pour compte de tiers	8 109	540	2 377	4 344	1 253	699
	Total recettes réelles d'investissement	442 052	351 292	357 133	315 882	315 715	263 281
40	Opérat° ordre transfert entre sections	101 138	81 136	74 233	66 287	73 275	82 122
41	Opérations patrimoniales	38 892	5 977	32 012	205 346	12 647	5 906
	Total recettes d'investissement	582 083	438 405	463 378	587 515	401 637	351 309

Encours de dette (CA)	2 021 063	1 998 676	1 953 036	1 911 170	1 812 041	1 721 433
Epargne nette (hors cessions)	- 7 060	3 263	2 899	- 10 509	26 672	20 925
Taux d'épargne nette (hors cessions)	-1%	0%	0%	-1%	2%	2%

Ce tableau de synthèse agrège les flux du budget principal et des budgets annexes afin de rendre compte de la globalité du périmètre communal et de sa surface financière.

L'ensemble de l'étude est basée sur le périmètre du budget principal uniquement. En effet, le poids des budgets annexes étant peu significatifs par rapport à la masse globale de la collectivité, l'analyse des agrégats serait similaire à celle du budget principal seul.

Etude rétrospective

Vue synthétique du budget annexe « Opéra-Odéon » – Section de fonctionnement

en K€		2014	2015	2016	2017	2018	2019
011	Charges à caractère général	-	2 162	2 541	2 707	2 849	2 753
012	Charges de personnel, frais assimilés	-	17 783	17 945	18 867	19 249	19 852
014	Atténuations de produits	-	-	-	-	-	-
65	Autres charges de gestion courante	-	210	266	347	247	258
	Total dépenses de gestion	-	20 155	20 752	21 921	22 345	22 863
66	Charges financières	-	643	386	378	372	347
67	Charges exceptionnelles	-	12	14	9	61	65
	Total dépenses réelles de fct	-	20 809	21 152	22 308	22 779	23 275
42	Opérat° ordre transfert entre sections	-	246	214	277	241	249
	Total dépenses de fonctionnement	-	21 056	21 366	22 584	23 019	23 524

en K€		2014	2015	2016	2017	2018	2019
13	Atténuations de charges	-	20	162	221	296	196
70	Produits services, domaine et ventes div	-	2 527	2 532	2 632	2 496	2 681
73	Impôts et taxes	-	-	-	-	-	-
74	Dotations et participations	-	1 940	1 691	1 622	1 631	1 631
75	Autres produits de gestion courante	-	81	72	21	21	47
	Total recettes de gestion de fct	-	4 568	4 457	4 496	4 444	4 555
76	Produits financiers	-	-	-	-	-	-
77	Produits exceptionnels	-	¹ 17 582	17 366	18 151	19 264	19 637
	Total recettes réelles de fct	-	22 150	21 823	22 646	23 708	24 192
42	Opérat° ordre transfert entre sections	-	-	-	-	-	-
	Total recettes de fonctionnement	-	22 150	21 823	22 646	23 708	24 192

- ¹ Ce budget annexe, créé en 2015, est équilibré grâce à l'importante subvention de fonctionnement versée annuellement par le budget principal de la Ville. Cette subvention progresse de manière importante sur la période (+2,8%/an), au même rythme que les charges de personnel.

Etude rétrospective

Vue synthétique du budget annexe « Opéra-Odéon » – Section d'investissement

en K€		2014	2015	2016	2017	2018	2019
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations)	-	0	0	-	-	-
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	-	-	-	-	-	-
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	-	446	528	304	309	454
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	-	847	425	1 084	1 006	710
	Total dépenses d'équipements	-	1 294	953	1 387	1 316	1 163
10	Dotations, fonds divers et réserves	-	-	-	-	-	-
16	Emprunts et dettes assimilées	-	803	843	834	980	1 013
27	Autres immobilisations financières	-	-	-	-	-	-
	Total dépenses financières	-	803	843	834	980	1 013
45	Opérations pour compte de tiers	-	-	-	-	-	-
	Total dépenses réelles d'investissement	-	2 097	1 796	2 221	2 296	2 176
40	Opérat° ordre transfert entre sections	-	-	-	-	-	-
41	Opérations patrimoniales	-	0	0	5 728	-	-
	Total dépenses d'investissement	-	2 098	1 796	7 949	2 296	2 176

en K€		2014	2015	2016	2017	2018	2019
13	Subventions d'investissement	-	362	58	269	748	792
16	Emprunts et dettes assimilées	-	740	953	1 241	520	1 100
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	-	-	-	-	-	-
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	-	-	-	-	-	-
	Total recettes d'équipement	-	1 102	1 011	1 510	1 268	1 892
10	Dotations, fonds divers et réserves	-	-	499	314	285	740
165	Dépôts et cautionnement	-	-	-	-	-	-
27	Autres immobilisations financières	-	-	-	-	-	-
	Total recettes financières	-	-	499	314	285	740
45	Opérations pour compte de tiers	-	-	-	-	-	-
	Total recettes réelles d'investissement	-	1 102	1 511	1 824	1 553	2 632
40	Opérat° ordre transfert entre sections	-	246	214	277	241	249
41	Opérations patrimoniales	-	0	0	5 728	-	-
	Total recettes d'investissement	-	1 348	1 725	7 829	1 794	2 881

Etude rétrospective

Vue synthétique du budget annexe « Pôle Média Belle-de-Mai » – Section de fonctionnement

en K€		2014	2015	2016	2017	2018	2019
011	Charges à caractère général	1 665	1 545	1 864	1 564	1 636	1 506
012	Charges de personnel, frais assimilés	-	-	-	-	-	-
014	Atténuations de produits	-	-	-	-	-	-
65	Autres charges de gestion courante	827	-	-	-	0	25
	Total dépenses de gestion	2 492	1 545	1 864	1 564	1 636	1 531
66	Charges financières	-	-	-	-	-	-
67	Charges exceptionnelles	0	-	-	-	4	3
	Total dépenses réelles de fct	2 492	1 545	1 864	1 564	1 640	1 534
42	Opérat° ordre transfert entre sections	1 049	1 054	1 097	1 090	1 130	1 121
	Total dépenses de fonctionnement	3 541	2 599	2 962	2 654	2 770	2 656

en K€		2014	2015	2016	2017	2018	2019
13	Atténuations de charges	-	-	2	0	-	5
70	Produits services, domaine et ventes div	-	-	-	-	-	-
73	Impôts et taxes	-	-	-	-	-	-
74	Dotations et participations	-	-	-	-	-	-
75	Autres produits de gestion courante	2 392	2 390	2 445	2 480	2 429	2 394
	Total recettes de gestion de fct	2 392	2 390	2 447	2 480	2 429	2 398
76	Produits financiers	-	-	-	-	-	-
77	Produits exceptionnels	0	7	-	11	10	24
	Total recettes réelles de fct	2 392	2 397	2 447	2 490	2 439	2 423
42	Opérat° ordre transfert entre sections	477	477	477	477	477	502
	Total recettes de fonctionnement	2 869	2 873	2 924	2 967	2 916	2 924

Les loyers perçus par ce budget, enregistrés au chapitre 75, permettent de faire face aux charges de fonctionnement (fluides, maintenance, gardiennage et taxes foncières notamment) et d'assurer l'équilibre budgétaire.

Etude rétrospective

Vue synthétique du budget annexe « Pôle Média Belle-de-Mai » – Section d'investissement

en K€		2014	2015	2016	2017	2018	2019
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérati	-	-	-	-	-	-
204	Subventions d'équipement versées (sauf op	-	-	-	-	-	-
21	Immobilisations corporelles (sauf opérati	559	822	366	52	6	50
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	-	-	11	-	-	-
	Total dépenses d'équipements	559	822	377	52	6	50
10	Dotations, fonds divers et réserves	-	-	-	-	-	-
16	Emprunts et dettes assimilées	26	13	9	-	2	1
27	Autres immobilisations financières	-	-	-	-	-	-
	Total dépenses financières	26	13	9	-	2	1
45	Opérations pour compte de tiers	-	-	-	-	-	-
	Total dépenses réelles d'investissement	585	835	386	52	8	51
40	Opérat° ordre transfert entre sections	477	477	477	477	477	502
41	Opérations patrimoniales	-	-	-	-	-	-
	Total dépenses d'investissement	1 062	1 311	863	529	485	552

en K€		2014	2015	2016	2017	2018	2019
13	Subventions d'investissement	-	31	122	70	-	-
16	Emprunts et dettes assimilées	-	-	-	-	-	-
21	Immobilisations corporelles (sauf opérati	-	-	-	-	-	-
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	-	-	-	-	-	-
	Total recettes d'équipement	-	31	122	70	-	-
10	Dotations, fonds divers et réserves	-	-	-	-	-	-
165	Dépôts et cautionnement	7	9	6	61	5	20
27	Autres immobilisations financières	-	-	-	-	-	-
	Total recettes financières	7	9	6	61	5	20
45	Opérations pour compte de tiers	-	-	-	-	-	-
	Total recettes réelles d'investissement	7	39	128	131	5	20
40	Opérat° ordre transfert entre sections	1 049	1 054	1 097	1 090	1 130	1 121
41	Opérations patrimoniales	-	-	-	-	-	-
	Total recettes d'investissement	1 056	1 093	1 225	1 221	1 135	1 142

Etude rétrospective

Vue synthétique du budget annexe « Espaces Événementiels » – Section de fonctionnement

en K€		2014	2015	2016	2017	2018	2019
011	Charges à caractère général	1 716	1 923	1 476	1 883	1 617	1 538
012	Charges de personnel, frais assimilés	644	621	591	606	620	643
014	Atténuations de produits	-	-	-	-	-	-
65	Autres charges de gestion courante	-	3	0	-	-	-
	Total dépenses de gestion	2 360	2 547	2 067	2 489	2 236	2 181
66	Charges financières	193	217	218	212	223	209
67	Charges exceptionnelles	11	330	1	7	-	-
68	Dotations provisions semi-budgétaires	-	-	-	-	-	24
	Total dépenses réelles de fct	2 564	3 094	2 286	2 708	2 459	2 414
42	Opérat° ordre transfert entre sections	70	53	118	74	47	75
	Total dépenses de fonctionnement	2 634	3 147	2 404	2 782	2 506	2 489

en K€		2014	2015	2016	2017	2018	2019
13	Atténuations de charges	-	-	6	9	11	11
70	Produits services, domaine et ventes div	-	214	217	136	188	191
73	Impôts et taxes	-	-	-	-	-	-
74	Dotations et participations	-	-	-	-	-	-
75	Autres produits de gestion courante	2 289	2 159	2 457	2 406	2 393	2 504
	Total recettes de gestion de fct	2 289	2 373	2 681	2 552	2 593	2 707
76	Produits financiers	-	-	-	-	-	-
77	Produits exceptionnels ¹	410	943	549	459	507	333
	Total recettes réelles de fct	2 699	3 316	3 230	3 011	3 099	3 040
42	Opérat° ordre transfert entre sections	-	-	-	-	-	-
	Total recettes de fonctionnement	2 699	3 316	3 230	3 011	3 099	3 040

¹ Ce budget annexe bénéficie d'une subvention annuelle du budget principal afin de couvrir l'amortissement de la dette souscrite pour la réalisation de Marseille Chanot, livré en 2013.

Ce budget étant en nomenclature M4, les possibilités d'influer sur les produits tarifaires sont plus restreintes, justifiant l'abondement par le budget principal.

Etude rétrospective

Vue synthétique du budget annexe « Espaces Evénementiels » – Section d'investissement

en K€		2014	2015	2016	2017	2018	2019
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérati	-	-	-	-	-	-
204	Subventions d'équipement versées (sauf op	-	-	-	-	-	-
21	Immobilisations corporelles (sauf opérati	145	146	65	43	45	159
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	1 166	831	390	35	22	301
	Total dépenses d'équipements	1 311	977	455	78	67	459
10	Dotations, fonds divers et réserves	-	-	-	-	-	-
16	Emprunts et dettes assimilées	222	404	533	534	599	626
27	Autres immobilisations financières	-	-	-	-	-	-
	Total dépenses financières	222	404	533	534	599	626
45	Opérations pour compte de tiers	-	-	-	-	-	-
	Total dépenses réelles d'investissement	1 533	1 381	987	612	666	1 086
40	Opérat° ordre transfert entre sections	-	-	-	-	-	-
41	Opérations patrimoniales	-	-	-	13 634	-	-
	Total dépenses d'investissement	1 533	1 381	987	14 246	666	1 086

en K€		2014	2015	2016	2017	2018	2019
13	Subventions d'investissement	-	-	-	-	-	-
16	Emprunts et dettes assimilées	1 507	1 064	447	139	66	460
21	Immobilisations corporelles (sauf opérati	-	-	-	-	-	-
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	-	-	-	-	-	-
	Total recettes d'équipement	1 507	1 064	447	139	66	460
10	Dotations, fonds divers et réserves	188	152	228	441	461	552
165	Dépôts et cautionnement	-	-	-	-	-	-
27	Autres immobilisations financières	-	-	-	-	-	-
	Total recettes financières	188	152	228	441	461	552
45	Opérations pour compte de tiers	-	-	-	-	-	-
	Total recettes réelles d'investissement	1 695	1 216	675	580	527	1 012
40	Opérat° ordre transfert entre sections	70	53	118	74	47	75
41	Opérations patrimoniales	-	-	-	13 634	-	-
	Total recettes d'investissement	1 765	1 269	793	14 289	574	1 086

Etude rétrospective

Vue synthétique du budget annexe « Stade Vélodrome » – Section de fonctionnement

en K€		2014	2015	2016	2017	2018	2019
011	Charges à caractère général	6 151	16 586	17 545	17 137	16 507	16 575
012	Charges de personnel, frais assimilés	1	-	-	-	-	-
014	Atténuations de produits	-	-	-	-	-	-
65	Autres charges de gestion courante	-	0	-	126	0	-
	Total dépenses de gestion	6 153	16 586	17 545	17 263	16 507	16 575
66	Charges financières	3 327	6 686	6 608	6 545	6 489	6 435
67	Charges exceptionnelles	328	-	-	-	-	13
	Total dépenses réelles de fct	9 808	23 271	24 153	23 808	22 996	23 023
42	Opérat° ordre transfert entre sections	-	-	-	-	480	-
	Total dépenses de fonctionnement	9 808	23 271	24 153	23 808	23 476	23 023

en K€		2014	2015	2016	2017	2018	2019
13	Atténuations de charges	-	-	-	-	-	-
70	Produits services, domaine et ventes div	-	272	181	876	492	179
73	Impôts et taxes	-	-	-	-	-	-
74	Dotations et participations	-	-	-	-	-	-
75	Autres produits de gestion courante	4 244	15 517	2 19 938	18 697	18 018	18 336
	Total recettes de gestion de fct	4 244	15 789	20 119	19 573	18 510	18 515
76	Produits financiers	-	-	-	-	-	-
77	Produits exceptionnels	7 457	13 210	15 418	9 797	10 018	10 126
	Total recettes réelles de fct	11 701	28 998	35 537	29 370	28 528	28 641
42	Opérat° ordre transfert entre sections	1 052	2 328	2 977	3 051	3 051	3 051
	Total recettes de fonctionnement	12 754	31 326	38 514	32 420	31 579	31 692

	Résultat de fonctionnement (réel)	1 894	5 727	11 384	5 562	5 532	5 619
--	--	-------	-------	--------	-------	-------	-------

- 1 Le stade ayant été livré en aout 2014, le premier exercice de la période de revue n'est pas représentatif des équilibres financiers.
- 2 La Ville a accueillie des matchs de l'Euro 2016 de football, expliquant le niveau de recettes en 2016.
- 3 A compter de 2017, la subvention du budget principal se stabilise à environ 10 M€/an, afin de couvrir les charges liées à l'investissement initial de l'équipement.

Etude rétrospective

Vue synthétique du budget annexe « Stade Vélodrome » – Section d'investissement

en K€		2014	2015	2016	2017	2018	2019
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations)	-	-	-	-	-	-
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	-	-	-	-	-	-
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	-	-	-	-	-	-
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	20 071	-	1 290	-	-	-
	Total dépenses d'équipements	20 071	-	1 290	-	-	-
10	Dotations, fonds divers et réserves	-	-	-	-	-	-
16	Emprunts et dettes assimilées	1 904	5 775	11 385	5 533	5 574	5 617
27	Autres immobilisations financières	-	-	-	-	-	-
	Total dépenses financières	1 904	5 775	11 385	5 533	5 574	5 617
45	Opérations pour compte de tiers	-	-	-	-	-	-
	Total dépenses réelles d'investissement	21 974	5 775	12 675	5 533	5 574	5 617
40	Opérat° ordre transfert entre sections	1 052	2 328	2 977	3 051	3 051	3 051
41	Opérations patrimoniales	26 956	-	-	15 527	-	-
	Total dépenses d'investissement	49 983	8 103	15 651	24 111	8 625	8 667

en K€		2014	2015	2016	2017	2018	2019
13	Subventions d'investissement	38 267	18 160	2 000	-	-	-
16	Emprunts et dettes assimilées	8 743	-	-	-	-	-
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	-	-	-	-	-	-
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	-	-	1 290	-	-	-
	Total recettes d'équipement	47 010	18 160	3 290	-	-	-
10	Dotations, fonds divers et réserves	640	2 956	8 103	14 362	8 584	8 145
165	Dépôts et cautionnement	-	-	-	-	-	-
27	Autres immobilisations financières	-	-	-	-	-	-
	Total recettes financières	640	2 956	8 103	14 362	8 584	8 145
45	Opérations pour compte de tiers	-	-	-	-	-	-
	Total recettes réelles d'investissement	47 650	21 116	11 393	14 362	8 584	8 145
40	Opérat° ordre transfert entre sections	-	-	-	-	480	-
41	Opérations patrimoniales	26 956	-	-	15 527	-	-
	Total recettes d'investissement	74 606	21 116	11 393	29 889	9 064	8 145

Etude rétrospective

Vue synthétique du budget annexe « Pompes Funèbres » – Section de fonctionnement

en K€		2014	2015	2016	2017	2018	2019
011	Charges à caractère général	1 663	1 766	2 909	2 436	2 349	1 990
012	Charges de personnel, frais assimilés	3 611	3 431	3 566	4 080	4 208	4 340
014	Atténuations de produits	-	-	-	-	-	-
65	Autres charges de gestion courante	82	34	70	22	21	30
	Total dépenses de gestion	5 356	5 231	6 545	6 539	6 578	6 360
66	Charges financières	5	8	7	6	6	6
67	Charges exceptionnelles	37	38	2	6	0	13
68	Dotations provisions semi-budgétaires	-	-	354	-	59	79
	Total dépenses réelles de fct	5 398	5 276	6 909	6 551	6 642	6 457
42	Opérat° ordre transfert entre sections	532	295	323	377	381	442
	Total dépenses de fonctionnement	5 931	5 571	7 232	6 928	7 023	6 899

en K€		2014	2015	2016	2017	2018	2019
13	Atténuations de charges	-	-	46	71	70	68
70	Produits services, domaine et ventes div	6 022	7 331	6 103	6 281	6 276	6 068
73	Impôts et taxes	-	-	-	-	-	-
74	Dotations et participations	-	-	-	-	-	-
75	Autres produits de gestion courante	57	58	18	3	2	1
	Total recettes de gestion de fct	6 079	7 389	6 167	6 356	6 348	6 137
76	Produits financiers	-	-	-	-	-	-
77	Produits exceptionnels	7	69	69	4	5	1
78	Reprises provisions semi-budgétaires	-	-	-	77	21	29
	Total recettes réelles de fct	6 086	7 459	6 237	6 437	6 374	6 168
42	Opérat° ordre transfert entre sections	156	184	242	256	318	181
	Total recettes de fonctionnement	6 242	7 643	6 479	6 693	6 692	6 349

Etude rétrospective

Vue synthétique du budget annexe « Pompes Funèbres » – Section d'investissement

en K€		2014	2015	2016	2017	2018	2019
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérati	-	0	-	-	-	-
204	Subventions d'équipement versées (sauf op	-	56	-	-	-	-
21	Immobilisations corporelles (sauf opérati	66	-	126	20	37	66
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	-	-	-	-	-	-
	Total dépenses d'équipements	66	56	126	20	37	66
10	Dotations, fonds divers et réserves	-	-	-	-	-	-
16	Emprunts et dettes assimilées	98	9	12	13	13	13
27	Autres immobilisations financières	-	-	-	-	-	-
	Total dépenses financières	98	9	12	13	13	13
45	Opérations pour compte de tiers	-	-	-	-	-	-
	Total dépenses réelles d'investissement	164	65	138	32	50	79
40	Opérat° ordre transfert entre sections	156	184	242	256	318	181
41	Opérations patrimoniales	-	-	-	533	-	-
	Total dépenses d'investissement	320	250	380	822	368	260

en K€		2014	2015	2016	2017	2018	2019
13	Subventions d'investissement	-	-	-	-	-	-
16	Emprunts et dettes assimilées	300	-	-	-	-	-
21	Immobilisations corporelles (sauf opérati	-	-	-	-	-	-
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	-	0	-	-	-	-
	Total recettes d'équipement	300	0	-	-	-	-
10	Dotations, fonds divers et réserves	115	-	-	-	-	-
165	Dépôts et cautionnement	-	-	-	-	-	-
27	Autres immobilisations financières	-	-	-	-	-	-
	Total recettes financières	115	-	-	-	-	-
45	Opérations pour compte de tiers	-	-	-	-	-	-
	Total recettes réelles d'investissement	415	0	-	-	-	-
40	Opérat° ordre transfert entre sections	532	295	323	377	381	442
41	Opérations patrimoniales	-	-	-	533	-	-
	Total recettes d'investissement	947	295	323	910	381	442

Annexes



Annexes

Conditions d'interventions Deloitte & Associés

1 OBJET

Les présentes Conditions d'intervention forment avec la Lettre de mission et les Conditions Spécifiques un tout indissociable intégré aux discussions contractuelles et définissent les termes et conditions selon lesquels Deloitte & Associés, membre de l'Ordre des Experts Comptables, réalisera des Prestations pour le Client, les principes de collaboration entre Deloitte & Associés et le Client, et plus généralement leurs droits et obligations respectifs concernant la réalisation des Prestations.

Le Client est réputé avoir accepté les Conditions d'intervention si :

- ce dernier a signé l'un des documents compris dans les Conditions Spécifiques ou les Conditions d'intervention elles-mêmes, ou,
- la fourniture des Prestations est commencée, en l'absence de signature des documents ci-dessus visés.

Si une des stipulations des présentes Conditions venait à être considérée par une juridiction compétente comme illégale, nulle, non-opposable ou inapplicable, cette disposition sera écartée sans que la validité ainsi que l'opposabilité des autres dispositions des présentes Conditions n'en soient affectées. Le Contrat constitue l'intégralité de l'accord conclu entre les parties et se substitue à toute offre, disposition ou accord antérieurs, écrits ou verbaux.

2 DEFINITIONS

Pour les besoins des présentes, chacun des termes définis ci-dessous aura la signification suivante :

« Lettre de mission » désigne le contrat comprenant les termes de la mission ainsi que les Conditions d'intervention et les Conditions Spécifiques qui y sont associées.

« Client » désigne la société ou l'entité telle que définie aux Conditions Spécifiques pour laquelle Deloitte & Associés réalisera les Prestations.

« Conditions d'intervention » désigne les présentes conditions dûment acceptées par les deux Parties. Deloitte & Associés ne peut être lié par aucun autre document, notamment plaquettes, présentation du cabinet et de ses activités, qui n'ont qu'une valeur indicative.

« Conditions Spécifiques » désigne l'ensemble des documents dûment acceptés par les deux Parties, faisant référence aux Conditions d'intervention et venant les compléter ou les modifier pour une Prestation particulière. Ces documents peuvent comprendre une lettre d'engagement, une proposition de mission de Deloitte & Associés et/ou une description des Prestations.

« Éléments Réalisés » désigne tous les livrables de Deloitte & Associés attachés aux Prestations qui doivent être remis par Deloitte & Associés au Client au titre des Prestations. Le terme « Éléments Réalisés » ne s'appliquera pas aux éléments fournis par des tiers ou déjà détenus par le Client.

« Prestation » désigne les services réalisés par Deloitte & Associés pour le Client, tels qu'ils sont strictement définis dans les Conditions Spécifiques.

« Parties » désigne le Client et Deloitte & Associés, membre de l'Ordre des Experts Comptables

3 PRESTATIONS

3.1 Réalisation des Prestations

Deloitte & Associés s'engage à réaliser les Prestations pour le Client selon les termes définis dans la Lettre de mission, conformément aux dispositions applicables aux professionnels de l'expertise comptable. Au titre de cette mission, Deloitte & Associés contracte une obligation de moyens.

Le Client est seul responsable de la mise en œuvre des conseils et recommandations fournis par Deloitte & Associés au titre des Prestations réalisées. Deloitte & Associés ne peut en aucun cas être tenu pour responsable des conséquences de leur mise en œuvre.

Il appartient au Client d'apprécier les Éléments Réalisés par Deloitte & Associés, d'évaluer s'ils répondent à ses propres objectifs, de se forger ses propres conclusions et de supporter toutes les conséquences des décisions en découlant, d'informer sans retard Deloitte & Associés de tout manquement ou erreur. Les Prestations n'incluent pas les tâches et responsabilité relevant d'une mission de conseil en investissement financier (CIF), d'un avocat ou d'un conseil industriel spécifique.

3.2 Personnel

Deloitte & Associés peut se faire assister par les collaborateurs de son choix. Si les Conditions Spécifiques mentionnent le nom de collaborateurs de Deloitte & Associés pour intervenir dans la réalisation des Prestations, Deloitte & Associés emploiera ses meilleurs efforts pour assurer la disponibilité de ces personnes.

3.3 Calendrier

Le Client et Deloitte & Associés détermineront dans les Conditions Spécifiques les délais éventuels de réalisation des Prestations. Si les Conditions Spécifiques définissent un calendrier applicable à la fourniture des Prestations, Deloitte & Associés s'engage à employer ses meilleurs efforts pour respecter ce calendrier.



Annexes

Conditions d'interventions Deloitte & Associés

3.4 Modification des Prestations

Dans l'hypothèse où le Client souhaiterait au cours de l'exécution des Prestations modifier ou étendre le périmètre des Prestations, le Client devra en aviser préalablement Deloitte & Associés en précisant spécifiquement l'étendue et les caractéristiques des modifications ou extensions souhaitées.

Deloitte & Associés adressera au Client dans un délai raisonnable une proposition d'avenant visant à adapter les honoraires, le calendrier ainsi que toute autre modalité qui se trouverait affectée par la modification ou l'extension envisagée.

La modification ne pourra être prise en compte qu'après l'accord préalable du Client sur les modifications proposées par voie d'avenant par Deloitte & Associés.

3.5 Secret professionnel

Conformément aux dispositions de l'article 21 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945, Deloitte & Associés est tenu au secret professionnel dans les conditions prévues à l'article 226-13 du Code pénal, ainsi qu'à un devoir de discrétion, distinct de l'obligation précédente, quant aux informations recueillies et à la diffusion des documents qu'il a établis. Ces derniers sont adressés au Client, à l'exclusion de tout envoi à des tiers, sauf demande écrite du Client.

4 OBLIGATIONS DU CLIENT

Le Client sera tenu à ses obligations contractuelles dès l'acceptation de la Lettre de mission ou, s'il est antérieur, dès le commencement des Prestations par Deloitte & Associés.

Le Client s'interdit de tout acte portant atteinte à l'indépendance de Deloitte & Associés ou à ses collaborateurs.

Le Client reste responsable de la bonne application de la législation et des règlements en vigueur ; Deloitte & Associés ne peut être considéré comme se substituant aux obligations du Client du fait de ses Prestations.

D'une façon générale, le Client doit prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection de son système informatique.

4.1 Engagement de collaboration

Le Client s'engage à collaborer avec Deloitte & Associés en vue de la fourniture des Prestations, en mettant à la disposition de Deloitte & Associés, dans les délais convenus, l'ensemble des informations et des documents nécessaires à l'exécution des Prestations.

Le client s'engage à respecter les procédures mises en place pour la réalisation des Prestations.

Il est rappelé que la réalisation des Prestations par Deloitte & Associés dépend de la bonne exécution par le Client dans les délais de ses propres obligations, des décisions et approbations qui lui incombent pendant le déroulement des Prestations, ainsi que des informations délivrées par le Client à Deloitte & Associés qu'il garantit sincères, complètes et véritables.

Le Client s'engage notamment, pour les besoins de l'exécution des Prestations, à mettre en contact Deloitte & Associés avec toutes les personnes (salariés, représentants ou sous-traitants du Client) concernées par l'objet des Prestations et à assurer leur disponibilité.

Il est expressément signalé que Deloitte & Associés n'a pas forcément une connaissance détaillée des activités professionnelles propres du Client. A ce titre, toutes ambiguïtés ou imprécisions doivent être soit levées, soit expliquées par le Client dès qu'il en a connaissance.

De même, le Client doit porter à la connaissance de Deloitte & Associés les faits nouveaux ou exceptionnels susceptibles d'affecter la situation du Client.

Le Client prend toutes les décisions de gestion, remplit toutes les fonctions de direction et exerce les contrôles internes relatifs notamment aux activités.

4.2 Dispositions relatives à la lutte anti-blanchiment

Le Client s'engage à :

- communiquer à Deloitte & Associés, à la date d'entrée en relation, (i) si le Client est une personne morale, tout acte ou extrait de registre officiel datant de moins de 3 mois constatant la dénomination, la forme juridique, l'adresse du siège social, l'identité des associés et dirigeants et les informations relatives à la détention directe et indirecte du capital social ou à identifier toute personne physique contrôlant de facto le Client (afin de déterminer le(s) bénéficiaire(s) effectif(s) au sens de l'article R 561-1 et suivants du Code monétaire et financier) et à faire spontanément part de toute modification ultérieure affectant cette liste, ou, (ii) si le Client est une personne physique, à communiquer à Deloitte & Associés un document d'identité officiel comportant sa photographie;



Annexes

Conditions d'interventions Deloitte & Associés

- fournir tout document ou information nécessaire à Deloitte & Associés pour respecter ses obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ;
- informer Deloitte & Associés si, à la date d'entrée en relation ou à une date ultérieure, (i) lui-même si le client est une personne physique ou (ii) son bénéficiaire effectif (ou un de ses bénéficiaires effectifs) si le client est une personne morale répond aux critères de « Personne Politiquement Exposée » tels que définis par l'article L561-10 du Code monétaire et financier et son décret d'application.

4.3 Respect du Calendrier

Le Client s'engage à respecter le calendrier convenu entre les Parties.

4.4 Règlement du prix des Prestations

Le Client s'engage à payer les honoraires et à rembourser l'intégralité des frais convenus à la Lettre de mission, conformément aux modalités définies à l'article 6 ci-dessous.

4.5 Remise et réception des Éléments Réalisés

La remise des Éléments Réalisés marquera la fin des Prestations de Deloitte & Associés au titre de la Lettre de mission.

Sauf s'il en est disposé autrement dans les Conditions Spécifiques, les Prestations et les Éléments Réalisés sont réputés avoir été acceptés par le Client si aucune réserve n'est formulée par écrit par ce dernier dans les quinze (15) jours calendaires suivant la remise des Éléments Réalisés.

Le Client reconnaît que les Éléments Réalisés ne pourront servir que pour l'objet auquel ils se rapportent. Deloitte & Associés ne saurait être tenu responsable de l'exécution de tous travaux postérieurs à l'achèvement de la mission et se fondant notamment sur l'impact d'événements ou de circonstances survenus ou révélés postérieurement à l'achèvement de la mission tels que notamment tout changement dans la structure de l'entreprise, toute modification législative, réglementaire ou jurisprudentielle (en ce compris les positions des autorités administratives) ou toute modification de leur interprétation. Dans la mesure où ces événements ou ces circonstances ultérieures pourraient affecter l'appréciation que le Client pourrait faire de la prestation effectuée, le Client accepte que la responsabilité d'identifier et d'évaluer de tels événements ou circonstances (y compris le risque de ne pouvoir les détecter) lui incombe entièrement. Deloitte & Associés n'est tenu ni à une obligation de mise à jour ni à une obligation de conseil postérieurement à la réception du dernier Éléments Réalisé.

4.6 Intervention de tiers

Dans le cas où le Client ferait appel à un ou plusieurs tiers pour la réalisation de services ou la fourniture de biens pouvant affecter, directement ou indirectement la fourniture des Prestations, le Client s'engage à ce que les contrats conclus avec ces tiers et/ou leur exécution n'entrave pas la fourniture des Prestations.

Sauf s'il en est disposé autrement dans les Conditions Spécifiques, le Client reste seul responsable des tiers avec lesquels il a contracté, ainsi que de la qualité de leurs services et/ou fournitures.

5 PROPRIÉTÉ ET LICENCE

Le Client utilise librement, à son seul profit, les Éléments Réalisés une fois qu'il a payé l'intégralité des honoraires et frais dus au titre des Prestations. À ce titre, le Client peut librement, sous sa seule responsabilité, reproduire et communiquer en interne les Éléments Réalisés, étant expressément convenu entre les Parties au titre de la Lettre de mission que le Client n'acquiert aucune propriété sur les méthodes, savoir-faire, techniques, outils informatiques ou logiciels utilisés par Deloitte & Associés pour la fourniture des Prestations.

Sauf disposition légale ou réglementaire contraire et/ou sauf stipulation contraire des Conditions Spécifiques se référant au présent article, les Éléments Réalisés sont fournis pour le seul bénéfice et usage interne du Client. Le Client s'interdit de fournir copie de tout ou partie des Éléments Réalisés à un tiers, ou à faire bénéficier un tiers quelconque de tout ou partie des Prestations, même gratuitement.



Annexes

Conditions d'interventions Deloitte & Associés

6 CONDITIONS FINANCIERES ET REMBOURSEMENT DE FRAIS

6.1 Honoraires

Conformément aux Conditions Spécifiques, le prix des Prestations a été déterminé selon la proposition forfaitaire effectuée dans la Lettre de mission.

Toutes les prestations non prévues dans la Lettre de mission ou qui seraient rendues nécessaires pour des causes extérieures à Deloitte & Associés, seront facturées par Deloitte & Associés sur la base du temps passé et des frais réels encourus aux taux correspondant aux niveaux de qualification des intervenants de Deloitte & Associés, sauf s'il en est disposé autrement dans les Conditions Spécifiques.

En cas de non-paiement des honoraires par le Client dans le délai requis et après mise en demeure restée sans effet, Deloitte & Associés pourra suspendre ses travaux ou résilier le présent contrat et pourra exercer son droit de rétention conformément aux dispositions applicables aux professionnels de l'expertise comptable après en avoir informé le président du Conseil Régional de l'Ordre compétent.

6.2 Impôts et taxes

Le prix des Prestations s'entend hors impôts et hors taxes. Le Client s'engage donc à acquitter les taxes et impôts applicables aux taux alors en vigueur lors de leur facturation.

6.3 Modalités de Paiement

Le prix des Prestations est libellé en euros, hors taxes et hors frais.

Les factures d'honoraires et frais de Deloitte & Associés seront émises au service fait. Conformément aux dispositions des articles L. 441-6, I°, al.12 et D. 441-5 du Code de commerce, les factures dont le paiement ne sera pas reçu dans le délai de trente (30) jours suivant leur date d'émission, porteront de plein droit, et sans qu'une mise en demeure soit nécessaire, intérêt à un taux égal à trois (3) fois le taux d'intérêt légal en vigueur en France à la date d'exigibilité, à compter de cette date et ce jusqu'à leur paiement intégral, outre le paiement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Sans préjudice de ses droits ou recours, Deloitte & Associés se réserve le droit de suspendre ou d'arrêter totalement la fourniture des Prestations en cas de non-paiement par le Client dans le délai requis.



Annexes

Conditions d'interventions Deloitte & Associés

7 GARANTIES

Deloitte & Associés garantit de réaliser les Prestations avec professionnalisme et avec la diligence généralement exigée pour des services professionnels.

Sauf disposition contraire de la Lettre de mission, aucune autre condition, garantie, expresse ou tacite, n'est consentie concernant les Prestations et les Éléments Réalisés, leur exécution, leur conformité ou adéquation à un usage particulier

Le Client s'engage à garantir et tenir indemne Deloitte & Associés de tous dommages, pertes ou coûts subis par Deloitte & Associés résultant de toute réclamation émanant d'un tiers, ayant pour cause ou objet, directement ou indirectement, les Prestations et/ou les Éléments Réalisés. Le Client garantit notamment Deloitte & Associés contre toute action d'un tiers, quelle qu'en soit la nature, qui serait fondée sur l'inexactitude et/ou le caractère incomplet ou non pertinent de l'information que Deloitte & Associés aurait utilisée dans le cadre de l'exécution des Prestations.

8 RESPONSABILITE ET RECOURS

Les obligations de Deloitte & Associés sont des obligations de moyens. La responsabilité de Deloitte & Associés, en cas d'inexécution fautive des obligations qui lui sont imparties aux termes de la Lettre de mission, sera limitée aux seuls dommages immédiats et directs que subirait le Client, à l'exclusion des dommages et frais indirects et/ou accessoires.

8.1 Exclusion

Deloitte & Associés n'assume aucune responsabilité au titre de tous dommages indirects subis par le Client, ses salariés ou représentants, du fait des Prestations, tels que, et sans que cette liste ait un caractère limitatif : (i) les pertes ou dommages subis à la suite de réclamations émanant d'un tiers ; et (ii) les pertes de chiffre d'affaires, d'exploitation, de profit, d'économie, d'opportunité commerciale, d'investissements ou de données

La responsabilité de Deloitte & Associés ne peut en aucun cas être engagée dans l'hypothèse où le préjudice subi par le Client est une conséquence :

- d'une information erronée ou d'une faute ou négligence commise par le Client ou ses salariés,
- du retard ou de la carence du client à fournir une information nécessaire à Deloitte & Associés,
- des fautes commises par des tiers intervenant chez le Client.

8.2 Limitation de responsabilité et mode de réparation

En tout état de cause, la responsabilité de Deloitte & Associés au titre ou en relation avec la Lettre de mission ne pourra jamais excéder, quel qu'en soit le fondement, le montant total des honoraires qui seront effectivement perçus par Deloitte & Associés au titre de la prestation identifiée comme étant à l'origine du dommage.

8.3 Délai de recours

Sauf prescription légale ou délai jurisprudentiel plus court, toute action ou demande de réparation, de quelque nature que ce soit, formulée à l'encontre de Deloitte & Associés et fondée sur ou liée à la Lettre de mission devra être engagée dans un délai maximum d'un (1) an à compter du jour où la Partie demanderesse a eu pour la première fois connaissance, ou aurait dû avoir connaissance, des faits à l'origine de son action. Les Parties conviennent que ce jour correspond à celui de la date de l'émission du rapport ou du compte-rendu de fin de mission remis par Deloitte & Associés au Client en exécution de la Lettre de mission.

La Lettre de mission étant conclue entre le Client et Deloitte & Associés, toute réclamation ou action issue des présentes à l'encontre de Deloitte & Associés ne pourra être engagée que par le Client.



Annexes

Conditions d'interventions Deloitte & Associés

9 NON-EXCLUSIVITE

Le Lettre de mission n'exclut ni ne limite en aucune manière le droit pour Deloitte & Associés : (i) de conseiller ou de fournir des services de toute nature à toute personne physique ou morale de son choix, ni ; (ii) de développer pour lui-même ou pour le compte de tiers, des éléments pouvant faire concurrence aux Éléments Réalisés et ce, quelle que soit leur similitude avec les Éléments Réalisés.

10 DUREE ET RESILIATION

10.1 Durée

La Lettre de mission prendra effet à partir de la date d'entrée en vigueur définie dans les Conditions Spécifiques.

En l'absence de cette précision, la Lettre de mission entrera en vigueur à la première des deux dates suivantes : (i) à la date à laquelle la réalisation des Prestations aura commencé, ou (ii) à la signature de la Lettre de mission par les deux Parties.

Sauf indication d'une durée déterminée dans les Conditions Spécifiques, la Lettre de mission est conclue pour une durée indéterminée.

10.2 Résiliation

Chacune des Parties pourra mettre fin à la Lettre de mission, moyennant le respect d'un préavis d'un (1) mois, sans encourir le versement d'aucune indemnité du fait de cette rupture, sauf l'obligation pour le Client de payer à Deloitte & Associés les honoraires correspondants aux travaux effectués à la date de prise d'effet de la résiliation, et lui rembourser l'intégralité des frais encourus jusqu'à cette date.

Deloitte & Associés pourra mettre fin à la Lettre de mission avec effet immédiat par notification écrite au Client en cas de modification législative ou réglementaire ou de changement de circonstances (notamment des changements dans l'actionnariat du Client ou d'un de ses affiliés) ayant pour effet de rendre l'exécution d'une partie quelconque du Contrat illicite ou illégale ou contraire à des règles déontologiques.

Le Client pourra conserver les Éléments Réalisés conformément aux termes de la licence qui lui a été accordée en application de l'article 5 des présentes.

11 DISPOSITIONS GENERALES

11.1 Indépendance des Parties

Les Parties sont indépendantes l'une de l'autre, et aucune partie ne pourra agir ni se présenter en tant qu'agent, associé, partenaire ou représentant de l'autre.

11.2 Sous-traitance

Deloitte & Associés est autorisé par le Client dès l'acceptation de la Lettre de mission à sous-traiter à toute personne de son choix une partie des travaux qui lui incombent dans le cadre de l'exécution de la mission. En cas de sous-traitance, Deloitte & Associés demeure responsable de l'exécution de la mission.

La Lettre de mission étant conclue entre Deloitte & Associés et le Client, celui-ci reconnaît que la relation contractuelle au titre de la Mission ne le lie qu'avec Deloitte & Associés.

Certains services fournis dans le cadre de la mission peuvent également être réalisés, en sous-traitance, par du personnel d'autres entités que Deloitte & Associés, appartenant à l'organisation Deloitte Touche Tohmatsu Limited. Dans ce cas, Deloitte & Associés demeure seul responsable envers le Client pour toutes les actions et/ou omissions de ses sous-traitants.

En conséquence, le Client reconnaît qu'aucune des sociétés membres de l'organisation Deloitte Touche Tohmatsu Limited n'a de responsabilité directe envers le Client et renonce à engager une quelconque action à l'encontre des entités de l'organisation Deloitte Touche Tohmatsu Limited du fait de l'exécution de la mission.

11.3 Cession

Les droits et obligations découlant de la Lettre de mission ne peuvent faire l'objet d'une cession totale ou partielle à titre gratuit ou onéreux par une partie, sans l'accord préalable écrit de l'autre partie, qui ne pourra s'y opposer sans juste motif.



Annexes

Conditions d'interventions Deloitte & Associés

Néanmoins, Deloitte & Associés pourra céder ses droits et obligations découlant du Lettre de mission, sur simple notification au Client, à (i) toute personne morale constituée pour, ou autorisée à reprendre tout ou partie des activités de Deloitte & Associés ; et (ii) à ses filiales ou sociétés qu'elle contrôle.

11.4 Conservation

Il est expressément convenu entre les Parties que :

D'une part, Deloitte & Associés conservera une copie des Éléments Réalisés à des fins probatoires et de respect des dispositions légales et réglementaires pour toute la durée des délais en vigueur.

D'autre part, que les documents détenus par Deloitte & Associés et qui n'auraient pas été retirés par le Client dans le délai d'un an suivant mise en demeure pourront être détruits par Deloitte & Associés huit jours après une itérative mise en demeure. Les mises en demeure reproduisent la présente stipulation.

11.5 Non-sollicitation

Pendant la réalisation des Prestations et les six (6) mois suivants, aucune partie ne pourra, sauf accord écrit et préalable de l'autre partie, faire directement ou indirectement, des offres d'engagement à un salarié de l'autre partie ayant participé à la réalisation des Prestations.

Néanmoins, cette clause n'empêchera nullement les Parties d'employer du personnel ayant répondu de lui-même à une annonce ou à toute autre campagne de recrutement.

11.6 Références

Deloitte & Associés pourra faire référence dans toutes ses présentations et documents commerciaux, publicitaires ou promotionnelles au nom du Client, aux Prestations et aux Éléments Réalisés, sous réserve du respect de son obligation au secret professionnel et de son devoir de discrétion.

11.7 Notification

Lorsque la Lettre de mission prévoit qu'une partie doit être avertie par écrit, la notification doit être délivrée en mains propres, ou être envoyée par lettre recommandée, à l'autre partie. Toute notification envoyée par voie postale sera considérée comme ayant été reçue par son destinataire deux (2) jours ouvrés après avoir été postée. Toute notification délivrée en mains propres sera considérée comme reçue par son destinataire un (1) jour ouvré après sa remise.

11.8 Conflit d'intérêt

Deloitte & Associés fait ses meilleurs efforts pour vérifier tout conflit d'intérêts pouvant exister avant d'accepter une mission. Il est demandé au Client de notifier à Deloitte & Associés tout conflit ou tout événement pouvant avoir des conséquences sur la réalisation de la Prestation.

Lorsque Deloitte & Associés identifie la survenance d'un événement susceptible de le placer dans une situation de conflit d'intérêts ou de porter atteinte à son indépendance dans le cadre de cette mission ou dans le cadre d'une autre mission réalisée par lui ou par l'un des membres de son réseau en France ou à l'étranger, Deloitte & Associés peut être tenu en application de la réglementation professionnelle en vigueur, de cesser la collaboration avec le Client.

11.9 Force Majeure

Les obligations des Parties seront automatiquement suspendues en cas d'évènement de force majeure. Cependant, dès la disparition de la cause de la suspension de leurs obligations réciproques, les Parties feront tous leurs efforts pour reprendre le plus rapidement possible l'exécution normale de leurs obligations contractuelles. En cas de force majeure le Client versera à Deloitte & Associés les honoraires encourus à la date d'interruption en fonction du temps effectif déjà passé sur la mission et des taux horaires de Deloitte & Associés.

12 TRANSFERT DE DONNEES

Toutes les informations communiquées par le Client ou au nom du Client (« Données ») sont exclusivement utilisées dans le cadre de la réalisation des Prestations de Deloitte & Associés.



Annexes

Conditions d'interventions Deloitte & Associés

Le Client est informé que, sauf disposition légale contraire, Deloitte & Associés est susceptible de recourir, dans le cadre de la réalisation de ses Prestations, à des tiers pouvant être situés hors de France, qui peuvent être d'autres entités membres de son réseau et/ou des prestataires de services agissant pour son compte, qui fournissent des services administratifs, d'infrastructure informatique (dont, le cas échéant, des prestataires de services de type « cloud »), ainsi que des services intervenant en support de son activité. Ces tiers, dont Deloitte & Associés demeure responsable, sont soumis à de strictes obligations de confidentialité et de sécurité similaires à celles contenues dans la Lettre de mission et les Conditions d'intervention.

13 PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

13.1 Si des Données à caractère personnel (« Données Personnelles ») devaient être communiquées à Deloitte dans le cadre de l'exécution des Prestations, les Parties s'accordent expressément par la présente sur les points suivants :

- elles s'engagent à respecter la législation et la réglementation applicables en matière de protection des données personnelles, notamment le Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après le « RGPD »), ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dans sa dernière version en vigueur (ci-après ensemble la « Réglementation applicable en matière de protection des Données Personnelles »). Sauf disposition contraire dans les présentes, les termes commençant par une majuscule au sein du présent article 13 ont le sens qui leur est attribué par la Réglementation applicable en matière de protection des Données Personnelles.
- Deloitte traitera ces Données Personnelles en tant que Sous-traitant, sur instructions documentées (description du traitement, nature des opérations réalisées sur les Données Personnelles, finalité(s) du traitement, durée du traitement, Données Personnelles traitées, catégories de personnes concernées, contact du délégué à la protection des données personnelles ou de la personne responsable de la protection des données personnelles) que le Client, Responsable du Traitement, s'oblige à lui communiquer dans le format proposé par Deloitte (cf. annexe ci-après) avant tout traitement au titre des Prestations.

13.2 Deloitte sous-traitera le traitement des Données Personnelles conformément à l'autorisation écrite générale énoncée à l'article 11.2 « Sous-traitance » et veillera à ce que soit établi un contrat ou un acte juridique écrit avec les sous-traitants (ci-après le(s) Sous-traitant(s) Ulérieur(s)) leur imposant des obligations équivalentes à celles des dispositions du présent article 13 dans son ensemble. Si l'un quelconque des Sous-Traitants Ulérieurs ne respecte pas ces obligations équivalentes, Deloitte en demeure

« Parties » désigne le Client et Deloitte & Associés, membre de l'Ordre des Experts Comptables

seul responsable envers le Client. Deloitte informera préalablement et par écrit le Client de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'un ou plusieurs Sous-Traitants Ulérieurs. Le Client disposera d'un délai de dix (10) jours calendaires à compter de la date de réception de cette information pour présenter à Deloitte ses éventuelles objections par écrit. Toute sous-traitance ultérieure ne pourra intervenir que si le Client n'a pas émis d'objection pendant ce délai. Toutefois, Deloitte et le Client conviennent que cette clause ne s'applique pas au recours par Deloitte à des prestataires techniques pour ses besoins propres (par ex : hébergement, maintenance), lesquels ne sont pas considérés comme des Sous-Traitants Ulérieurs.

13.3 Dans l'hypothèse où des Données Personnelles seraient transférées hors de l'Union Européenne dans un pays considéré par la Commission Européenne comme n'assurant pas un niveau de protection adéquat des Données Personnelles, Deloitte mettra en oeuvre l'un ou l'autre des dispositifs suivants : (i) contrat conforme aux clauses contractuelles types adoptées par la Commission Européenne (« Clauses contractuelles types »), (ii) règles internes d'entreprise contraignantes (« Binding Corporate Rules » ou « BCR »), ou (iii) tout autre dispositif de protection conforme à la Réglementation applicable en matière de protection des Données Personnelles.

13.4 Deloitte prendra des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les Données Personnelles contre la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée ou l'accès non autorisé à de telles Données, et ce compte tenu de l'état de l'art et de la technique, des coûts de mise en oeuvre, de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du (des) traitement (s) de Données Personnelles, mais également des risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour la protection des droits et libertés des personnes physiques, sur la base des informations portées à la connaissance de Deloitte par le Client.



Annexes

Conditions d'interventions Deloitte & Associés

13.5 Deloitte informera le Client dans les meilleurs délais après avoir eu connaissance d'une Violation de Données Personnelles. Le Client a l'obligation de fournir un contact à cet effet (Délégué à la protection des Données Personnelles ou personne responsable de la protection des Données Personnelles).

13.6 A l'expiration du Contrat et sur instruction du Client, Deloitte restituera ou supprimera les Données Personnelles, sans préjudice du droit pour Deloitte de conserver à des fins probatoires dans son dossier de travail une copie de documents pouvant contenir des Données Personnelles.

13.7 Le Client notifiera à Deloitte toute assistance requise conformément aux dispositions de l'Article 28 (3) (e) et (f) inclus au titre du RGPD. Deloitte aidera alors le Client, (i) par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, tenant compte de la nature du traitement et dans toute la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes dont les personnes concernées le saisissent en vue d'exercer leurs droits et (ii) compte tenu de la nature du traitement et des informations à disposition de Deloitte, à garantir le respect des obligations qui lui incombent. A ce titre, les prestations en résultant seront facturées par Deloitte sur la base du temps passé et des frais réels encourus, sauf s'il en est disposé autrement dans les Conditions Spécifiques.

13.8 Sur demande écrite du Client, Deloitte mettra à la disposition du Client les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations au titre du présent article 13. Au choix de Deloitte, ces informations pourront prendre la forme de certificats de conformité ou de toute autre forme d'information documentée pertinente, lesquelles de convention expresse au titre des présentes et conformément à l'article 1368 du Code civil démontrent le respect des mesures organisationnelles et techniques prévues à l'article 13 du Contrat et constituent une documentation probante faisant foi entre le Client et Deloitte. En l'absence de documentation probante 6, le Client pourra solliciter la réalisation d'audits. Dans ce cas, l'audit devra être réalisé par le Client ou un auditeur indépendant, non concurrent de Deloitte, soumis à l'agrément écrit et préalable de Deloitte. Tout éventuel audit sollicité par le Client ne pourra intervenir au plus qu'une fois par an et respecter un délai de prévenance d'au moins trente (30) jours ouvrés notifié par le Client à Deloitte et l'informant de la durée, de la prise d'effet et de l'étendue envisagées de l'audit ainsi que de l'identité de l'auditeur et de la structure à laquelle il appartient. Deloitte se réserve le droit de refuser l'agrément de tout auditeur proposé par le Client, ce qui est accepté par le Client, dans le cas où il s'agirait d'un concurrent de Deloitte ou si l'auditeur n'accepte pas de conclure un contrat ou engagement de confidentialité selon les termes définis par Deloitte. L'audit sera conduit de façon à ne pas gêner les activités de Deloitte et sera réalisé en se conformant aux réglementations et consignes de sécurité applicables qui auront été préalablement communiquées à l'auditeur. Tout audit dans les locaux de Deloitte ne pourra être effectué que dans les salles accessibles à la clientèle et désignées par Deloitte et en présence d'un représentant de Deloitte. L'auditeur ne pourra avoir accès qu'aux seuls documents et éléments relatifs aux Prestations et aux conditions d'exécution de celles-ci. Cet accès sera octroyé dans la limite de ce qu'autorisent la loi, le règlement et les normes professionnelles dont relève Deloitte, en particulier les dispositions relatives au secret professionnel applicables aussi bien à d'autres clients qu'à d'autres services professionnels de Deloitte, telles que les dispositions protégeant les données des salariés et plus généralement de toutes autres personnes physiques. Le Client est informé et consent à ce qu'aucun accès ne soit autorisé dans le cadre de l'audit aux éléments du dossier de travail produit par Deloitte en conformité avec les dispositions légales, réglementaires, professionnelles ou normatives qui lui sont applicables, ou aux éléments produits par Deloitte en conformité avec ses propres procédures de contrôle interne, ou qui font l'objet de contrôles qualité internes, externes ou ad hoc par, ou pour le compte, de Deloitte. En outre, l'audit sera soumis aux conditions suivantes :

- i. Aucune des dispositions du Contrat ne permettra au Client ou à n'importe quel auditeur mandaté d'avoir accès aux informations, documents ou données relatifs a) à d'autres clients de Deloitte ; ou selon le cas, relatifs à b) d'autres traitements de Données Personnelles que ceux du Client ; ou c) relevant d'une information confidentielle de Deloitte ou de données non publiques ; ou d) qui serait légalement protégés ou soumis à une obligation légale ou contractuelle de confidentialité à laquelle Deloitte est soumis au respect, ni plus généralement d'avoir accès aux ordinateurs ou aux systèmes informatiques de Deloitte, ceci afin d'assurer la confidentialité vis-à-vis de tous les clients, et au-delà le respect du secret professionnel qui s'applique aux différentes activités de Deloitte.
- ii. Le Client s'oblige à considérer toutes informations et tous documents, ou données obtenus dans le cadre de l'audit comme une information confidentielle de Deloitte (ci-après ensemble et indistinctement l'« Information Confidentielle ») et à appliquer la plus grande confidentialité, sans aucun droit de divulgation à des tiers, ou d'utilisation à d'autres fins que l'audit. Les résultats de l'audit constitueront des Informations Confidentielles et feront l'objet d'une formalisation dans un rapport d'audit, qui devra être préalablement adressé à Deloitte afin de pouvoir y insérer ses éventuelles observations et réserves. Le rapport final d'audit devra nécessairement comprendre les observations de Deloitte.
- iii. L'audit ne pourra intervenir qu'après la conclusion d'un accord entre Deloitte et le Client sur les conditions et modalités de l'audit tant en termes de durée, de prise d'effet et d'étendue.



Annexes

Conditions d'interventions Deloitte & Associés

Le Client devra payer les frais et honoraires de l'audit, y compris les frais et honoraires des ressources engagées par Deloitte dans le cadre de l'audit et / ou pour la mise à disposition de toute information, documents ou données destinés à démontrer la conformité des actions de Deloitte aux dispositions de l'article 13. La mise en oeuvre, le cas échéant, d'actions correctrices ne saurait en aucun cas nécessiter de la part de Deloitte de se mettre en violation de ses règles professionnelles et des obligations auxquelles Deloitte est astreint dans le cadre de son appartenance à un réseau, ni ne devra avoir pour conséquence un déséquilibre financier substantiel ou des coûts exorbitants.

13.9 Le Client s'engage à garantir et tenir Deloitte quitte et indemne de tous dommages, pertes ou coûts subis par Deloitte résultant : (i) du respect par Deloitte de toute instruction fournie à Deloitte par le Client concernant le traitement des Données Personnelles (y compris les instructions relatives aux demandes pour l'exercice de leurs droits par les personnes concernées conformément à la Règlementation applicable en matière de protection des Données Personnelles, ainsi que toute instruction de conserver, communiquer, modifier ou plus généralement traiter les Données Personnelles) ou (ii) toute violation ou non-respect par le Client de ses propres obligations au titre de l'article 13, y compris l'obligation pour le Client de fournir des instructions documentées à Deloitte. En toutes circonstances, le Client en tant que Responsable du Traitement s'engage et reste seul responsable de : (i) déterminer les finalités et les moyens du (des) traitement (s) de Données Personnelles (ii) documenter par écrit et fournir toute instruction concernant le (s) traitement (s) par Deloitte des Données Personnelles, (iii) veiller, au préalable et pendant toute la durée du (des) traitement (s) de Données Personnelles, au respect de ses propres obligations prévues par le RGPD en particulier ses obligations d'information auprès des personnes concernées conformément à l'article 14 5 d) du RGPD. Le Client ne fournira directement ou indirectement que les Données Personnelles nécessaires à l'exécution du Contrat.

13.10 Dans le cadre de sa relation professionnelle avec le Client, Deloitte peut être amené à traiter des Données Personnelles concernant le Client, telles que notamment les noms, adresses e-mails, numéros de téléphone des représentants et/ou des personnes de contact du Client. Ces données sont traitées par Deloitte, en tant que Responsable de Traitement, pour les finalités suivantes : (i) le respect des réglementations professionnelles et déontologiques (notamment gestion de l'obligation d'indépendance, gestion des conflits d'intérêts et contrôle qualité) ; (ii) la gestion de la relation d'affaires qui lie Deloitte avec le Client y compris en matière administrative et financière ; (iii) l'administration et le support des outils informatiques de Deloitte utilisés dans le cadre de ses activités (messagerie, outils métier, etc.), (iv) l'hébergement et la maintenance de ces outils, l'archivage et la reprographie. Les personnes physiques concernées bénéficient d'un droit de demander à Deloitte en tant que Responsable de Traitement l'accès aux Données à caractère personnel, la rectification ou l'effacement de celles-ci, ou une limitation du traitement relatif à la personne concernée, ainsi que du droit de s'opposer au traitement et du droit à la portabilité des données. Pour l'exercice de leurs droits personnels, les personnes physiques concernées pourront s'adresser par écrit à : dpo@deloitte.fr

14 DROIT APPLICABLE ET REGLEMENT DES DIFFERENDS

La Lettre de mission est régie et interprétée conformément au droit français. Tout différend relatif à la validité, l'interprétation, la formation, l'exécution ou la résiliation de la Lettre de mission, fera l'objet d'une tentative préalable de règlement amiable.

Les litiges qui pourraient éventuellement survenir entre Deloitte & Associés et son Client pourront être portés, avant toute action judiciaire, devant le Président du Conseil Régional de l'Ordre compétent aux fins de conciliation ou d'arbitrage.

Si les Parties ne parviennent pas à s'entendre, le différend sera porté devant le Tribunal compétent de Nanterre, y compris en cas de procédure de référé, de pluralité de défendeurs et sur requête.

15 ORGANISATION DU RESEAU DELOITTE

Deloitte fait référence à une ou plusieurs firmes membres de Deloitte Touche Tohmatsu Limited (« DTTL »), une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). À ce titre, Deloitte Touche Tohmatsu Limited ne délivre aucun service professionnel, ne gère ni ne contrôle les intérêts de ses firmes membres ou de leurs sociétés affiliées.

Par conséquent, ni Deloitte Touche Tohmatsu Limited ni aucune de ses firmes membres ne peut être tenu pour responsable des actes ou des manquements des autres membres. Chaque firme nationale est une entité juridiquement séparée et indépendante, opérant sous les noms de « Deloitte », « Deloitte & Touche », « Deloitte Touche Tohmatsu » ou autres noms apparentés. Les Services décrits dans la lettre de mission sont délivrés par les firmes membres et non par l'association Deloitte Touche Tohmatsu Limited. En France, Deloitte SAS est le cabinet membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited, et les services professionnels sont rendus par ses filiales et ses affiliés.

Deloitte fait référence à un ou plusieurs cabinets membres de Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société de droit anglais (« private company limited by guarantee »), et à son réseau de cabinets membres constitués en entités indépendantes et juridiquement distinctes. Pour en savoir plus sur la structure légale de Deloitte Touche Tohmatsu Limited et de ses cabinets membres, consulter www.deloitte.com/about. En France, Deloitte SAS est le cabinet membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited, et les services professionnels sont rendus par ses filiales et ses affiliés.

Deloitte fournit des services professionnels en audit & assurance, consulting, financial advisory, risk advisory, juridique & fiscal et expertise comptable à ses clients des secteurs public et privé, quel que soit leur domaine d'activité. Deloitte sert près de 90% des *2018 Fortune Global 500® companies* à travers un réseau de firmes membres dans plus de 150 pays, et allie des compétences de niveau international à un service de grande qualité afin d'aider ses clients à répondre à leurs enjeux les plus complexes. Pour en savoir plus sur la manière dont nos 286 000 professionnels make an impact that matters (agissent pour ce qui compte), connectez-vous et échangez avec nous sur Facebook, LinkedIn ou Twitter.

En France, Deloitte mobilise un ensemble de compétences diversifiées pour répondre aux enjeux de ses clients, de toutes tailles et de tous secteurs – des grandes entreprises multinationales aux microentreprises locales, en passant par les ETI et PME. Fort de l'expertise de ses 7 000 collaborateurs et associés, Deloitte en France est un acteur de référence en audit & assurance, consulting, financial advisory, risk advisory, juridique & fiscal et expertise comptable, dans le cadre d'une offre pluridisciplinaire et de principes d'action en phase avec les exigences de notre environnement.

Le présent document et ses annexes sont confidentiels et réservés à l'usage interne exclusif de la Ville de Marseille. Toute reproduction ou toute divulgation partielle ou totale à des tiers en est interdite, sauf accord écrit préalable de Deloitte & Associés.